

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES DYNAMIQUES DU POUVOIR D'AGIR DU MOUVEMENT POUR LA  
SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU MALI

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR  
ÉLODIE ROUSSELLE

JANVIER 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements sont adressés à chacun des militants que j'ai eu la chance de rencontrer dans le cadre de cette recherche. Ils ont été d'une grande générosité et sont à la source de la motivation m'ayant permis de mener à bien ce projet.

Des remerciements particuliers vont également à ma directrice de recherche Marie Nathalie Leblanc dont les conseils et commentaires ont été des plus éclairants.

Je souligne également l'apport d'autres professeurs qui ont contribué à ma formation et qui ont eu une importance déterminante dans mon parcours académique.

Un remerciement au Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) et au Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) pour leur support financier par l'octroi des bourses qu'ils m'ont accordées au cours de mes études de maîtrise.

Merci à ma mère qui, en plus de son support et son travail de révision, m'a transmis une partie de la force nécessaire pour la réalisation de ce projet. Enfin, un merci tout particulier à Maxime pour son appui, ses conseils, ses révisions, mais également pour sa patience et sa confiance. Il m'a donné l'énergie de poursuivre et finaliser ce mémoire.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Remerciements</b>	<b>ii</b>
<b>Table des matières</b>	<b>iii</b>
<b>Liste des tableaux et encadrés</b>	<b>vii</b>
<b>Liste des Abréviations, sigles et acronymes</b>	<b>viii</b>
<b>Résumé</b>	<b>x</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
0.1 Mise en contexte : Construction d'un mouvement social autour du concept de souveraineté alimentaire	1
0.2 Objet concret de recherche - Souveraineté alimentaire au Mali : pratiques et discours	4
0.3 Plan du mémoire	6
<b>CHAPITRE I</b>	<b>9</b>
<b>REVUE DE LITTÉRATURE, PROBLÉMATIQUE, CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE</b>	<b>9</b>
1.1 La souveraineté alimentaire dans la littérature	9
1.2 Problématique - Société civile en Afrique subsaharienne : entre instrumentalisation et contre-pouvoir	12
1.2.1 Trajectoire de l'État postcolonial et de la société civile africaine	13
1.2.2 Le cas du Mali	17
1.3 Outil conceptuel : L'empowerment comme outil d'analyse d'un mouvement social	20
1.4 Méthodologie	25
1.4.1 Univers d'analyse et choix méthodologiques	25
1.4.2 Présentation des organisations répondantes	28
1.4.3 Analyse des données	33
1.4.4 Considérations éthiques	34

<b>CHAPITRE II</b>	<b>36</b>
<b>CONDITIONS D'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU MALI</b>	<b>36</b>
2.1 Agricultures familiales et paysannes : Importance, enjeux et définitions	37
2.1.1 Enjeux agricoles et alimentaires en contexte africain et malien	37
2.1.2 Agricultures familiales et paysannes : typologies et définitions	39
2.2 La théorie des régimes alimentaires ou l'historicisation de la modernisation et mondialisation des systèmes alimentaires	42
2.2.1 Régime alimentaire colonial	43
2.2.2. Régime alimentaire industrialo-mercantile	44
2.2.3 Régime alimentaire néolibéral	46
2.3. Évolution des politiques agricoles au Mali, de la colonisation à aujourd'hui	48
2.3.1 Les politiques coloniales de mise en valeur (de 1920 à 1960)	48
2.3.2 La politique agricole volontariste de l'économie socialiste planifiée (de 1960 à 1968)	49
2.3.3 Les politiques sectorielles pour le développement rural (de 1968 à 1981)	50
2.3.4 La libéralisation économique (de 1982 à 1991)	51
2.3.5 La libéralisation économique et politique (de 1991 à 2006)	53
2.4 Vers un renouveau des politiques agricoles au Mali? Structuration syndicale agricole et historicisation du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali	56
2.4.1 Processus de fédération des organisations paysannes au niveau national : la création de l'Association des organisations paysannes professionnelles (AOPP)	57
2.4.2 Fédération des organisations paysannes à l'échelon sous-régional : la mise sur pied du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	58
2.4.3 Émergence d'un mouvement paysan transnational : la Via Campesina	60
2.4.4 Convergence nationale des organisations paysannes maliennes : la naissance de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP)	61

2.4.5 Élaboration de la Loi d'orientation agricole : espace de médiation entre l'État et le monde paysan malien	62
2.4.6 Émergence d'un réseau régional de plaidoyer politique : la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN)	63
2.4.7 Forum Nyéléni : Reconnaissance du mouvement malien	64
Commentaires de synthèse	66
CHAPITRE III	68
POUR UN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE BASÉ SUR L'AGRICULTURE FAMILIALE	68
3.1 Pour la reconnaissance, le soutien et le renforcement de l'agriculture familiale	69
3.1.1 Libéralisation des politiques agricoles, appauvrissement des populations paysannes et marginalisation économique	69
3.1.2 Promotion de la multifonctionnalité et de la modernité de l'agriculture familiale	76
3.1.3 Stratégies et expériences d'appui et de consolidation à l'agriculture familiale	79
3.2 Politiques publiques de développement agricole et alimentaire	82
3.2.1 Pour la protection des agricultures et la régulation des échanges	83
3.2.2 Bien commun et accès équitable aux moyens de production	86
3.2.2.1 Luites aux accaparements de terres	87
3.3.2.2 Résistances à la diffusion des OGM et à la privatisation des semences	95
Commentaires de synthèse	99
CHAPITRE IV	103
AUTODÉTERMINATION, DÉMOCRATISATION ET HORIZONTALITÉS DES SAVOIRS	103
4.1 Pour le retour à un État souverain et indépendant	103
4.2 Démocratisation des prises de décisions collectives et de l'espace public	111
4.3 Pour une repolitisation des enjeux de faim et de pauvreté	117

4.4 Horizontalités des savoirs : valorisation des savoirs locaux et plaidoyer pour une recherche indépendante	119
Commentaires de synthèse	127
synthèse et CONCLUSION	130
Dynamiques du pouvoir d'agir du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali	132
Stratégies d'action, autonomie et retombées du mouvement	138
ANNEXE 1	142
Guide d'entretien	142
ANNEXE 2	143
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	143
BIBLIOGRAPHIE	145

## LISTE DES TABLEAUX ET ENCADRÉS

Tableau 2.1 Comparaison entre exploitations familiales et agriculture commerciale .....	40
Encadré 2.1 Les trois mondes ruraux.....	41
Encadré 2.2 Types d'agricultures en Afrique de l'Ouest.....	41



## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AFDI	Agriculteurs français et développement international
AGRA	Alliance pour une révolution verte en Afrique
AOPP	Association des organisations professionnelles paysannes
APCAM	Assemblée permanente des chambres d'agriculture
BM	Banque mondiale
CAD	Coalition des alternatives africaines dette et développement
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNOP	Coordination nationale des organisations paysannes
COFERSA	Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire
COPAGEN	Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté au Mali
ECOWAP	Politique régionale agricole de la CEDEAO
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENAFER	Fédération nationale des associations des femmes rurales
FMI	Fonds monétaire international
GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i>
GOANA	Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance
IAD	Institut africain pour l'alimentation et le développement durable
IRPAD	Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement
LOA	Loi d'orientation agricole
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OGM	Organisme génétiquement modifié
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OP	Organisations paysannes
PAS	Programmes d'ajustement structurel

PASA	Programmes d'ajustement structurel au secteur agricole
PIB	Produit intérieur brut
REDECOMA	Regroupement pour la défense des consommateurs du Mali
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SDDR	Schéma directeur du secteur du développement rural
SEXAGON	Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMOA	Union monétaire ouest-africaine

## RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur le répertoire d'actions collectives de militants mobilisés en faveur de la souveraineté alimentaire au Mali qui ont été rencontrés lors d'une étude terrain menée en 2011. L'objectif de cette recherche est de mettre en lumière les dynamiques du pouvoir d'agir de ce mouvement dans un contexte marqué par l'institutionnalisation et l'instrumentalisation de la société civile malienne. En effet, la mise en lumière de la trajectoire de l'État postcolonial et de la société civile au Mali permet d'identifier que malgré la prolifération d'organisations de la société civile, la démocratie peine toujours à s'installer comme mode de régulation du pouvoir. En retenant ce constat, nous suggérons que le pouvoir d'agir des acteurs sociaux n'est jamais complètement libre, ou à l'opposé totalement déterminé, mais nécessairement influencé par le monde social dans lequel il évolue. Dans ce contexte, nous proposons d'étudier le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali de l'intérieur afin d'identifier comment les militants problématisent les rapports de pouvoir dans lesquels ils sont impliqués et de quelle manière ils cherchent à s'en affranchir.

La notion d'*empowerment* a été retenue pour analyser la dynamique du pouvoir d'agir du mouvement parce qu'elle offre la possibilité de mettre en valeur la parole des militants et donc de comprendre comment ces derniers vivent, s'expliquent et se mobilisent face à des problèmes structurels tels que la faim, la pauvreté et l'injustice alimentaire. Cette posture permet à la fois d'ancrer la compréhension de la notion de souveraineté dans une réalité géographiquement circonscrite, dimension peu présente dans la littérature, en plus de faire ressortir les enjeux qui se dessinent pour le mouvement malien. La mise en lumière du développement et des modalités de ce processus d'*empowerment* ouvre également la porte à une réflexion, sur les effets directs et indirects du mouvement social qui nous occupe. En plus de présenter les modalités d'émergence de ce mouvement, nous mettons de l'avant la manière selon laquelle les militants cherchent à redéfinir les modalités d'accès et de contrôle des ressources économiques et à transformer les institutions et structures qui renforcent et maintiennent les rapports de pouvoir existants.

C'est en nous appuyant sur les revendications des militants en faveur d'un projet de société basé sur l'agriculture familiale et l'autodétermination des peuples que nous arrivons à la conclusion que ce mouvement témoigne de la possibilité de lentes, mais profondes transformations politiques et sociales par des acteurs qui, paradoxalement en dépit de leur marginalisation et domination, deviennent une importante force sociale pour l'émergence du projet collectif radical et alternatif

Mots clés : souveraineté alimentaire, Mali, *empowerment*, société civile, néolibéralisme, action collective, mouvements sociaux, mouvements paysans, démocratie, modernité.

## INTRODUCTION

La crise alimentaire mondiale de 2007-2008 aura contribué à la mise en lumière des dimensions politiques et sociales de l'insécurité alimentaire (Bouission, 2011). Alors qu'il a été démontré que les ressources actuelles permettraient de nourrir 12 milliards d'individus (De Schutter, 2008), 1,02 des sept milliards d'humains souffrent actuellement de la faim (FAO, 2009). De plus, bien que présentée généralement comme une crise mondiale, la crise alimentaire est géographiquement circonscrite : sur les 37 pays affectés en date de décembre 2007, 20 provenaient du continent africain, neuf de l'Asie, six de l'Amérique latine et des Caraïbes et deux de l'Europe (AQOCI, 2008, p. 17). Plus qu'une question de disponibilité, l'insécurité alimentaire et la faim dans le monde soulèvent des enjeux politiques et sociologiques.

Au Mali, un mouvement citoyen proposant une lecture sociopolitique de la question alimentaire s'est manifesté dans les dernières années. Ce projet de recherche travaille à la mise en lumière du répertoire d'action collective des militants mobilisés en faveur du concept de souveraineté alimentaire au Mali en interrogeant le processus d'*empowerment* que sous-tend ce mouvement. En analysant le processus de remise en question et de redéfinition du modèle agroalimentaire dominant, nous tentons d'identifier les dynamiques du pouvoir d'agir dans le discours et les pratiques des militants.

Dans cette introduction, nous présentons d'abord le contexte dans lequel le mouvement pour la souveraineté alimentaire s'est développé mondialement, nous précisons ensuite l'orientation et l'objet de recherche du mémoire et exposons finalement le plan de l'étude.

### 0.1 Mise en contexte : Construction d'un mouvement social autour du concept de souveraineté alimentaire

Un mouvement paysan transnational est engagé, depuis une vingtaine d'années déjà, dans ce processus de relecture de la question alimentaire. Définie comme « le droit des

populations, des communautés et des pays à définir leurs propres politiques agricoles et alimentaires sans dumping vis-à-vis les pays tiers » (Via Campesina, 2004, p. 1), la notion de souveraineté alimentaire a été proposée en 1996 par un certain nombre d'organisations de la société civile, sous l'égide de l'organisation paysanne mondiale la Via Campesina (qui signifie en portugais, la voie paysanne) (Laroche Dupraz et Postolle, 2010). Émergeant dans un contexte de remise en question du consensus de Washington et de ses politiques néolibérales (Hrabanski, 2011, p. 152), cette notion se veut alternative à celle de sécurité alimentaire, concept qui structure la gouvernance alimentaire au niveau mondial depuis les quarante dernières années (Ba, 2009).

Atteinte « lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment et en tous lieux, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive pour mener une vie saine et active » (FAO, 2006, p. 1), la sécurité alimentaire se définit principalement autour de considérations quantitatives de l'enjeu alimentaire ce qui contribuerait, selon Via Campesina, à la dépolitisation des questions de faim et de pauvreté, et au développement d'un modèle agroalimentaire globalisé, productiviste et corporatif (Hrabanski, 2011; Via Campesina, 2004). Ainsi, si la question de la faim se pose en termes de disponibilité et d'accessibilité à l'alimentation, l'atteinte d'une production spécialisée à très grande échelle, afin de provoquer une diminution du prix à la consommation, augmenterait l'accessibilité alimentaire. Suivant cette logique, l'insécurité alimentaire et la pauvreté vécue principalement dans les pays du sud s'expliqueraient par la persistance dans ces régions de l'agriculture paysanne, modèle à faible rendement et efficacité économique. Cette analyse du problème de la faim mènera donc à l'idée dominante que seule l'agriculture « moderne », portée par de grandes exploitations capitalistes et tournées vers l'exportation, est susceptible de pouvoir nourrir le monde et d'engendrer un développement économique. Ce sera donc au nom du progrès, du développement et du droit à l'alimentation que la modernisation et la mondialisation des systèmes alimentaires se poseront comme solutions (Ba, 2009).

Une analyse tout autre de ces phénomènes de pauvreté et d'insécurité alimentaire est toutefois mise de l'avant par la Via Campesina, un mouvement international regroupant

environ 200 millions de paysans dans 73 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques (Via Campesina, s.d.). Selon ces derniers, en privilégiant les échanges, la disponibilité sur le marché et l'achat pour combattre la faim, la sécurité alimentaire participerait à entretenir et accentuer la précarité des agriculteurs des pays plus faiblement dotés en facteurs de production menant ainsi à une paupérisation des communautés rurales vivant de l'agriculture paysanne et donc à une augmentation du phénomène de la faim chez ces populations. Ce n'est donc pas l'agriculture paysanne qui cause pauvreté et famine, mais plutôt sa déstructuration. En effet, la libéralisation des politiques agricoles, mise en œuvre dans les pays dits en développement à travers notamment la mise en œuvre des Programmes d'ajustement structurel (PAS), aura été marquée par le désengagement de l'État, par la privatisation de la mise en valeur des ressources naturelles, par l'accélération de l'ouverture des frontières économiques ce qui mènera à un appauvrissement de la paysannerie en plus de contribuer à la dégradation des économies locales et donc, à l'augmentation du phénomène de dépendance des pays du sud vis-à-vis des échanges extérieurs.

La dynamisation de groupes se mobilisant contre la libéralisation du secteur agroalimentaire et pour l'émergence d'un modèle alternatif à celui-ci s'appuie donc sur ce phénomène de précarisation des agricultures paysannes (Fairbairn, 2009). La défense des intérêts partagés des paysans du sud global dans un contexte économique mondialisé favorisera l'émergence de mobilisations paysannes transnationales (Hrabanski, 2011). La référence au droit à l'alimentation et à la valeur de justice alimentaire permettra également aux groupes militants en faveur de la souveraineté alimentaire de recevoir l'appui de regroupements non agricoles et urbains de la société civile (Laroche Dupraz et Postolle, 2010). Certaines auteures affirment d'ailleurs que

(...) le principal atout [de la souveraineté alimentaire] est d'opérer une synthèse apparente entre les intérêts sectoriels des paysans marginalisés, l'enjeu sociétal global de la sécurisation alimentaire et une vision alternative de la mondialisation économique et culturelle (*Ibid*, p. 117).

S'imposant dans les dernières années de manière plus marquée sur la scène internationale, le concept de souveraineté alimentaire bénéficiera de la naissance « d'interlocuteurs stables et responsables » rendue possible grâce à la consolidation du rôle politique

d'organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (Hrabanski, 2011). En plus de mener un travail de plaidoyer auprès de ces instances, différents mouvements et groupes œuvrant aux échelons local, national et sous-régional, parfois soutenus par de grandes ONG internationales (OXFAM par exemple), obtiendront aussi des gains en matière d'appropriation, voire d'institutionnalisation du concept, par des entités politiques. En Afrique de l'Ouest par exemple, des mobilisations collectives sur le thème de la souveraineté alimentaire ont eu lieu depuis les quinze dernières années (Appel de Dakar, Appel de Niamey, Forums sociaux africains et ouest-africains) et en 2005, des organisations paysannes ont réussi à persuader les représentants d'États de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) d'inscrire leurs politiques agricoles communes dans une perspective de souveraineté alimentaire (Laroche Dupraz et Postolle, 2010). Le Mali et le Sénégal manifesteront également un intérêt allant dans ce sens en se dotant, dans le premier cas, d'une Loi d'orientation agricole basée sur le concept de souveraineté alimentaire et dans le deuxième, en lançant une « grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (GOANA) visant à mettre fin à la dépendance et à assurer l'autosuffisance alimentaire durable du pays » (*Ibid*, p. 114).

## 0.2 Objet concret de recherche - Souveraineté alimentaire au Mali : pratiques et discours

Depuis quelques années, on assiste au développement d'une multitude d'initiatives citoyennes concrètes s'inscrivant dans la logique des revendications de souveraineté alimentaire et visant son opérationnalisation sur le terrain (Caouette, 2010). La mise en lumière d'un certain nombre de ces initiatives, mais également les discours leur étant associés constitue l'objet concret de ce projet de recherche. En effet, il semble qu'un travail reste encore à faire au niveau de l'exploration des différents sens que peut engager le concept de souveraineté alimentaire en fonction des contextes spécifiques dans lequel il émerge (Martin, 2010, p. 6). Mentionnons en effet que telle que définie par la Via Campesina,

(...) [l]a souveraineté alimentaire est un cadre politique qui permet une grande diversité de propositions concrètes, adaptées aux particularités locales et nationales, aux différences culturelles et permet de répondre aux multiples objectifs et besoins des acteurs concernés (Nyéléni, 2007 a, p. 1).

De plus, une importante part des recherches menées sur ce thème se penchent davantage sur les impacts de la structure de gouvernance agroalimentaire actuelle, peu d'entre elles s'intéressant aux mouvements cherchant à proposer des alternatives au niveau local (Massicote, 2009, p. 7). « Afin d'étayer la thèse de l'ancrage local de la souveraineté alimentaire » (Hrabanski, 2011, p. 153), les enquêtes empiriques menées au Mali en 2011 examinent alors ce concept à partir d'une étude de cas portant sur des logiques et pratiques sociales menées en son nom<sup>1</sup>.

Le mémoire comprend ainsi en premier lieu une dimension descriptive, peu présente dans la littérature, concernant les discours et pratiques que les acteurs de la société civile malienne associent à la notion de souveraineté alimentaire. Ce terrain de recherche nous semble tout indiqué puisque d'importantes mobilisations citoyennes ont contribué à l'engagement récent du gouvernement malien dans un processus visant l'introduction du concept de souveraineté alimentaire dans une Loi d'orientation agricole (LOA) (Nyéléni, 2007 a). La Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) a été nommée responsable de l'élaboration de cette loi et, dans une volonté de reprise d'un contrôle démocratique et participatif sur ce domaine d'activité, a mené un vaste processus de concertation auprès des paysans, et de la population plus généralement dans tout le pays. Un important effort de réflexion autour de ce concept a donc eu lieu au Mali au cours des dernières années. Ajoutons que la question du développement rural est également investie d'un caractère fondamental pour les populations vivant dans cette région du monde, 69,5% de la population malienne étant rurale (FAO, s.d.).

En plus de chercher à saisir les déclinaisons locales maliennes du mouvement pour la souveraineté alimentaire, nous souhaitons mettre au cœur de notre analyse le processus d'*empowerment* de ce mouvement. La notion d'*empowerment* est comprise ici comme une

---

<sup>1</sup> L'enquête empirique a été menée avant la crise de 2012 qui a secoué le Mali et qui a eu un impact certain sur l'État et la société civile.



forme d'action collective permettant à des acteurs sociaux d'agir sur les conditions sociales, politiques, économiques et écologiques qu'ils subissent. C'est donc le pouvoir d'agir des militants du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali, c'est-à-dire la manière dont ces derniers cherchent à questionner, déplacer ou redéfinir les relations de pouvoir dans lesquelles ils sont impliqués, qui nous intéresse ici. Cette réflexion est à propos dans un contexte comme le Mali où les contraintes externes sont importantes et réduisent les marges de manœuvre des acteurs nationaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales (Ribier, 2007).

La pertinence du recours au concept d'*empowerment* réside dans la possibilité que cette notion offre de repérer certaines dynamiques de relations de pouvoir dans lesquelles des acteurs se situent, en plus de permettre d'identifier des stratégies de changement social « par le bas et de l'intérieur ». Cette perspective implique alors d'être attentif à l'espace occupé par les paysans et autres citoyens maliens dans ces relations de pouvoir et la nature des transformations visées par ces derniers. L'originalité même de ce projet de recherche se situe donc du fait que nous partons du point de vue de militants engagés dans le mouvement et de leur interprétation du concept de souveraineté alimentaire. La mise en valeur de la parole de ces militants permettra d'ancrer dans des réalités locales la compréhension de la notion de souveraineté alimentaire en plus de faire ressortir les enjeux collectifs qu'impliquent des problèmes structurels comme la faim, la pauvreté, la justice alimentaire et écologique. La mise en lumière du développement et des modalités de ce processus d'*empowerment* ouvre également la porte à une réflexion sur les effets directs et indirects du mouvement social qui nous occupe.

### 0.3 Plan du mémoire

Notre mémoire se divise en quatre chapitres. Le premier a pour objectif de problématiser notre objet de recherche, d'exposer nos questions de recherche et de présenter les outils conceptuels qui nous permettront de l'analyser. Nous nous appliquons donc d'abord à situer la notion de souveraineté alimentaire dans la littérature pour ensuite mener une réflexion sur le rôle politique de la société civile en Afrique de l'Ouest et plus

particulièrement au Mali. Nous poursuivons ensuite avec une discussion sur le concept d'*empowerment* qui sera au cœur de notre analyse des dynamiques du pouvoir d'agir du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali. Ce chapitre se termine par la présentation de la méthodologie qui consiste essentiellement à exposer et justifier notre approche méthodologique, notre méthode de cueillette et d'analyse des données, et les possibilités de généralisation des résultats.

Le deuxième chapitre s'applique à mettre en lumière les conditions d'émergence du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali. En effet, appuyé sur la théorie des régimes alimentaires qui permet de mettre en lumière les relations de pouvoir qui structurent nos systèmes alimentaires, nous proposons d'abord une discussion sur le contexte historique, social, politique et économique qui mène à la formation du régime alimentaire mondial actuel. Dans l'objectif d'ancrer cette analyse historique dans le cas malien, nous poursuivons avec l'exposition de l'évolution des politiques agricoles au Mali depuis l'époque coloniale. Finalement, nous présenterons les moments marquants qui ont mené à l'émergence et à la consolidation du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali.

Les deux chapitres suivants sont consacrés à la présentation et l'analyse des données empiriques. Nous abordons d'abord au troisième chapitre la vision du développement telle que mise de l'avant par les promoteurs de la souveraineté alimentaire. Reposant sur l'agriculture familiale, ce modèle de développement, qui se veut durable, endogène et autocentré, est protégé et appuyé par la mise en œuvre de politiques publiques fondées sur la notion du bien commun. Le chapitre suivant s'intéresse aux positions d'autodétermination des peuples qu'implique le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali. Nous y présentons d'abord les revendications pour la reconnaissance de la souveraineté de l'État malien, pour ensuite aborder les démarches visant la démocratisation des arènes politiques et de l'espace public. Nous concluons ce chapitre en nous intéressant à la volonté du mouvement de contribuer à l'indépendance de la recherche agronome et à la valorisation des savoirs paysans. Ces deux chapitres sont

construits de manière à mettre en tension les analyses critiques, les propositions alternatives et la mise en actions des militants.

C'est en conclusion que nous reviendrons aux objectifs de ce mémoire qui est de comprendre les dynamiques du pouvoir d'agir du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali en nous intéressant au processus de redéfinition du modèle agroalimentaire et aux effets directs et indirects des actions du mouvement.

## CHAPITRE I

### REVUE DE LITTÉRATURE, PROBLÉMATIQUE, CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE

L'objectif de ce premier chapitre est de présenter les outils d'analyse qui permettront d'étudier les dynamiques du pouvoir d'agir du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali. Nous commençons d'abord par situer la notion de souveraineté alimentaire dans la littérature pour ensuite exposer la problématique de recherche qui repose sur le rôle politique de la société civile en Afrique subsaharienne. Nous présenterons ensuite le concept d'*empowerment* qui est au cœur de notre analyse et terminerons par l'explication de notre méthodologie de recherche.

#### 1.1 La souveraineté alimentaire dans la littérature

La souveraineté alimentaire comme objet de recherche semble créer un engouement nouveau au sein des chercheurs en sciences sociales<sup>2</sup> (Martin, 2010). Analysé à partir de l'articulation faim-politique, ce concept soulève la question de la mise en valeur des ressources naturelles, mais également des enjeux de pouvoir entourant l'accès et la répartition de celles-ci (Janin, 2010). De cette perspective émergent plusieurs écrits concernant notamment la globalisation de l'économie et des systèmes alimentaires (Mc Michael, 2006; Friedmann, 1995), de l'étude des crises alimentaires (Farouk, 2010; Janin, 2008; Olivier de Sardan, 2008), du phénomène de la faim (Brunel, 2002), des processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques agricoles (Ribier, 2006; Fouilleux, 2009), de la précarisation de l'agriculture paysanne, voire de la dépossession de la paysannerie et de son impact sur la paupérisation des communautés rurales (Mazoyer, 2001; Bosc et Losch, 2002). Issu de l'économie politique, un pan de cette littérature

---

<sup>2</sup> Une recherche dans *Google Scholar* des termes « souveraineté alimentaire » limitée aux articles en sciences sociales montre une nette augmentation d'articles sur le thème : en 2001 – 15 articles, en 2009, 205 articles (Martin, 2010, p. 4).

contribue à la mise en lumière des relations de pouvoir existant au niveau de la production, la distribution et la consommation des produits alimentaires. Cette perspective permet d'appréhender par exemple le processus de concentration des pouvoirs économicopolitiques au profit de l'industrie agroalimentaire. En s'intéressant aux structures économiques et politiques sous-tendues par le régime alimentaire actuel, des auteurs tels que Fairbairn (2009) appréhendent la souveraineté alimentaire comme un cadre alternatif, voire un contre-discours (« *counter-frame* »), au discours dominant qui s'articule autour de la notion de sécurité alimentaire.

En privilégiant une analyse de l'échelle globale, les lectures proposées par le champ de l'économie politique contribueront selon d'autres auteurs à rendre invisibles les initiatives qui sont menées aux échelons local et national ce qui contribuerait à miner les efforts de certains acteurs sociaux (Massicote, 2009 ; Mc Michael, 2008). C'est ainsi qu'un autre pan de la littérature cherche à se détacher de ces analyses qui, en se centrant trop sur les déterminismes structurants, théorisent certains phénomènes comme profondément déterminés, voire totalement aliénants (Massicote, 2009). On se concentre alors sur les groupes de promotion de la souveraineté alimentaire, sur la construction de ce mouvement social et de son potentiel transformateur (Massicote, 2009 ; Desmarais, 2007 ; Mésini, 2004).

Mentionnons que l'étude du concept de souveraineté alimentaire est également traversée par des débats qui ont actuellement cours dans le champ de l'action collective et de l'étude des mouvements sociaux. En effet, pour certains auteurs, la transnationalisation des luttes paysannes à travers la Via Campesina témoigne de l'émergence et la consolidation d'une société civile de plus en plus organisée au niveau mondial (Desmarais, 2003 ; Thivet, 2012) alors que pour d'autres « l'émergence de la notion de souveraineté alimentaire va faire naître des coalitions inattendues au profit d'intérêts localisés » (Hrabanski, 2011, p. 153). Toutefois, bien que l'on dispose de travaux décrivant les formes et les revendications du mouvement transnational militant en faveur de la souveraineté alimentaire, il semblerait que les déclinaisons locales de ce

mouvement et ses effets directs et indirects dans les sociétés dans lesquelles il se déploie sont encore mal connus.

De ces lectures de la souveraineté alimentaire se dégagent également plusieurs écrits insistant sur le caractère transformateur, voire émancipateur de la notion et des mouvements qui en font la promotion : pour certains, la souveraineté alimentaire serait un principe dont la rationalité contribuerait à la décolonisation et au décentrement de la logique capitaliste (Rojas, 2007), alors que d'autres conçoivent la notion comme une forme de gouvernance alternative contribuant à la démocratisation des relations socio-économiques (Massicote, 2009). La souveraineté alimentaire représenterait même une culture alternative à la modernité occidentalo-centrée (Mc Michael, 2008). En contre poids à cette perspective, des auteurs (Laroche Postolle et Dupraz, 2010) ont cherché à relativiser le caractère subversif du concept de souveraineté alimentaire. Un examen « des interactions entre le concept de souveraineté alimentaire et les dispositions des projets d'accord à l'OMC » mènera ces deux chercheuses à remettre en question « l'hypothèse d'un antagonisme conceptuel entre une vision néolibérale de la mondialisation, portée par le système GATT [*General Agreement on Tariffs and Trade*]/OMC, et une alternative altermondialiste prônant la souveraineté alimentaire » (Laroche Postolle et Dupraz, 2010, p. 126). Bien qu'appréhendé comme un raffinement du concept néolibéral de sécurité alimentaire, ces auteures admettent tout de même que la notion de souveraineté alimentaire aura contribué au renouvellement des approches en lien avec les politiques agroalimentaire en revalorisant l'action régulatrice de l'État.

En résumé, alors que la souveraineté alimentaire est appréhendée par certains comme concept politique au potentiel émancipateur fort, d'autres auteurs travaillent à la relativisation d'une perspective radicale de la notion. Ainsi, à la lumière de ces différents écrits, il apparaît évident que la réalité entourant la souveraineté alimentaire et la façon d'appréhender et de conceptualiser une telle notion est plutôt complexe : employé par une diversité d'acteurs (mouvements sociaux de la base, ONG internationales, États, organisations internationales) qui véhiculent des conceptions divergentes du changement social et du développement, ce concept serait mobilisé à la fois en rupture et en continuité

avec le modèle agricole et alimentaire dominant basé sur la notion de sécurité alimentaire et porté par les agrobusiness.

Mais qu'en est-il réellement sur le terrain? Quels sont les imaginaires politiques qui sont mobilisés et les actions qui sont menées au nom de la souveraineté alimentaire par les militants qui en font la promotion? Comment opérationnalise-t-on ce concept aux échelons local, national, voire sous-régional, et dans quelle mesure réussit-il à remettre en question le modèle agroalimentaire actuel?

Ces questionnements qui émergent de la revue de littérature sur la souveraineté alimentaire ont permis de préciser les objectifs et le positionnement adopté pour ce projet de recherche. À partir d'une étude de cas portant sur les discours et les pratiques des militants pour la souveraineté alimentaire au Mali, nous cherchons à démontrer comment la notion est opérationnalisée dans un contexte bien précis en plus de nous intéresser, à partir d'une perspective d'*empowerment*, à l'impact d'un tel mouvement. Pour le dire en d'autres termes, nous prenons comme point de départ la perspective des acteurs sociaux afin de tenter de repérer par le bas, les stratégies et les influences de leur action collective.

Ces questionnements sur le potentiel transformateur des mouvements militants en faveur de la souveraineté alimentaire supposent d'abord une réflexion sur le rôle politique de la société civile, et dans le cas qui nous intéresse, de la société civile malienne.

## 1.2 Problématique - Société civile en Afrique subsaharienne : entre instrumentalisation et contre-pouvoir

Alors que certains auteurs (Desmarais, 2007; Favreau et Sallam Fall, 2007) voient en la société civile une « figure vertueuse de l'opposition à la mondialisation libérale », pour d'autres, elle représente la consécration de la logique néolibérale et de sa critique de l'État (Otayek, 2002; Roy, 2010; Polet, 2010). Au-delà de ce débat, il est à noter que la majorité des pays africains ont connu au cours des vingt dernières années un

accroissement important, mais également une institutionnalisation et professionnalisation de leur secteur associatif, processus qui sera qualifié par certains d'« ONGisation de l'Afrique » (Polet, 2010; Bayart, 2004; Dozon, 2008). Cette tendance, analysée d'un point de vue positif, met de l'avant que l'institutionnalisation des mouvements sociaux permettrait une meilleure réception et intégration d'un certain nombre de leurs revendications par les États et institutions internationales. Vu sous un autre angle, ce phénomène est perçu comme une neutralisation et une dépolitisation des mouvements sociaux « aspirés par des logiques d'institutionnalisation et de légitimation largement par le système onusien : ces mouvements sont non seulement neutralisés, mais amenés à contribuer à la mise en place d'un nouvel ordre mondial totalement opposé aux intérêts des populations initialement mobilisées » (Falquet, 2003, p. 180).

L'explication de ce phénomène de prolifération et d'ONGisation des acteurs non étatiques et la discussion autour de leurs rôles politiques nécessite d'abord une mise en perspective historique de la trajectoire de l'État postcolonial africain dans un contexte où « les processus de formation étatique en Afrique ne [peuvent] être séparés, ni de l'établissement de l'État colonial ni d'avec l'accession à l'indépendance de ces États » (Bierschenk *et al.*, 2000, p. 3). En effet, bien que le concept de société civile soit polysémique et souvent considéré comme occidento-centré, il est convenu que l'existence d'une telle société suppose

(...) un secteur associatif autonome par rapport à l'État; un accès à l'État des différents secteurs de la société et l'acceptation de ses règles; la multiplicité d'arènes publiques autonomes au sein desquelles les associations régulent les activités de leurs membres (Quantin, 2008, p. 30).

Or, il convient de rappeler que la formation de l'État en Afrique est plutôt tardive, dans certains cas, inachevé et plus récemment, fragilisé par un contexte institutionnel et international particulier.

### 1.2.1 Trajectoire de l'État postcolonial et de la société civile africaine



La décolonisation juridico-politique des pays africains a été marquée par le passage des politiques coloniales de « mise en valeur » des colonies aux politiques de développement économique et social des nouveaux États (Bierschenk *et al.*, 2000). Au lendemain des indépendances, la priorité sera effectivement accordée à ce grand projet que l'on nomme « développement » et ce sera à l'État d'en assurer sa concrétisation. Le développement est alors pensé comme résultante d'une croissance économique qui est issue de l'industrialisation des économies et sous-tend alors « un transfert des technologies [et] une planification *top down* où le flux d'information et les décisions suivent un mouvement du haut vers le bas » (Calvès, 2009, p. 737). L'État centralisé et unipartiste est à cette époque la norme en Afrique subsaharienne en raison notamment de cette volonté de construction d'un État fort et de la mise en place d'une planification économique nationale (Quantin, 2008). Le rejet du multipartisme sera d'ailleurs initié par les premiers dirigeants nationalistes et ne sera donc pas qu'une conséquence des coups d'État militaires que connaîtront plusieurs pays africains à partir du milieu des années 1960 (Quantin, 2009). Il faut d'ailleurs à ce titre rappeler que cet État, issu de la colonisation et réapproprié par une élite locale plutôt restreinte, a « délibérément été construit contre la société civile, souvent sur un mode mimétique, plutôt qu'il ne s'est formé au gré d'échanges conflictuels et progressifs avec celle-ci » (Bayart, 1983, p. 101 *cité dans* Quantin, 2008, p. 32).

L'incapacité de ces nouveaux États à susciter le développement économique attendu, à générer une redistribution des richesses et à assurer l'adhésion des populations mènera à un essoufflement, voire à une crise, du modèle « développementaliste » de l'État. Selon certains auteurs, ce changement de conjoncture suscitera un double mouvement de libéralisation économique et politique qui favorisera l'émergence ou la réémergence de la société civile dans l'espace public africain (Polet, 2010, p. 1). La crise de la dette connue à partir des années 1980 par ces pays engendrera la mise en œuvre des Programmes d'ajustement structurel (PAS) comme conditionnalité à l'attribution de nouveaux prêts ou au rééchelonnement de ceux déjà contractés. Les politiques d'austérité, la privatisation des entreprises d'État et l'orientation de la production vers l'exportation engendreront l'augmentation du chômage, de la pauvreté et l'explosion du secteur informel.

L'affaiblissement de la souveraineté nationale des États africains sur la mise en valeur des ressources naturelles, sur la mise en œuvre de politiques économiques et sociales et l'accroissement de la dépendance à l'aide publique internationale contribueront également à l'importante perte de légitimité de ces États (Bayart, 1989). Ce sera donc sur ces bases que se déploiera l'idée de la société civile comme agente de démocratisation, voire de développement économique des pays africains que l'on affranchit d'un État autoritaire, irresponsable et corrompu (Quantin, 2008; Otayek, 2002).

Ce discours sur le retour de la société civile est également porté par des intellectuels et des mouvements civiques antiautoritaires qui entament une remise en question des modes de régulations politiques basés exclusivement sur l'État (Otayek, 2002, p. 195). La proposition d'alternatives au modèle de développement centré sur l'État, le « développement endogène » et « autocentré » par exemple, émerge également à cette époque.

Encouragées entre autres par la communauté internationale,

(...) ces sociétés civiles naissantes ont donc joué un rôle politique spontané durant les conjonctures critiques dans le sens où elles ont en partie échappé aux appareils étatiques autoritaires contestés et ne sont pas le produit de stratégies des acteurs extranationaux. Elles ont imposé temporairement la politique « par le bas » (Quantin, 2008, p. 33).

Les transitions démocratiques qu'ont connues une majorité de pays de la région à partir de la fin des années 1980 sont donc issues de deux phénomènes coexistants qui s'alimentent de manière variée d'un pays à l'autre : la croissance des mobilisations de nature démocratique et l'augmentation des injonctions pour la libéralisation politique par les bailleurs de fonds (Polet, 2010).

Plus d'une vingtaine d'années après ces transitions dites démocratiques, il apparaît toutefois que la démocratie en Afrique peine à s'imposer comme seule mode de régulation du pouvoir, certains auteurs parlant même d'un « désenchantement démocratique » (Polet, 2010, p. 2). On remarque en effet dans une majorité de pays, l'omniprésence de la corruption et du clientélisme, la faiblesse des systèmes judiciaires et

dans certains cas, le recours à la violence et à la répression, la mobilisation du registre de l'ethnicité et le refus du principe d'acceptation de l'alternance (*Op. cit.*).

Selon Roy, l'instrumentalisation des acteurs de la société civile au profit du pouvoir en place et des bailleurs de fonds expliquerait cette situation. Mentionnons d'abord que l'éclatement syndical, associatif et partisan s'est généralement produit dans un contexte de rivalité pour le contrôle de ces organisations. Ainsi, en raison du rôle croissant qu'accordent les bailleurs de fonds à la société civile, « la compétition entre la classe politique et une partie de la société civile a souvent été neutralisée par les cooptations et le cumul des positions entre ces deux sphères » (Roy, 2010, p. 114).

Inspirés de l'idéologie néolibérale, et parallèlement à la montée du discours sur la « bonne gouvernance », les bailleurs de fonds semblent voir dans la démocratisation de la société civile, une opportunité pour la dépolitisation de l'arène politique. Suivant la vision du « consensus de Washington » et dans une logique de privatisation des services publics, la société civile, à travers des ONG locales, nationales et internationales, se voit être l'acteur idéal pour assurer la suppléance sociale des gouvernements défaillants. « La revitalisation de la société civile est conçue comme le versant politique d'un projet qui rendrait l'État obsolète de même que le marché mondial se substitue à ce dernier » (Evans, 1997 *cité dans* Quantin, 2008, p. 34). En effet,

(...) la société civile doit être, aux yeux du FMI et de la Banque mondiale qui influent sur la politique du pays à travers des « plans d'ajustements structurels », le pilier qui fournira une assise à la démocratie. Dès lors, ces organismes aspirent à une libéralisation du pays qui passe par un retrait de l'État et par la privatisation des services publics et des entreprises d'État. Ils estiment que de telles mesures permettront l'essor d'un secteur privé industriel et marchand qui, à son tour, favorisera l'individualisation de la société en séparant l'économie de l'État. Cette individualisation de la société (opposée au communautarisme auquel on attribue tous les maux) serait l'essence d'une démocratie accomplie, où toute personne équivaldrait à une voix, à l'opposé des contraintes qui seraient liées aux appartenances ethniques ou communautaires. Devrait alors voir le jour une société civile exerçant une sorte de contre-pouvoir qui inciterait l'État à une « bonne gouvernance » en luttant contre le patrimonialisme et le clientélisme généralisé (Roy, 2005, p. 3).

L'imposition d'« agenda » par le biais de la coopération internationale fragiliserait toutefois les mouvements sociaux en détournant leurs actions collectives d'objectifs politiques et donc en dépolitisant les débats et les acteurs issus de la société civile

(Lacombe, 2011). En guise d'illustration, dans le contexte de l'Amérique latine, des militantes féministes uruguayennes dénoncent ce phénomène d'ONGisation en soulignant « le déplacement d'un langage des droits vers celui d'une rhétorique gestionnaire : l'ère des manifestes politiques aurait cédé la place à celle des plans de développement stratégiques » (Lacombe, 2011, p. 27).

### 1.2.2 Le cas du Mali

Le Mali est l'un des pays d'Afrique qui a entamé une transition démocratique à la suite d'une forte pression de la société civile (étudiants, chômeurs, intellectuels, syndicalistes et journalistes) sur les pouvoirs alors en place. Le régime de Moussa Traoré, au pouvoir depuis 1968, chutera en 1991, et la constitution sera modifiée de manière à instaurer au pays le multipartisme ainsi que la liberté de presse et d'association. Plus de vingt ans après cette transition, le pays compte plus d'une centaine de partis politiques et quelques milliers d'organisations non gouvernementales œuvrant sur son territoire (Roy, 2010). Se réunit également chaque année dans différentes régions du Mali depuis 2002, le Forum des peuples et le pays a accueilli en 2006, le Forum social mondial (*Op. cit.*). Jusqu'à tout récemment, le Mali a d'ailleurs été envisagé par plusieurs observateurs comme un exemple de stabilité démocratique.

Malgré une apparente vitalité du secteur associatif dans les dernières années, la démocratie malienne demeurerait visiblement toujours fragile. Le coup d'État militaire qui a renversé le président Amadou Toumani Touré (ATT) en mars 2012 et l'implantation de groupes armés au nord du pays témoignent en effet du faible enracinement de la démocratie au pays, mais également de la faiblesse de l'État malien (Roy, 2013). La persistance de la corruption et l'adaptation du clientélisme au régime démocratique continuent également de réguler le quotidien (Roy, 2010, p. 111). Comme il l'a été mentionnée précédemment, les phénomènes d'appropriation libérale du concept de société civile par les bailleurs de fonds et son instrumentalisation par les pouvoirs publics seraient à l'origine de cette situation (Roy, 2010; 2005; Quantin, 2008; Otayek, 2002).

À titre d'illustration, dans cette logique de « bonne gouvernance » et de libéralisation de l'espace politique, un effort de renforcement des associations et une décentralisation des pouvoirs publics ont lieu. À ce titre, le Mali a initié en 1993 une politique de décentralisation qualifiée par certains d'« audacieuse » : en effet, ont été créés simultanément « 683 nouvelles communes (en plus des 19 déjà existantes), 52 cercles, huit régions et le district de Bamako » (Coulibaly, 2010, p. 1). Le Mali a bénéficié d'un important soutien financier des bailleurs de fonds pour la mise en œuvre de cette politique; le respect du principe participatif cher à la décentralisation devenant même une conditionnalité de l'aide (Cissoko et Touré, 2005). Le renforcement du secteur associatif aura été également largement financé par l'aide internationale à travers des « politiques d'appui et de renforcement des capacités de la société civile », garantie des bailleurs de fonds, de la « prise en compte de la 'voix des pauvres' » dans l'élaboration de politiques publiques (*Ibid*, p. 146). Toutefois, suite à l'analyse de la « participation des acteurs sociaux au Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté au Mali (CSLP) », des auteurs ont démontré que « la société civile a été peu consultée sur les questions de fond et les politiques relatives aux réformes macro-économiques » (*Op. cit.*). Cissoko et Touré rapportent même que « pour certains acteurs, la participation de la société civile a servi à valider et crédibiliser un processus déjà ficelé par les institutions de Bretton Woods » (Cissoko et Touré, 2005, p. 147). Ils soulèvent également la marginalisation des syndicats, des organisations paysannes, du secteur privé et de la majorité des élus dans l'élaboration de ces politiques de lutte à la pauvreté. Est avancée également cette idée que les bailleurs de fonds choisissent leurs interlocuteurs et qu'il y a un processus de modélisation de la société civile en fonction des intérêts des bailleurs de fonds et donc d'instrumentalisation de celle-ci (Roy, 2010).

En raison du rôle croissant de la société civile au Mali, on observe également une consolidation des passerelles entre classe politique et société civile (Roy, 2010, p. 115). Un passage dans le secteur associatif ou même la création d'une ONG semble devenir une stratégie de plus en plus populaire chez certaines élites politiques maliennes, cette sphère d'action représentant à la fois un lieu d'affrontement pour l'acquisition de

pouvoir, mais également pour la captation des ressources financières issues de l'aide internationale (Roy, 2005). Comme l'explique Roy,

[l]a création ou l'alliance avec une ONG est ainsi devenue une étape courante dans une carrière politique, et ce qui se faisait autrefois par simple redistribution clientéliste passe désormais souvent par des projets de 'développement' : tels candidat ou élu 'offre', par l'intermédiaire de son association, un bien d'équipement à sa collectivité (Roy, 2010, p. 115).

La prolifération d'organisations politiques et de la société civile ne garantit donc pas nécessairement l'établissement d'un fonctionnement politique plus démocratique et horizontal. Ce survol du phénomène d'instrumentalisation de la société civile par les instances internationales et publiques en Afrique et au Mali témoigne ainsi de la difficulté de son autonomisation et de la mise en place de la démocratie comme mode de gestion du pouvoir (Roy, 2005). Cette intrication qui existe entre société civile, élites politiques et bailleurs de fonds n'empêche toutefois pas l'émergence de certains conflits sociaux, l'existence de contre-pouvoirs aux autorités étant possible. En effet, comme Roy le soutient, « l'instrumentalisation de la société civile a ses limites. [...] Il existe des dynamiques autonomes de l'État ou des bailleurs de fonds, et des combats importants sont menés par certaines organisations et partis politiques » (Roy, 2005, p. 118).

Ainsi, à la lumière de ces observations concernant le rôle politique de la société civile, il apparaît que le pouvoir d'agir des acteurs sociaux n'est jamais complètement libre ou au contraire, totalement déterminé, mais qu'il demeure avant tout associé au fait que ces acteurs « sont constitués par un monde social qu'ils n'ont pas choisi » (Achin et Naudier, 2010, p. 78). Pour certains, le paradoxe de se trouver à la fois constitué, mais dépendants de ce monde social « représente en réalité la condition de possibilité de la puissance d'agir » (Butler, 2006, p. 15 *cité dans* Achin et Naudier, 2010, p. 78).

En retenant ce dernier élément, il apparaît intéressant d'examiner comment les militants pour la souveraineté alimentaire au Mali problématisent les rapports de pouvoir dans lesquels ils sont impliqués et de quelle manière ils cherchent à s'en affranchir. Nous considérons en effet que la remise en question du modèle agroalimentaire dominant et la mise en pratique d'un modèle alternatif s'inscrivent dans un tel processus.

Ainsi, dans quelle mesure les acteurs de la société civile se mobilisant au nom de la souveraineté alimentaire, qui sont impliqués et en partie constitués par les structures de la société, ont-ils pris conscience de leur situation dite « oppressante »? Comment tentent-ils de revendiquer leur pouvoir d'agir? Comment cherchent-ils à conquérir et/ou négocier d'autres places dans les rapports sociaux? (Achin et Naudier, 2010) Finalement, en gardant à l'esprit ce phénomène d'instrumentalisation de la société civile, dans quelle mesure le mouvement pour la souveraineté alimentaire constitue-t-il un contre-pouvoir aux pouvoirs publics et aux bailleurs de fonds ? Voici quelques-unes des questions qui guident cette étude.

Nos questions de recherche sont donc les suivantes :

- Comment les militants pour la souveraineté alimentaire au Mali problématisent-ils, en termes de rapport de pouvoir, le modèle agroalimentaire dominant?
- Quelles alternatives à ce modèle défendent-ils?
- Quelles sont les actions que les militants mettent en œuvre pour défendre et promouvoir ces alternatives?
- Quels sont les effets directs et indirects des actions du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali?

La notion d'*empowerment* nous sera utile pour la mise en lumière des dynamiques de relations de pouvoir et la nature des changements visés par les militants pour la souveraineté alimentaire au Mali. La prochaine section présentera donc en premier lieu l'origine de la notion d'*empowerment* pour ensuite détailler l'opérationnalisation que nous proposons d'en faire dans le cadre de ce mémoire.

### 1.3 Outil conceptuel : L'empowerment comme outil d'analyse d'un mouvement social

Associé souvent aux mouvements féministes et de femmes et plus particulièrement aux féministes issues du sud, le concept d'*empowerment* prend ses origines d'une diversité de mouvements et d'approches philosophiques allant du mouvement des droits civiques aux

États-Unis aux gandhismes indiens (Sardenberg, 2008; Calvès, 2009). Inspiré de l'approche de Paolo Freire de la conscientisation libérée visant une prise de conscience de la réalité sociopolitique de l'individu ou de la collectivité, mais surtout de sa condition de sujet politique et de sa capacité d'action, l'*empowerment* se veut être un processus de prise de conscience critique, mais aussi d'action politique dans un contexte d'oppression (Calvès, 2009). Freire, notamment dans son ouvrage « La pédagogie des opprimés » (1974), s'applique à donner des outils susceptibles d'engendrer des transformations sociales par le bas et de l'intérieur. Ce sera à partir de ces mêmes opprimés, qui personnifient de manière évidente les rapports de pouvoir qui sont à l'œuvre au niveau d'une société donnée, que l'on cherchera l'émancipation et la libération. À travers un processus de problématisation de la réalité, l'opprimé identifie l'idéologie qui légitime les relations de pouvoir dans lesquelles il est impliqué et qui, en étant convaincu de ses droits innés d'égalité, de justice et de dignité, cherche à s'affranchir de la domination. À travers ce rejet du « fatalisme, de l'impuissance et de l'oppression » (Garibay et Séguier, 2009, p. 27), l'on dénaturalise les inégalités et la domination existantes et l'on se pose enfin en sujet politique.

Ancrée dans cette vision philosophique donnant la primauté à la perspective des dominés afin que ces derniers s'affirment, mais surtout acquièrent suffisamment de pouvoir pour surmonter leur domination (Wise, 2003 *cité dans* Calvès, 2009, p. 737), cette notion d'*empowerment* sera réappropriée par les groupes féministes à partir de la moitié des années 1960 pour évoquer les processus d'autonomisation et d'autodétermination des femmes (Sardenberg, 2008). Ce ne sera toutefois qu'à partir des années 1980 que le concept sera mobilisé plus activement par les féministes et que l'on sentira un tournant plus radical au niveau du sens qui lui est conféré (Calvès, 2009, p. 738). La publication, en 1987, du document *Development Crisis, and Alternative Visions* (Sen et Grown, 1987) par le réseau de militantes et chercheuses du sud *Development Alternatives for a New Era* (DAWN) marquera en effet l'émergence d'une approche féministe intersectionnelle, basée sur l'action collective, qui tente de penser la simultanéité des rapports de pouvoir en plus de chercher à avoir un impact sur les « matrices d'oppressions » (Collins, 1990 *cité dans* Corbeil et Marchand, 2007). Pour ces femmes, l'*empowerment* implique une



analyse permettant de penser les impacts combinés de différents systèmes d'oppression, mais également des actions promouvant des transformations structurelles radicales de ces derniers (Corbeil et Marchand, 2007; Sarderberg, 2008). En d'autres termes, l'on cherche à comprendre à la fois l'impact du sexisme, mais aussi celui du racisme, de l'hétéronormativité, de la lutte des classes, et autres, et ce, dans un objectif affirmé de déconstruction de ces systèmes d'oppression (Corbeil et Marchand, 2007). Pour Batliwana, universitaire et militante indienne, ce processus d'*empowerment* se profile à trois différents niveaux :

(...) en remettant en cause l'idéologie qui justifie l'inégalité (comme les rapports sociaux de sexe ou la caste), en changeant les modalités d'accès et de contrôle des ressources économiques, naturelles ou intellectuelles et en transformant les institutions et les structures qui renforcent et maintiennent les rapports de pouvoir existants (telles que la famille, l'État, le marché, l'éducation ou les médias) » (Calvès, 2009, p. 739).

Cette approche de l'*empowerment* questionne la proposition dominante selon laquelle l'exclusion des femmes du sud relève de leur insuffisante intégration aux sphères économiques et propose plutôt une démarche d'autonomisation qui passe par la transformation des structures perpétuant la domination (Sen et Grown, 1987; Moser, 1989 *cité dans* Adjamagbo et Calvès, 2012).

Renvoyant au principe de la capacité des individus et des collectivités à s'auto-organiser pour assurer la couverture de leurs besoins fondamentaux, la notion d'*empowerment* suppose aussi dans une démarche critique du modèle dominant de développement marqué par la prédominance de l'État dans la mise en œuvre des politiques de développement, mais également défini par ses fondements idéologiques utilitaristes réduisant le développement à sa dimension économique (Calvès, 2009; Prévost, 2005). À partir du constat d'échec des programmes de développement des années 1960, qui étaient lourds et technocratiques (Chauveau, 1993), l'on assistera à l'émergence d'un discours proposant une prise en compte des dimensions sociales du développement et d'une plus grande participation des populations trop longtemps court-circuitées dans ce processus. Est alors

dénoncé le principe asymétrique de transfert des technologies, la planification *top-down* où le flux d'information et les décisions suivent un mouvement du haut vers le bas, à laquelle on oppose les initiatives par le bas (approches *bottom up*) où les destinataires des projets d'aide au développement doivent être considérés comme des acteurs plutôt que des récipiendaires passifs (Calvès, 2009, p. 737).

En faisant écho au concept d'ONGisation des mouvements sociaux et au processus d'instrumentalisation d'une franche de la société civile, mentionnons que la notion d'*empowerment* aura été reprise, réappropriée et institutionnalisée par les organisations et les agences de développement (Calvès, 2009, p. 743). Alors que dans sa conception originale, cette notion implique une critique radicale des systèmes et modèles de développement dominants et vise la déconstruction des relations de pouvoir qui sont à l'œuvre, son instrumentalisation de la notion contribuera selon plusieurs à son édulcoration, sa cooptation, voire son instrumentalisation (Calvès, 2009; Sardenberg, 2008; Batliwana, 2007; Gagnon et Paul, 2010). Employé à la fois dans la littérature académique et militante, adopté dans un vaste champ disciplinaire, ne bénéficiant pas d'une définition conceptuelle claire, l'*empowerment* correspondrait maintenant à une notion politiquement correcte et faussement consensuelle (Damant, Paquet et Bélanger, 2001). Ainsi,

en puisant dans la terminologie radicale et en s'appropriant et refaçonnant un concept qui reflète les préoccupations, les espoirs et les valeurs des personnes travaillant sur le terrain, sans pour autant paraître menaçant aux gouvernements en place dans les pays pauvres (Moore, 2001), les institutions internationales créent un concept accrocheur aux contours flous qui devient hégémonique et incontestable (Cornwal et Brock, 2005) (Calvès, 2009).

En revenant à sa signification initiale ou plus radicale, l'*empowerment* correspond alors à un processus politique qui est animé par des valeurs démocratiques basées sur des rapports égalitaires et qui implique un travail d'autoréflexivité, par les sujets vivant une situation de « déficit de pouvoir », dans un objectif affirmé de reprendre possession de sa capacité d'action et de prise en charge. Dans cette perspective, la prise de pouvoir sous-tend la capacité à revendiquer, mais surtout à engendrer une contrainte sur les groupes dominants (Palier et Prévost, 2005, p. 8). Cette théorisation suppose alors une analyse conflictuelle du changement social et vise la transformation des structures occasionnant les inégalités. L'on théorise le pouvoir alors comme un levier potentiel pouvant contribuer à une prise en charge et à une transformation de soi, des autres et du monde (Allen, 1999). À la compréhension du pouvoir comme expression d'une domination, l'on propose une vision créatrice et transformative.

De ces écrits, nous retenons donc l'idée que l'*empowerment* est un processus éminemment politique impliquant de la part des acteurs sociaux « opprimés » une remise en question de l'idéologie légitimant les rapports de pouvoir et un passage à l'action dans l'objectif de transformer à la fois les modalités d'accès et de contrôle des ressources économiques ainsi que les institutions qui renforcent les inégalités.

Comme Jouve l'affirme, chercher à saisir ou comprendre un processus d'*empowerment* implique de

(...) lier dans une même temporalité la constitution progressive d'une identité collective et l'identification des finalités de l'action collective. [...] En ce sens, mener une sociologie de l'*empowerment* revient, en grande partie, à conduire un programme de recherche déclinant les outils et concepts élaborés par l'analyse des mouvements sociaux (Jouve, 2006, p. 9).

Ainsi, en nous questionnant sur les dynamiques du pouvoir d'agir du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali, nous nous appliquerons à mettre en tension la critique du modèle agroalimentaire dominant aux revendications pour un modèle alternatif et aux actions menées par les militants rencontrés. La présentation des données empiriques prend comme point de départ les réflexions soulevées par les militants rencontrés qui seront appuyés par des informations et analyses issues de textes scientifiques. Elle se divise également en deux temps afin de reprendre la typologie de Batliwana qui suggère que les processus d'*empowerment*, en plus d'impliquer une remise en cause des idéologies dominantes, impliquent généralement une volonté de transformer les modalités d'accès et de contrôle des ressources économiques et de changer les institutions et structures qui maintiennent les rapports de pouvoir. Le premier chapitre empirique présente donc la vision du développement revendiqué par le mouvement pour la souveraineté alimentaire qui mise sur la promotion et le soutien d'une agriculture paysanne impliquant la mise en place de politiques publiques, dans une perspective du bien commun. Le deuxième chapitre empirique s'intéresse aux volontés de transformation de l'État, de l'espace public et de la recherche, institutions essentielles pour la mise en œuvre du modèle de développement préalablement présenté. Rappelons que, comme la notion d'*empowerment* implique de partir de la position des opprimés, le point de vue des acteurs sociaux impliqués dans la lutte pour la souveraineté alimentaire au Mali est l'origine de la construction de nos chapitres empiriques.

Il ne s'agira pas d'évaluer normativement les conséquences, c'est-à-dire les réussites et échecs, des actions du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali. En effet, il est important de garder en tête que l'action collective de ce mouvement est faite, comme bien d'autres, « de tentatives ratées et réitérées, de stratégies concertées en liaison avec l'univers des possibles, de rencontres opportunes, d'agencements hasardeux » (Achin et Naudier, 2010, p. 78). Nous nous attardons davantage à mettre en lumière la manière dont les acteurs sociaux, impliqués dans ce mouvement, ont cherché à redéfinir les rapports de pouvoir dans lesquels ils sont impliqués ce qui nous permettra à la fois de présenter les spécificités du mouvement malien en plus d'identifier certains effets directs et indirects de celui-ci. Notons que cette réflexion sur le pouvoir d'agir du mouvement permet une distanciation par rapport à la polarisation que peut susciter les façons d'envisager le changement social comme profondément déterminé, ou à l'opposé totalement libre.

## 1.4 Méthodologie

### 1.4.1 Univers d'analyse et choix méthodologiques

En voulant mettre l'accent sur le mouvement militant en faveur de la souveraineté alimentaire au Mali, nous cherchons à la fois à dépasser les limites des approches des études du développement et celles de l'économie politique, tout en nous efforçant d'aller au-delà des impasses de l'application des théories de la société civile à l'Afrique. En effet, en nous intéressant spécifiquement aux stratégies et rationalités d'acteurs sociaux, nous nous intéressons au pouvoir d'agir des acteurs sociaux en abordant le changement social « par le bas et de l'intérieur » et ce, en écho à certaines approches développementalistes n'arrivant pas à dépasser la logique de la gouvernementalité<sup>3</sup>, et autres analyses trop structurante théorisant certains phénomènes comme profondément déterminés (Massicotte, 2009). Issue de l'anthropologie sociale, cette posture

---

<sup>3</sup> Nous faisons référence ici au concept développé par Michel Foucault qui désigne « l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, les analyses et les réflexions, les calculs et les tactiques qui permet d'exercer un pouvoir ayant pour cible principale la population » (Foucault, 1975).

méthodologique, qui est centrée sur l'acteur social, s'intéresse « aux marges de manœuvre pour des acteurs sociaux "capables" et "compétents" (*capable, knowledgeable*) » (Giddens, 1981 *cité dans* Bako-Arifari et Le Meur, 2001, p. 4). Toutefois, cette approche ne signifie pas une minimisation des contraintes structurelles auxquelles les acteurs sont confrontés. Il s'agit au contraire de mettre en lumière les interactions (conflits, négociations, alliances, compromis, etc.) qui peuvent exister entre ces pressions externes et les capacités d'action internes. Concernant les débats sur les théories de la société civile en Afrique, en axant l'étude sur des mobilisations collectives, « y compris, celles qui seraient selon les standards libéraux, considérés inciviles [...] [nous évitons] d'étudier des organisations qu'on aura d'abord jugé faire effectivement partie de la société civile dans sa conceptualisation occidental-centrée » (McSween, 2010, p. 11).

En centrant ainsi notre analyse sur l'acteur social, la matière première de cette recherche est composée de discours, d'actions et de représentations. Afin de documenter au mieux les logiques et pratiques sociales mobilisées, nous avons principalement eu recours au contenu discursif de onze entretiens semi-dirigés menés auprès de représentants des organisations rencontrées. Le recours à la littérature grise de ces organisations a servi de complément aux entretiens. Les données textuelles recueillies sont qualifiées de matériau vivant puisqu'elles ont été produites ou recueillies dans le cadre de l'activité de recherche.

De type qualitatif, ce projet de recherche s'appuie sur un univers d'analyse basé sur des individus et plus particulièrement de leurs représentations. En effet, nous travaillerons à la compréhension de la signification de sens donnés par les acteurs sociaux rencontrés.

Tel qu'explicité par Mukamurera *et al.*,

(...) la visée de l'analyse qualitative est de donner sens, de comprendre des phénomènes sociaux et humains complexes. Par conséquent, les enjeux de l'analyse qualitative sont ceux d'une démarche discursive et signifiante de reformulation, d'explicitation ou de théorisation de témoignages, d'expériences ou de pratiques (Muchielli, 1996 ; Paillé, 1996 *cité dans* Mukamurera *et al.*, 2006, p. 111).

Ajoutons que notre recherche en est une de type exploratoire qui s'inscrit davantage dans une posture inductive que déductive. « L'induction est définie comme un type de raisonnement qui consiste à passer du spécifique vers le général; cela signifie qu'à partir

de faits rapportés ou observés le chercheur aboutit à une idée par généralisation et non par vérification à partir d'un cadre théorique préétabli » (Blais et Martineau, 2006, p. 4-5). L'objet de recherche : le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali a donc été en construction tout au long de la recherche et a nécessité des allers-retours entre empirie et théorie.

Les contours de la population étudiée n'ayant pas été initialement clairement définis, nous avons eu recours à une méthode d'échantillonnage non aléatoire par choix raisonné, c'est-à-dire sélectionné de manière délibérée en fonction de notre objet de recherche. La sélection des acteurs rencontrés était réalisée sur la base de leur implication dans une organisation menant des actions concrètes en faveur de la souveraineté alimentaire. Ne connaissant que trois organisations travaillant à la promotion de la souveraineté alimentaire à notre arrivée au Mali, des militants nous ont informés sur place des autres acteurs qu'il était pertinent de rencontrer. Notre échantillonnage s'est donc également constitué de façon boule de neige.

De cette manière, entre les mois de janvier à avril 2011, nous avons rencontré dans différentes régions du Mali des représentants, activistes ou employés, de :

- deux organisations paysannes : l'Association des organisations professionnelles paysannes et la Coordination nationale des organisations paysannes;
- une association paysanne féminine : la Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire;
- un organisme de la société civile non partisan : CAD-Mali;
- une ONG de coopération internationale : USC Canada;
- deux instituts de recherche : l'Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement et l'Institut africain pour l'alimentation et le développement durable;
- une association de consommateurs : le Regroupement pour la défense des consommateurs du Mali;
- un syndicat : Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger.

Un professeur à l'Université de Bamako et ancien ministre suivant de près le mouvement paysan malien a également été interviewé.

Des entrevues semi-dirigées d'une durée d'environ une heure ont été réalisées avec des représentants de ces organisations et la majorité d'entre eux nous ont fourni des documents de littératures grises (pamphlets, articles, actes de colloque, etc.). L'entretien semi-directif permet de restituer le sens que les acteurs donnent à leur pratique et à donc rendre compte des valeurs et repères normatifs de ces derniers (Lefèvre, s.d. p. 1). Ces entretiens portaient sur trois grandes thématiques : 1- des questions d'ordre général sur l'organisation qu'ils représentent : la mission de l'organisation, son statut organisationnel, ses objectifs, la nature des activités, les publics cibles ; 2- des questions sur leur analyse et compréhension de la souveraineté alimentaire et de ces implications au Mali : définition de la souveraineté alimentaire, enjeux de la souveraineté alimentaire au Mali, actions mises de l'avant face à ces enjeux, acquis du mouvement ; 3: des questions sur les trajectoires militantes et l'historique du mouvement pour la souveraineté au Mali. Ces entrevues se sont déroulées entre les mois de février et d'avril 2011 dans la région de Bamako à l'exception de celle avec les représentants de la COFERSA qui s'est tenue dans la ville de Sikasso.

Au niveau de la généralisation des données, l'analyse de celles recueillies sur le terrain nous permettra de proposer des hypothèses interprétatives de la capacité d'action, d'innovation et d'organisation d'acteurs sociaux, et sur leur habilité à transformer des structures oppressives. Cette étude de cas nous permettra également de réfléchir sur le rôle politique de la société civile dans un contexte de fragilité économique, politique et sociale.

Nous présenterons rapidement dans les prochains paragraphes quelques éléments qui permettront de mieux situer ces organisations. Nous mettrons entre parenthèses les acronymes à l'aide desquels nous référerons à ces entretiens dans les prochains chapitres.

#### 1.4.2 Présentation des organisations répondantes

L'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP) (entretien, AOPP) est née le 15 octobre 1995 dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des producteurs et l'autosuffisance alimentaire dans le cadre d'une agriculture paysanne, familiale et multifonctionnelle. Elle compte aujourd'hui plus de 210 organisations paysannes membres dans les huit régions du pays. Résultat de deux années de réflexion d'un groupe d'organisations paysannes qui souhaitait créer un espace de concertation au niveau national, l'AOPP a été fondée suite à l'appui financier et organisationnel de l'association de solidarité internationale Agriculteurs français et développement international (AFDI). L'association compte actuellement parmi ses partenaires financiers des ONG internationales telles qu'OXFAM Grande-Bretagne et Sos-Faim Belgique ainsi que des agences de coopération internationale, la Coopération suisse ou celle de l'Union européenne AGRICORD par exemple. Les actions de l'AOPP se situent à trois niveaux : 1- travailler à la mise en place d'un espace de concertation nationale entre les organisations paysannes de manière à positionner le mouvement paysan en interlocuteur légitime et représentatif de l'État et des partenaires de développement; 2- consolider l'AOPP comme espace de débats, de réflexions et d'actions collectives; 3- renforcer les capacités techniques, économiques, d'analyse et de négociation des producteurs et la dynamique organisationnelle des OP membres (AOPP, s.d.).

Créé par les fédérations des organisations paysannes maliennes suite à la naissance du Réseau des Organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) en juillet 2000 à Cotonou, la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) (entretien, CNOP a; entretien, CNOP b) a été officiellement reconnue par les autorités publiques le 26 novembre 2004. La CNOP se présente comme un cadre de convergence des préoccupations, actions et stratégies des fédérations d'organisations paysannes maliennes dans le but d'aboutir à un espace commun de représentativité réelle, de formulation de stratégies communes et de renforcement des effets de leurs actions de lobbying et de plaidoyer. La CNOP, qui a comme principale fonction la représentation politique et la défense des intérêts des producteurs agricoles, est soutenue financièrement par la coopération suisse, l'organisation néerlandaise de Développement (SNV Mali), Oxfam-Solidarité Belgique, SOS-Faim, l'ONG italienne Terra Nuova et AFDI.



La Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire (COFERSA) (entretien, COFERSA) est une union de femmes rurales productrices, transformatrices et commerçantes des produits locaux qui a été créée en juin 2009. Regroupée à l'échelle nationale sous forme de coopérative, la COFERSA est le fruit du Programme leadership pour le changement initié par la SNV en 2005. Ayant contribué à la formation en leadership paysan de celle qui allait devenir la présidente de la Convergence, SNV a accepté d'appuyer financièrement une vingtaine de membres d'organisation féminines de l'AOPP ralliées autour de l'idée de mettre sur pied un système de commercialisation de produits alimentaires transformés. Elle est aujourd'hui soutenue financièrement pour des projets précis par la Fondation New Field et l'association de solidarité française BEDE (Biodiversité : Échange et Diffusion d'Expériences).

La Coalition des alternatives africaines dette et développement (CAD-Mali) (entretien, CAD-Mali) est issue du mouvement de coalition international Jubilee 2000, elle-même issue de l'investissement au Mali de l'organisation chrétienne *Christian Aid*, dont l'objectif était l'annulation inconditionnelle de la dette des pays du Tiers-Monde (Siméant, 2014). Née en 2001, cette coalition, qui regroupe 66 organisations membres, se définit comme « un mouvement social populaire de droit qui a pour but de lutter pour le changement des mécanismes de blocages du développement en vue de la satisfaction des besoins fondamentaux de l'être humain au Mali et en Afrique » (CAD-Mali, s.d.). Appuyée financièrement entre autres par OXFAM Novib, OXFAM Belgique et DIAKONIA, une organisation humanitaire suédoise, CAD Mali a pour objectif de rétablir la justice sociale et l'équité pour les « différentes couches populaires qui sont exclues, victimes des politiques néo-libérales en application dans les pays africains en général et au Mali en particulier » (CAD-Mali, s.d.). Elle mène des actions d'information et de conscientisation de l'impact de ces politiques en plus « lutter pour une participation active et efficace des mouvements sociaux dans le processus de la planification, de l'utilisation, du suivi et de l'évaluation des fonds publics » (CAD-Mali, s.d.).

USC-Canada (entretien USC-Canada), l'une des plus anciennes organisations de coopération internationale canadiennes, a été créé en 1945 dans l'objectif de venir en aide aux populations défavorisées. Au cours des décennies, le secteur d'intervention de l'organisation s'est précisé et se concentre maintenant autour d'activités contribuant à la promotion de fermes familiales dynamiques, de communautés rurales fortes et d'écosystèmes sains partout dans le monde » (USC-Canada, s.d.). Le renforcement de la « biodiversité, la souveraineté alimentaire et les droits de ceux et celles qui sont au cœur des systèmes alimentaires résilients » est la mission que poursuit l'organisation (USC-Canada, s.d.). Présent au Mali depuis 1987, USC-Canada travaille principalement, par différentes activités, à la réhabilitation des semences autochtones. L'ONG, qui compte entre autres parmi ces partenaires financiers le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du gouvernement du Canada ainsi que plusieurs fondations privées, est active dans 31 communautés de la région de Mopti. Mentionnons que le directeur de programme d'USC-Canada Mali est malien.

Fondé au Mali en 2004, l'Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement (IRPAD) (entretien, IRPAD) est une ONG autofinancée à caractère scientifique et académique où des travaux de recherches en lien avec l'agriculture, l'économie et le développement de la vie sociale au Mali sont menés. L'Institut mène des recherches tant avec des organisations internationales telles que les Nations Unies qu'avec des organisations paysannes et autres groupes de la société civile, la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN) notamment. Travaillant à partir des principes de la recherche-action qui vise la création de savoirs pour la dynamisation du changement social, cette structure se veut un espace de réflexion et de promotion de solutions alternatives au modèle dominant de développement.

Créée par l'une des fondatrices de l'IRPAD, l'Institut Africain pour l'alimentation et le développement durable (IAD) (entretien, IAD), qui a vu le jour en 2009, à pour objectif de développer une communication scientifique sur les enjeux liés à l'alimentation et à l'environnement en langues locales maliennes. En s'appuyant également sur les principes de la recherche-action, cet Institut vise à renforcer la compréhension et le partage des

connaissances entre les différentes personnes travaillant dans un domaine donné tel l'agriculture (entretien, IAD). L'idée de susciter « une convergence et synergie entre les savoirs paysans et les savoirs institutionnels issus de la recherche agronomique ou universitaire » dans une perspective de développement durable est la mission poursuivie par l'organisation (entretien, IAD). L'apprentissage par le service communautaire, c'est-à-dire l'intégration des savoirs institutionnels et des savoirs communs par un travail dans une communauté, est l'approche pédagogique privilégiée par l'IAD. Des activités de sensibilisation à différents enjeux sociopolitiques en lien avec les questions de développement agricole sont également menées par l'institution.

Fondé en 1992, le Regroupement pour la défense des consommateurs du Mali (REDECOMA) (entretien REDECOMA), qui est composé d'organisations membres, à comme objectif d'informer et d'éduquer les consommateurs et de défendre leurs droits, de sensibiliser les producteurs et distributeurs à leurs préoccupations, de sensibiliser les autorités publiques à l'accessibilité des usagers aux services publics et de défendre le droit des consommateurs (entretien, REDECOMA). Le REDECOMA est une organisation affiliée à la fédération mondiale *Consumer international* et participe donc aux différentes campagnes mondiales de cette fédération notamment à l'occasion de la Journée mondiale du consommateur en plus de siéger. Le Regroupement siège également sur différents cadres de concertation en sécurité alimentaire du pays et est membre de plusieurs coalitions, la COPAGEN notamment.

Le Syndicat des exploitants de l'Office du Niger (SEXAGON) (entretien, SEXAGON) a été créé par des paysans en 1997 suite à la dissolution du Syndicat des Colons et Agriculteurs de l'Office du Niger. Ayant pour objectif l'amélioration des conditions de vie des producteurs et la représentation et défense d'intérêts de ses membres, le SEXAGON est confronté à des accaparements de terres massifs et à une insécurité foncière permanente des paysans. Ses revendications sont principalement liées à la sécurisation foncière des producteurs, à leurs conditions de travail et leur appauvrissement et à l'organisation de la vie dans les villages (Jacovetti, 2010). Regroupant 70 coopératives villageoises et représentant plus de 12 500 membres, le SEXAGON est la troisième plus

grande organisation paysanne malienne. Il bénéficie de l'appui financier d'organisations internationales tel OXFAM-Solidarité et SOS-faim.

À l'image de la société civile malienne, les organisations rencontrées ne se présentent pas comme un acteur social homogène. Certaines organisations, notamment les organisations paysannes et syndicales (AOPP, CNOP, SEXAGON) sont issues d'une société civile que l'on pourrait qualifier d'autochtone (Roy, 2005), c'est-à-dire issues et menées par des personnes originaires du Mali, alors que d'autres émergent davantage de mouvements et organisations internationales (CAD-Mali, REDECOMA, USC-Canada). Précisons que toutes les organisations rencontrées sont associées, à des degrés divers, à la communauté mondiale, qu'elles doivent leur existence à des initiatives internationales ou à la participation des bailleurs de fonds au financement de leur mission. Ce constat témoigne de l'omniprésence des forces extérieures dans la réalité sociopolitique du pays et « nous ramène aux débats sur les facteurs endogènes et exogènes de la politique en Afrique » (Roy, 2005, p. 4). La nature des organisations rencontrées diffère également de par les stratégies et interactions politiques qu'elles privilégient. Alors que certaines favorisent la mise sur pied de projets concrets visant l'amélioration des conditions des communautés, d'autres se définissent davantage par des répertoires d'action concevant le changement en termes de conflit social.

#### 1.4.3 Analyse des données

L'analyse des données s'est effectuée également selon une approche inductive. Les quatre étapes du processus inductif de codification menant à la conceptualisation des données par Blais et Martineau (2006) présentent bien la démarche qui a été mise en œuvre. En premier lieu, les données brutes, ici le contenu discursif des entretiens, ont été préparées, c'est-à-dire retranscrites littéralement dans un format uniforme. Une première lecture attentive nous a ensuite permis de nous familiariser avec le contenu de notre matériau de recherche en identifiant les grands sujets abordés par les acteurs rencontrés. Ont suivi ensuite l'identification et la description des premières catégories discernées à partir des segments de texte du corpus. Finalement, l'inclusion de précisions et de citations a permis

d'affiner et d'illustrer l'essence des catégories. Les catégories identifiées et analysées ont émergé des enjeux qui ont été abordés par les militants et correspondent aux revendications et implications de la souveraineté alimentaire.

Les thèmes retenus en raison de leur rôle pivot et de leur récurrence dans les discours des représentants des associations rencontrées sont les suivants : pour la reconnaissance, le soutien et le renforcement de l'agriculture familiale; politiques publiques de développement agricole et alimentaire; pour le retour à un État souverain et indépendant; démocratisation des prises de décisions collectives et de l'espace public; vers une repolitisation des enjeux de faim et de pauvreté; horizontalités des savoirs : valorisation des savoirs locaux et plaidoyer pour une recherche indépendante.

Rappelons que ces thématiques ont été identifiées à partir des niveaux d'*empowerment* identifiés plus haut, c'est-à-dire les propositions de transformation d'accès et de contrôle des ressources et celles concernant la transformation des institutions. Mentionnons aussi que dans l'objectif d'éclairer la relation qui existe entre contraintes et marges de manœuvre, à partir du discours des militants pour la souveraineté alimentaire au Mali toujours, nous nous affairerons, dans les chapitres empiriques, à mettre en tension la critique du modèle agroalimentaire actuelle, les revendications portées ainsi que les actions menées par les acteurs des associations rencontrées.

#### 1.4.4 Considérations éthiques

La participation à ce projet de recherche a été réalisée sur une base volontaire et les individus sollicités avaient la liberté d'y prendre part ou non. Les participants avaient également la possibilité de se retirer du projet à tout moment, et ce, sans fournir de justification. La possibilité d'assurer l'anonymat de personnes interrogées a également été proposée à toutes les personnes rencontrées, mais aucune demande en sens n'a été formulée. Un formulaire de consentement a été signé par la majorité des individus interviewés. Dans une minorité de cas, nous n'avons pu recueillir que le consentement oral de répondants. Les participants ont également été assurés qu'aucune information qui

pourrait porter atteinte à leur sécurité ou liberté ne serait divulguée. Finalement, la chercheure s'est engagée à transmettre, si possible, les résultats de la recherche aux participants via courrier électronique au moment de sa publication.

## CHAPITRE II

### CONDITIONS D'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU MALI

Présentée comme alternative à la libéralisation des systèmes alimentaires, la notion de souveraineté alimentaire s'inscrit dans une réflexion sur l'émergence et la consolidation du régime alimentaire mondial actuel. En effet, et c'est ce que nous tenterons d'exposer dans ce chapitre, le mouvement pour la souveraineté alimentaire adresse certaines problématiques émanant d'un système alimentaire qui se veut modernisé, mondialisé et libéralisé. Nous entreprenons ici une discussion autour du contexte historique, social, politique et économique qui mène à la formation de ce système et par ricochet du mouvement et des discours sur la souveraineté alimentaire. L'explication du contexte qui a vu naître la notion de souveraineté alimentaire, en plus de mettre les bases pour l'historicisation du mouvement au Mali, nous permettra de mettre en lumière un certain nombre de mécanismes qui sont adressés par les militants.

Ainsi, dans cet objectif d'historicisation des phénomènes de modernisation et mondialisation des systèmes alimentaires, nous reprenons ici certains éléments de la théorie des régimes alimentaires qui permettent de mettre en lumière les relations de pouvoir qui structurent les systèmes alimentaires. Dans le même esprit, mais en cherchant à ancrer cette analyse dans le cas malien, nous exposerons ensuite l'évolution des politiques agricoles au Mali depuis la colonisation en mettant de l'avant l'impact de ces différentes politiques sur l'agriculture familiale. Nous complétons ce chapitre en présentant quelques moments significatifs dans l'émergence et l'évolution du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali. Mais d'abord, en cherchant à définir et caractériser l'agriculture familiale, nous présentons les enjeux agricoles et alimentaires auxquels font face les pays africains et plus particulièrement le Mali.

## 2.1 Agricultures familiales et paysannes : Importance, enjeux et définitions

### 2.1.1 Enjeux agricoles et alimentaires en contexte africain et malien

La question du développement rural et plus spécifiquement celle de l'agriculture sont investies, en Afrique de l'Ouest, d'un rôle déterminant pour les populations vivant dans cette région du monde. Importante pourvoyeuse d'emploi, elle occupe plus de 60% de la population active de la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), 79% dans le cas de la population active malienne en 2005 (FAO, 2005). En plus d'assurer une fonction d'intégration économique et sociale, le secteur agricole, intrinsèquement en lien avec la question de l'alimentation, joue également un rôle déterminant dans la lutte à l'insécurité alimentaire des populations ouest-africaines. En effet, malgré l'augmentation des importations de denrées et donc du risque de dépendance alimentaire, en 2008 « 80% des besoins alimentaires des populations de la région [étaient] satisfaits par les productions régionales » (CEDEAO, 2008, p. 3). L'agriculture ouest-africaine se voit aussi être une stratégie efficace d'occupation du territoire, de mise en valeur des ressources naturelles et de développement des marchés (Losch *et al.*, 2003). Au niveau sous-régional, elle représente 35% du produit intérieur brut et occupe une place de choix au niveau de l'exportation des produits et services issus de la sous-région. Elle « représente [en effet] environ six milliards de dollars, soit 16,3% de l'ensemble des exportations » de la région (CEDEAO, 2008, p. 3). En plus de participer à l'intégration de ces pays dans le système économique mondial, l'exportation de denrées agricoles rapporte aux pays des ressources en devises étrangères. Parce qu'étroitement liée à l'exploitation des ressources naturelles (sols, eau, biodiversité, etc.), l'agriculture peut également avoir un impact important sur la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources.

Au Mali, la population rurale est de 69,5%, mais près de 80% de la population malienne travaillent dans le secteur de l'agriculture ou de la pêche (Samaké *et al.*, 2007, p. v.). La part de l'agriculture dans le produit intérieur brut du pays est de 45% et l'activité industrielle est principalement axée autour de ces activités agricoles, le coton et le bétail



étant les premières sources d'exportation du pays tout de suite derrière l'or (*Op. cit.*). Le secteur agricole malien reste toutefois principalement orienté vers le marché intérieur, « la production agricole [étant] largement dominée par les céréales (mils, maïs, sorgho et riz), qui constituent l'essentiel de la base alimentaire des populations » (CAADP, s.d., p. 1). Ainsi, du fait de sa portée dans l'organisation sociale et économique du Mali et plus généralement des pays de l'Afrique de l'Ouest, l'agriculture se voit être un domaine stratégique pour le développement de ces territoires et sociétés.

Les agricultures ouest-africaines doivent toutefois, depuis le dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle, faire face à une forte augmentation de la demande en raison de l'importante croissance démographique enregistrée au niveau de la sous-région. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Afrique a enregistré des taux de croissance d'environ 3% chaque année, cette croissance soutenue entraînant le quasi-dédoubllement de la population totale tous les 25 à 30 ans (Igué, 2006). « La population de la région – 290 millions de personnes [en 2008] – comptera en effet plus de 400 millions de personnes en 2020 et plus de 500 millions en 2030 » (CEDEAO *et al.*, 2008, p. 3). Comme les autres pays de la sous-région, le Mali expérimente également depuis plus d'une cinquantaine d'années un important phénomène d'urbanisation de sa population ce qui entraîne une « diminution du ratio producteurs/consommateurs de denrées alimentaires » (Gboko, 2012, p. 3). De plus, et ce malgré l'importance économique de l'agriculture en Afrique de l'Ouest, le secteur agricole, majoritairement composé de petits agriculteurs familiaux, y est marqué par une productivité qualifiée de plutôt modeste, « les rendements à l'hectare y étant parmi les plus faibles au monde » (CEDEAO *et al.*, 2008, p. 3). À titre d'illustration, « environ 85% des agriculteurs [maliens] travaillent sur des exploitations de moins de dix hectares peu équipées et ont un accès insuffisant au crédit pour réaliser les investissements nécessaires à la modernisation de leurs exploitations » (IFAD, 2012, p. 2). Plus précisément, la taille moyenne des exploitations agricoles maliennes est de 4,7 hectares pour un ménage de neuf à dix personnes (N'Diaye, 2008, p. 9).

La libéralisation des politiques agricoles dans le cadre de la mise en œuvre des Programmes d'ajustement structurel (PAS) aura en effet contribué au désinvestissement

de l'État du secteur agricole et donc, au niveau de sa contribution à la croissance économique, a sa stagnation (Durand, 2011, p. 4). « Le niveau de pauvreté en milieu rural [au Mali] reste [alors] très élevé et la situation alimentaire précaire» (*Op. cit.*). Bien que

(...) la production nationale permet globalement de faire face aux besoins céréaliers du pays, la forte sensibilité de l'agriculture aux variations des précipitations rend le recours à l'aide alimentaire d'urgence indispensable certaines années. Les disponibilités énergétiques alimentaires couvrent les besoins de la population. La sous-alimentation touche environ 10% de la population, proportion en légère baisse sur la dernière décennie. Bien que la sécurité alimentaire s'améliore, les ménages restent cependant très vulnérables et l'insécurité alimentaire chronique persiste (FAO, 2010, p. 3).

En 2008, il était estimé que l'agriculture malienne reposait sur 695 000 exploitations agricoles dont la grande majorité était des exploitations dites familiales et paysannes (N'Diaye, 2008, p. 9). Voyons d'ailleurs comment définir ces notions.

### 2.1.2 Agricultures familiales et paysannes : typologies et définitions

Les notions d'agriculture familiale et paysanne sont fréquemment définies en opposition aux agricultures de type commerciales. Mendras (1976) par exemple, aura cherché à faire la distinction entre ces deux formes de production en comparant deux idéaux types représentés dans la figure du paysan et de l'agriculteur :

(...) l'autonomie relative des collectivités paysannes par rapport à la société englobante qui les domine; l'importance de l'autosubsistance chez les paysans, alors qu'elle tend à disparaître chez les agriculteurs; une prégnance du groupe domestique dans l'organisation du travail avec une faible spécialisation des tâches chez les uns et une tendance à la spécialisation des tâches chez les autres, renforcée par l'influence prépondérante des techniques et du marché (Bélières *et al.*, 2002, p. 2).

Toulmin et Guèye (2003) proposent également, dans une revue de littérature sur la question, une typologie en deux temps opposant exploitations familiales et agriculture commerciale pour caractériser l'agriculture ouest-africaine (Tableau 2.1). Notons ici que l'agriculture paysanne en Afrique de l'Ouest correspond principalement à une agriculture basée sur des exploitations de types familiales et que ces deux notions, agricultures paysanne et familiale, seront employées dans cette recherche pour désigner la même réalité.

Tableau 2.1 Comparaison entre exploitations familiales et agriculture commerciale

<b>Caractéristiques</b>	<b>Exploitations familiales</b>	<b>Agriculture commerciale</b>
Rôle de la main-d'œuvre du ménage	Important	Faible ou nul
Liens communautaires	Forts : fondés sur la solidarité et l'entraide entre ménage et groupe plus large	Faible : souvent aucune connexion sociale entre entrepreneur et communauté locale
Objectifs prioritaires	Consommer Stocker Vendre	Vendre Acheter Consommer
Diversification	Forte : pour réduire l'exposition au risque	Faible : spécialisation dans cultures et activités très limitées
Flexibilité	Forte	Faible
Taille de l'exploitation	Réduite : 5 à 10 ha en moyenne	Grande : peut excéder 100 ha
Liens avec le marché	Faibles : mais grandissants	Forts
Accès aux terres	Par héritage et arrangements sociaux	Assez souvent par achat

Source : Toulmin et Guèye, 2003 *cité dans* Guèye, 2003, p. 2.

Toutefois, selon Bélières *et al.* (2002), la majorité des agricultures ouest-africaines se positionneraient entre les deux catégories présentées par Mendras et il est soutenu par ces auteurs que les agricultures familiales sont en fait très diversifiées, tant au niveau de leur taille que de leur structure. Souvent associée à une culture traditionnelle, figée dans le temps et insensible à toute modernité, il apparaît que l'agriculture familiale est dynamique et tend à se différencier de ce modèle dualiste caractérisé par de fortes solidarités familiales et lignagères et une importante autonomie face aux marchés extérieurs. En effet, les unités de production africaine sont de plus en plus liées aux mécanismes d'échange de l'économie marchande dans un contexte de croissance de la monétarisation de l'économie et les processus d'individualisation au niveau de la sphère familiale semblent modifier progressivement à la fois les modèles familiaux, mais également les liens communautaires et domestiques. Dans l'objectif d'éviter de présenter une vision statique des agricultures familiales en Afrique de l'Ouest, voici donc ce que nous entendrons, à l'instar de Bosc et Losch, par cette notion :

L'agriculture familiale peut être définie comme une forme de production caractérisée par le lien structurel particulier existant entre les activités économiques et la structure familiale. Cette relation influe sur le processus de décision, notamment sur le choix des activités,

l'organisation du travail familial, la gestion des facteurs de production et la transmission du patrimoine (Bosc et Losch, 2002, p. 405).

Vorley (2002), en tentant de saisir ce processus de différenciation au sein de la population rurale mondiale, proposera quant à lui une classification des modèles de production en trois catégories (Encadré 2.1). En fonction de cette classification, il apparaît que les agricultures familiales ouest-africaines sont largement représentées dans la deuxième et troisième catégorie.

#### Encadré 2.1 Les trois mondes ruraux

**Monde rural 1** : globalement compétitif, fortement lié à l'agro-industrie, aux producteurs et aux transformateurs de produits de base ; avec de solides connexions politiques ; orienté vers l'exportation ; adepte de la Révolution verte et des technologies transgéniques.

**Monde rural 2** : orienté vers le marché local, avec accès aux terres et contrôle foncier, entreprises multiples et diverses, sous-capitalisées, conditions commerciales s'aggravant et sérieux risque d'appauvrissement futur.

**Monde rural 3** : moyens d'existence fragiles, accès limité aux ressources productives, migrants à activités multiples à cheval sur le milieu rural et urbain, sans qualification et sans éducation, dépendant de la main-d'œuvre bon marché, mise en marge des systèmes mondialisés de production alimentaire.

Source : Vorley, 2002, p. 9, citée dans Guèye, 2003, p. 3.

À partir de cette catégorisation, Toulmin et Gueye (2003), dans un souci de rendre compte du dynamisme et de la diversité des formes d'agricultures en Afrique de l'Ouest propose à leur tour, une triple classification (Encadré 2.2). Encore une fois, ce sont les deux dernières catégories qui qualifient les agricultures familiales maliennes.

#### Encadré 2.2 Types d'agricultures en Afrique de l'Ouest

*Type 1: farmers oriented towards the market, organised around one of the major cash crops, such as cotton, cocoa, coffee, fruit and vegetables. Often highly specialised, they are exposed to significant risks from fluctuations on global market prices. Within this group can also be found farms in the urban and peri-urban zone, specialised in producing for the market.*

*Type 2: farms in which cereal production and cash crop activity are more or less balanced in terms of their relative importance. Such farm households often pursue considerable diversification, as a means to protect themselves from climatic and market*

*risks, the level of diversification depending on local conditions, access to land and the size of household.*

*Type 3: farms oriented towards grain production for subsistence needs, some part of the harvest being sold to raise cash. They constitute the poorer households with limited access to inputs and markets, with little equipment and few livestock. In many places, these households are finding it particularly difficult to make ends meet and undergoing a process of decapitalisation which will lead eventually to their disappearance.*

Source : Toulmin et Guèye, 2003, p. 12-13.

Toutefois, et nous y en ferons mention dans le troisième chapitre, la polarisation et la marginalisation économique que suscite la libéralisation et globalisation des systèmes alimentaires pourraient, selon plusieurs auteurs et observateurs, contribuer à la « re-dualisation » du monde rural ouest-africain.

## 2.2 La théorie des régimes alimentaires ou l'historicisation de la modernisation et mondialisation des systèmes alimentaires

Développée à l'origine par les sociologues Harriet Friedmann et Philip Mc Michael (1989), la théorie des régimes alimentaires (*Food regime analysis*) propose de situer historiquement le système alimentaire mondial actuel en fonction de conditions géopolitiques, économiques et sociales de manière à mettre en évidence la dynamique entre les périodes d'accumulation capitaliste et les relations internationales au niveau de la production et de la consommation alimentaire. En plus de rendre compte du rôle stratégique du secteur agroalimentaire dans la construction de l'économie mondiale capitaliste, cette analyse des régimes alimentaires contribue à remettre en question le caractère inévitable du processus de modernisation agricole en mettant en lumière les forces structurantes contemporaines du système alimentaire mondial (Mc Michael, 2009, p. 140-141). En effet, « l'analyse des régimes alimentaires vise à fournir une conceptualisation des manières auxquelles l'accumulation du capital dans le secteur agricole aboutit à des arrangements de pouvoir mondial » (Gurcan, 2011, p. 24). Un régime alimentaire est conceptualisé ici comme un « *rule-governed structure of production and consumption of food on a world scale* » (Friedmann, 1993, p. 30-31 cité dans Mc Michael, 2009, p. 142). Cherchant à expliciter le contexte d'émergence du

système alimentaire actuel, nous reprendrons la typologie de cette théorie identifiant trois moments historiques clés dans le développement et la consolidation de ce dernier : le régime alimentaire colonial, le régime alimentaire industrialo-mercantile et le régime alimentaire néolibéral.

### 2.2.1 Régime alimentaire colonial

Le premier régime alimentaire, qui prend place à l'époque coloniale plus précisément de 1870 à 1930 sous l'hégémonie britannique, reposait sur les politiques de mise en valeur des colonies, c'est-à-dire la mise en place de cultures de rente<sup>4</sup> destinées à l'approvisionnement d'une Europe qui est alors engagée dans un processus d'industrialisation. L'imposition de monocultures dans un contexte de colonisation d'occupation s'inscrivait en effet dans un processus de « relocation de l'agriculture capitaliste dans le Nouveau Monde, en tant que nouveau site de production alimentaire tempéré pour industrialiser l'Europe » (Mc Michael, 1995, p. xiii *cité dans* Gurcan, 2011, p. 25). Cette orientation vers les cultures d'exportation se fera au détriment des cultures vivrières et des ressources écologiques des pays colonisés et favorisera l'importation de denrées alimentaires de base et produits transformés provenant des métropoles. Les colonies représentant des marchés intéressants pour la commercialisation des produits manufacturés au sein des métropoles, l'industrialisation de l'agriculture se bornera à l'exploitation des cultures de matière première (café, cacao, caoutchouc, sucre, coton, etc.), encore une fois en opposition aux cultures vivrières. Les puissances coloniales, pour sécuriser leur avantage commercial, éviteront le développement des industries de transformation de ces matières au sein des colonies. La paysannerie des pays colonisés en Asie, Afrique et Amérique latine est à cette époque considérée comme une force de production bon marché et est alors source d'exploitation.

---

<sup>4</sup> Les cultures de rente sont des cultures à vocation commerciales destinées habituellement à l'exportation. Elles sont généralement mises en opposition avec l'agriculture vivrière destinée largement à la consommation alimentaire au niveau local, voire national.

Ce premier régime alimentaire est donc caractérisé par deux processus inter reliés se renforçant mutuellement : l'industrialisation d'une agriculture d'exportation et le développement d'un système de commerce créant une interdépendance entre les différentes régions du monde (Friedman et Mc Michael, 1989 *cité dans* Fairbairn, 2009, p. 6). Ainsi, structurée sur la mise en place d'un espace de libre-échange entre puissances coloniales européennes et colonies d'occupation, l'époque coloniale marquera le début de l'expansion de l'interdépendance croissante des économies et de l'ouverture des marchés.

### 2.2.2. Régime alimentaire industrialo-mercantile

« Le déclin de l'hégémonie britannique, marqué par la Grande dépression, les Guerres mondiales et le protectionnisme, [favorisera] l'essor de l'hégémonie états-unienne » et l'émergence du second régime alimentaire qui apparaît au début des années 1950 (Gurcan, 2011, p. 25). Le contexte d'après-guerre est en effet caractérisé par l'élaboration du Plan Marshall, par la naissance des institutions de Bretton Woods, par la prise en importance des mouvements de décolonisation et plus structurellement, par la « naissance » du projet de « développement ». En effet, le 20 janvier 1949, dans un discours fondateur, le Président américain Harry Truman déclare que:

[i]l nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens dans le monde vit dans des conditions voisines de la misère. Ils n'ont pas assez à manger. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères (Rist, 1996, p. 130).

Cette vision contemporaine de la nécessité de « nourrir le monde » émerge alors de cette nouvelle logique « développementaliste » en plus de s'inscrire dans des considérations géopolitiques dans le contexte de la Guerre froide. Les États-Unis mettront effectivement en place des programmes d'aide alimentaire leur permettant à la fois d'écouler les surplus agricoles générés par d'importantes subventions gouvernementales aux agriculteurs en plus de consolider leurs alliés politiques dans le Tiers-Monde dans l'objectif d'endiguer l'expansion de l'influence socialiste. Ainsi, en plus d'éviter l'écroulement des prix des produits alimentaires sur les marchés et de contribuer à l'influence politique du pays, les

programmes d'aide alimentaire participeront également à l'ouverture de nouveaux marchés pour l'écoulement de la production américaine. En effet, ces programmes auront pour conséquence de remodeler, voire ici d'occidentaliser le régime alimentaire des populations nouvellement urbanisées en plus de contribuer à affaiblir de façon importante les productions locales (Friedmann, 1982, 1987 *cité dans* Patel et Mc Michael, 2009). L'offre de denrées alimentaires à très faible coût, parfois même gratuitement, contribuera en effet à accaparer les parts de marché autrefois occupées par les producteurs locaux.

En fonction de cette vision développementaliste, le modèle de production-consommation alimentaire occidental se posera donc en universel et l'agriculture paysanne est alors perçue comme un résiduel historique destiné à disparaître au profit de la main-d'œuvre urbaine moderne (*Ibid*, p. 15-16). En effet,

*Third World countries came to view the particular trajectory of the settler states, particularly the U.S., as universally achievable through the adoption of mercantilist policies similar to those pursued by the U.S. This meant that agriculture was a national sector characterized by production subsidies, economic regulation, and government purchases* (Fairbairn, 2009, p. 7).

Ainsi, au nom de la modernité et du développement, les États postcoloniaux cherchent à s'engager dans un processus d'industrialisation agroalimentaire à travers la mise en place d'une révolution verte, politique d'intensification de l'agriculture par l'introduction de technologies agricoles. Dans ce contexte, en fonction du concept des avantages comparatifs, les institutions de Bretton Woods étaient « responsables d'assurer la montée de l'industrie agroalimentaire en établissant une gouvernance hautement régulée de commerce alimentaire reposant sur la compétition des capitalismes nationaux » (Bello, 2009, p. 24 *cité dans* Gurcan, 2011, p. 25). D'importants appuis nationaux au secteur agricole ont été octroyés durant cette période, mais, dans cette optique de rapide industrialisation, ce sera les grandes exploitations qui en bénéficieront. Cette tentative de mise en place d'une agriculture nécessitant à la fois une forte consommation énergétique, mais également d'importants investissements de capital se fera alors au détriment de l'agriculture paysanne : de 1950 à 1997, la population rurale mondiale diminuera de 25% (Patel et Mc Michael, 2009, p. 16).



### 2.2.3 Régime alimentaire néolibéral

Le passage de l'État-nation au marché mondial comme espace privilégié pour assurer la sécurité alimentaire des populations marque l'essor du troisième régime alimentaire. L'importante crise de la dette que connaîtront les États postcoloniaux et la crise du keynésianisme qui en découla amorceront, à la fin des années 1970, un important changement de paradigme au niveau du rôle de l'État comme acteur central dans la mise en place du projet de développement. Alors qu'à l'époque du second régime alimentaire, la sécurité alimentaire était le fait des États en fonction du principe de la souveraineté nationale sur le territoire et la mise en valeur des ressources naturelles, l'« échec » du développement légitimera la libéralisation des politiques agricoles et l'intégration économique. La mise en œuvre des PAS dans les pays dits en développement et le cycle de négociation internationale de l'Uruguay Round (1986-1995) qui pavera la voie à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 initieront ce processus. Ce troisième régime s'inscrit alors dans ce projet général de la mondialisation caractérisée par l'intégration des relations de production/consommation non plus au niveau des marchés domestiques, mais plutôt au niveau des marchés mondiaux, sous la domination des entreprises multinationales. La sécurité alimentaire des populations deviendra alors assurée par la performance du secteur privé (Mc Michael, 2009). Selon l'idéologie néolibérale, la sécurité alimentaire serait garantie par une plus grande accessibilité aux produits alimentaires provoquée d'abord par un abaissement du coût de ces denrées en fonction d'une forte concurrence au niveau mondial et ensuite, grâce à la mise en place d'une seconde révolution agricole caractérisée par l'utilisation de biotechnologies et d'intrants spécialisés.

Cette « *supermarket revolution* » favorisera encore une fois les très gros producteurs, voire ici les agrobusiness, et contribuera à l'émergence d'un complexe agricole globalisé de produits alimentaires et d'agro carburants (Mc Michael, 2009, p. 142). L'industrie agroalimentaire mondiale est en effet actuellement dominée par une quarantaine de très grandes firmes multinationales (Rastoin, 2008). Ce régime alimentaire suppose une stratégie de plus en plus axée sur l'agriculture industrielle orientée vers l'exportation ce

qui suscite encore une fois, la marginalisation et dépossession des agricultures paysannes. Les États postcoloniaux, aux prises avec le remboursement du service de leurs dettes, ont vu dans cette industrialisation et libéralisation de l'agriculture une opportunité d'améliorer leur revenu en devises étrangères. Toutefois, et nous nous y attarderons davantage ici, cette libéralisation aura plutôt contribué à ouvrir leurs marchés aux produits importés provenant majoritairement des pays du nord ou pays émergents et à donc renforcer le risque de dépendance alimentaire de ces derniers. À titre d'illustration, notons que les exportations de produits agricoles provenant de l'Afrique sont passées de 10 à 3% de 1970 à 2000 alors que celles des pays du Nord ont augmenté de 64 à 71% (Mc Michael, 2005, p. 283). En revanche, les importations de produits alimentaires n'ont cessé de croître depuis les années 1980 : « selon le rapport « Perspectives de récolte et situation alimentaire » de juin 2012 de la FAO, l'Afrique a importé près de 43 millions de tonnes de denrées alimentaires en 2011, dont deux millions sous forme d'aide alimentaire » (CEA, 2012, p. 6). Ainsi, bien que l'on assiste à une importante redéfinition du rôle de l'État et donc du principe de souveraineté nationale découlant du système basé sur l'État-nation, il semble que ce troisième régime alimentaire s'inscrit dans un approfondissement de la logique développementaliste en proposant un modèle de production agricole universel fondé sur les notions de croissance et de progrès.

En somme, la théorie des régimes alimentaires nous permet de constater que les processus de modernisation et mondialisation des systèmes alimentaires prennent racine à l'époque coloniale et s'appuient sur des relations asymétriques de pouvoir à la fois entre régions du monde, mais également entre modèles de production et entre catégories de populations. En effet, il apparaît que le système alimentaire actuel s'inscrit dans une politique d'accès aux ressources naturelles issues de la colonisation, mais également sur une vision modernisante et occidento-centrée de l'agriculture et plus généralement, de la question alimentaire. En fonction de la rhétorique sur la sécurité alimentaire et de cette nécessité de nourrir une population sans cesse grandissante, la mondialisation économique est également suggérée actuellement comme un processus inéluctable et salvateur.

Dans la section suivante, nous tracerons d'abord l'évolution des politiques agricoles au Mali depuis la colonisation et son impact sur les exploitations familiales. Cette lecture historique, appuyée sur le travail de Barbedette (2004), fera écho à la théorie des systèmes alimentaires présentée ici en plus de proposer des points de repère concernant les différents agendas mis de l'avant en termes de politiques agricoles au Mali.

### 2.3. Évolution des politiques agricoles au Mali, de la colonisation à aujourd'hui

Il est possible de distinguer cinq grandes périodes au niveau de l'évolution des politiques agricoles au Mali depuis l'époque coloniale. Barbedette (2004) parle en effet des politiques coloniales de prélèvement (de 1920 à 1960), de la politique agricole volontariste de l'économie socialiste planifiée (de 1960 à 1968), des politiques sectorielles pour le développement rural (de 1968 à 1981), de la libéralisation économique (de 1982 à 1991) et finalement, de la libéralisation économique accompagnée de la libéralisation politique (à partir de 1991). En reprenant le travail de Barbedette, nous verrons ici comment ces différentes politiques ont été mises en place, l'impact de celles-ci sur la paysannerie et l'héritage qu'elles ont légué en matière de développement rural au Mali.

#### 2.3.1 Les politiques coloniales de mise en valeur (de 1920 à 1960)

La mise en valeur agricole du Mali à l'époque coloniale s'inscrivait dans un double objectif : créer un marché pour les maisons de commerce coloniales françaises et contribuer au financement des charges de l'administration coloniale à travers la fiscalisation de l'agriculture (Barbedette, 2004, p. 13). Ces préoccupations justifiaient l'orientation de l'agriculture vers les cultures commerciales de rentes destinées à l'approvisionnement de la métropole, le riz, le coton et l'arachide principalement. Ces cultures de rente permettaient en effet aux paysans, par les revenus dégagés de la vente de celles-ci, d'acquitter leurs impôts en plus de leur assurer un pouvoir d'achat pour les produits manufacturés importés de la métropole. La mise en œuvre en 1920 d'une

politique des prix basée sur le système des prix de l'Afrique-Occidentale française contribuera également au retranchement d'une partie des richesses créées par les paysans maliens au profit de l'empire colonial. En effet, cette politique permettait de fixer

(...) annuellement des prix aux producteurs à bas niveau, et [...] de pratiquer des prix à l'exportation supérieurs au cours du marché mondial au sein de l'espace économique de l'empire colonial, tandis que les prix à l'importation étaient également maintenus au-dessus des cours mondiaux et protégés par les barrières douanières (Barbedette, 2004, p. 13).

La politique de crédit minimaliste mise en œuvre par les Sociétés de secours mutuel, et éventuellement en 1931 par la Caisse centrale de crédit agricole, s'inscrivait également dans cet objectif de limiter au maximum les investissements techniques et financiers au sein de la colonie afin que la Métropole conserve à tous les niveaux ses avantages commerciaux. Ces politiques agricoles, autoritaires et interventionnistes, défavoriseront l'amélioration des capacités de production, de transformation et de commercialisation de l'agriculture paysanne et lègueront au Mali « un double héritage : celui de l'orientation préférentielle des politiques agricoles vers les cultures commerciales, et plus particulièrement les cultures d'exportation, et celui des politiques des prix » (*Op. cit.*).

### 2.3.2 La politique agricole volontariste de l'économie socialiste planifiée (de 1960 à 1968)

L'orientation de la politique agricole qui a émergé suite à l'indépendance du Mali en 1960 sera imprégnée d'un discours socialiste décolonisateur visant une rupture par rapport à l'époque précédente. Modibo Keita, premier Président malien, proposa alors le projet politique d'une économie socialiste planifiée dans l'objectif de libérer le pays des dominations politico-économiques coloniales (Barbedette, 2004). Le Mali quitta alors en 1962 la zone franc et la Société malienne d'importation et d'exportation (SOMIEX), monopole de l'État en matière de commerce, sera créée. Dans cette logique développementaliste caractéristique de la période d'après-guerre, l'on cherchait à « provoquer 'le décollage économique' [...] dont le secteur d'entraînement [allait être] le secteur agricole » (Barbedette, 2004, p. 14). La modernisation de l'agriculture deviendra de ce fait prioritaire dans le Premier plan quinquennal du pays et suscitera

« [l']équipement de 100.000 exploitations agricoles en matériel attelé, [l']encadrement de deux à trois millions de paysans [et l']aménagement de 89.000 hectares (dont 22.000 pour l'Office du Niger) » (*Op. cit.*). Un système d'encadrement du secteur agricole très hiérarchisé est alors mis en place au niveau des villages, communes et régions, l'adhésion des producteurs agricoles aux Groupements ruraux des secours mutuels et de production devenant même obligatoire. Sera également implanté un réseau commercial public basé sur des 'magasins-témoins' dans le but de concurrencer le secteur privé au niveau de la commercialisation des produits. Encore une fois, une politique sera instaurée afin de stabiliser les prix à l'exportation et ainsi assurer le respect des accords commerciaux internationaux et, dans l'objectif toujours de financer l'État et ces importants programmes, un lourd système fiscal taxant les principaux produits et les marges commerciales sera mis sur pied. Ne générant pas les résultats escomptés au niveau de la croissance économique, ces politiques, encore autoritaires, interventionnistes et ne favorisant pas l'amélioration des conditions des paysans, lègueront quant à elles, une « tradition bureaucratique et d'encadrement politique du monde rural qui va se redéployer sous de nouvelles formes dans la période suivante » (Barbedette, 2004, p. 15).

### 2.3.3 Les politiques sectorielles pour le développement rural (de 1968 à 1981)

Le régime de Moussa Traoré, qui prit le pouvoir suite à un coup d'État militaire en 1968, élaborera le Programme triennal de redressement économique et financier en souhaitant rétablir l'équilibre macro-économique du pays. La stratégie alors mise en place est celle de renforcer les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières. L'objectif est en effet de « faire baisser la production vivrière de 42% à 29% au profit des cultures d'exportation qui doivent atteindre un taux de croissance de 9,1% » (Barbedette, 2004, p. 15). Le plan quinquennal de 1974-1978 poursuivra dans cette même logique en cherchant à concentrer le développement économique à partir du secteur agricole duquel il est possible de dégager des surplus et ainsi financer les secteurs secondaires et tertiaires (*Op. cit.*). Les Opérations de développement rural (ODR), financées massivement par l'aide internationale, seront alors chargées de coordonner le développement de produits spécifiques (arachide, riz, mil, sorgho, coton, etc.) sur une aire géographique déterminée.

Ces politiques auront des répercussions importantes tant au niveau de l'économie nationale que sur les conditions de production et de vie des paysans. « Elles vont en effet accentuer la dépendance technique (avec le retour en force des sociétés d'intervention), financière (dépendance de l'aide) et commerciale (fluctuation des cours des produits d'exportation privilégiés par ces politiques) de l'économie nationale » (*Op. cit.*). Elles contribueront également à la disparité des conditions des exploitants agricoles, entre ceux bénéficiant des interventions prévues au niveau des ODR et les autres. Ces politiques mèneront en plus à la fin du financement des intrants agricoles à partir de 1976 ce qui aura pour effet d'augmenter la précarisation des paysans. Contraints par leur endettement croissant et le paiement des impôts, les paysans, forcés de vendre une partie des céréales destinées à leur autoconsommation, verront leur situation se fragiliser entre l'augmentation générale des prix à la consommation et la stagnation des prix aux producteurs dus à une politique des prix favorables à l'exportation. Ainsi, « après quelques avancées en début de période dans les zones encadrées, les exploitations familiales n'auront pas la capacité financière pour investir et vont stagner, voire régresser sur le plan technique » (Barbedette, 2004, p. 16). Au niveau économique, le bilan de cette période est également décevant :

(...) loin d'être rétablis, les équilibres macro-économiques vont être encore plus gravement compromis. En 1980, 90% du budget de l'État sert à payer 40.000 fonctionnaires. La dette extérieure se monte à 500 Milliards de FM [francs maliens] et représente 90% du PIB [produit intérieur brut]. Les 55 sociétés d'État dont les dépenses de fonctionnement sont considérables sont déficitaires (Barbedette, 2004, p. 16).

#### 2.3.4 La libéralisation économique (de 1982 à 1991)

Alors touché par d'importantes difficultés financières, le Mali, en cherchant à rééchelonner le paiement de sa dette, adhèrera aux Programmes d'ajustement structurels élaborés par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). Notons ici que « loin d'être politiquement neutres et de jouer un rôle d'efficacité technique comme on le suggère » (Campbell, 1996, p. 35), ces programmes auront des retombées importantes au niveau de l'orientation et des stratégies de développement des pays. « Plus précisément, ce sont des stratégies non orientées vers l'exportation et celles qui favorisent

des réformes sociales qui sont remises en cause par le processus d'ajustement et de désétatisation » (*Op. cit.*).

L'insertion du Mali dans une économie mondiale libéralisée par la redéfinition du rôle de l'État correspondait alors à l'objectif recherché, cette importante réforme institutionnelle étant même considérée comme condition au succès des PAS : « Le succès de ces réformes [d'ajustement] suppose une transformation radicale du rôle de l'État... » (Banque mondiale, 1994, p. 257-258 *cité dans* Campbell, 1996, p. 15). En effet, tel que précisé plus haut, le FMI et la BM, accordent leur aide que sous conditions ayant la capacité d'engendrer des changements substantiels dans l'orientation économique, politique et sociale de ces pays. Privatisation des entreprises d'État, politiques d'austérité, orientation de la production vers l'exportation, suppression des subventions aux biens de première nécessité correspondent à quelques une des mesures prescrites par les Institutions financières internationales (Bélanger, 1992). La crise d'endettement vécue alors était effectivement appréhendée comme étant le fait d'États irresponsables et opaques qu'il fallait chercher à substituer par les forces du marché afin de favoriser l'investissement et le développement privés. Un rapport de la Banque mondiale, publié en 1994, témoigne de cette perspective.

L'État devrait se garder d'intervenir pour régler des problèmes qui peuvent être résolus, même imparfaitement, en laissant faire le marché. Celui-ci ne fonctionne peut-être pas parfaitement, mais, dans de nombreux pays africains, on ne voit pas que les pouvoirs publics puissent faire mieux en y intervenant. Les gouvernements devraient donc réserver les ressources limitées dont ils disposent pour des interventions dans les domaines où des résultats ne sauraient être obtenus par le seul jeu des forces du marché : mettre en place l'infrastructure et les services sociaux de base, gérer l'appareil juridique et judiciaire qu'exige une économie de marché, et protéger l'environnement. Même dans ces domaines, les pouvoirs publics devraient faire appel dans toute la mesure du possible au secteur privé, par voie de procédures d'adjudication, par exemple. [La] priorité devrait être donnée à des réformes visant à limiter les interventions de l'État là où les problèmes peuvent être résolus, même imparfaitement, par le jeu des forces du marché; c'est ainsi que mieux vaudra supprimer les offices de commercialisation des produits agricoles qu'essayer d'en améliorer le fonctionnement, réduire tous les tarifs douaniers que prévoir un régime d'exonérations, et vendre les entreprises publiques que tenter de les redresser à grand renfort de subventions et de services d'experts (Banque mondiale, 1994, p. 210-211 *cité dans* Campbell, 1996, p. 39).

Toutefois, cette libéralisation résultera à la fois de la pression exercée par les bailleurs de fonds qu'en raison de demandes provenant d'acteurs nationaux. En effet, le congrès

extraordinaire du parti unique de Traoré réclamera en 1981 cette libéralisation économique et sera négociée cette même année, l'admission du Mali à l'Union monétaire Ouest africaine (UMOA) (Barbedette, 2004, p. 18). Ce sera donc à la fin de l'année 1982 que seront introduites les conditionnalités du FMI suite à la concession d'une aide sous forme de prêts destinés au redressement économique et financier du pays (*Op. cit.*). Une dévaluation monétaire de 50% accompagnera également l'adhésion du Mali à l'UMOA en 1984, le franc malien se substituant alors au franc CFA. C'est toutefois

(...) en 1985 que le basculement dans la logique libérale s'opère avec le *Programme triennal de relance économique* qui prévoit la diminution de la pression fiscale et la libération des prix pour réintroduire le jeu de la concurrence et encourager les opérateurs privés, la réduction des dépenses de l'État en personnel (attribution de primes pour encourager les départs volontaires à la retraite), et le démantèlement des sociétés et entreprises d'État (Barbedette, 2004, p. 18, emphase présente dans le texte d'origine).

Ce ne sera qu'à la fin de cette période, en 1990, que sera réellement adressée la question de l'agriculture à travers l'introduction des Programmes d'ajustement structurel au secteur agricole (PASA). Cette période de libéralisation économique est caractérisée par Barbedette comme une période « d'absence de politiques agricoles, où le monde rural, déjà sinistré, est abandonné à son sort et le subit d'autant plus durement qu'en 1983 une nouvelle vague de sécheresse compromet la campagne 83/84, et qu'en 1986 le secteur cotonnier est affecté par la chute brutale des cours mondiaux du coton » (*Op. cit.*).

### 2.3.5 La libéralisation économique et politique (de 1991 à 2006)

Le processus de démocratisation, initié à la suite de la chute du régime Traoré due à une importante révolte populaire en 1991, aura pour effet de consolider la restructuration amorcée par les programmes de redressement de l'économie de l'époque précédente. En effet, au niveau idéologique, l'incapacité du gouvernement à générer le développement envisagé est perçue comme une conséquence de la corruption et de l'irresponsabilité de l'État qu'il faut donc alléger et libéraliser politiquement, la démocratisation étant alors appréhendée comme une stratégie de consolidation du développement économique. Par ailleurs, le gouvernement de transition et celui qui lui succèdera, se concentrant sur le renforcement de l'unité nationale et le développement des institutions démocratiques,



travailleront peu au développement d'une vision originale du développement du secteur rural, permettant ainsi aux bailleurs de fonds d'occuper cet espace (Barbedette, 2004, p. 19). L'approfondissement de l'orientation proposée par les bailleurs de fonds à la période précédente, à travers le Schéma directeur du secteur du développement rural (SDDR) adopté en 1992, est d'ailleurs issu des « grands programmes types formatés par la Banque mondiale dans le cadre des Stratégies nationales de lutte contre la pauvreté » (*Op. cit.*). Les stratégies mises de l'avant dans le cadre des SDDR sont donc le désengagement de l'État, la libéralisation et l'ouverture de l'économie au marché mondial et la priorisation du développement des filières porteuses, le coton et le riz notamment (Barbedette, 2004). Concrètement, le désengagement de l'État malien au niveau du secteur agricole se traduira par la mise en œuvre du Programme d'appui aux services agricoles et aux organisations paysannes et du Projet national d'infrastructures rurales qui ont pour objectif la consolidation de la promotion du secteur privé et donc la privatisation de plusieurs services aux producteurs, au niveau notamment de l'approvisionnement en intrants et de la commercialisation, valorisation et transformation des produits agricoles. Une importante réforme de libéralisation du ministère du Développement rural sera d'ailleurs entamée en 1995 et prendra la forme d'une régionalisation de celui-ci, d'une rationalisation de son organisation et de l'exigence de la participation financière des bénéficiaires aux prestations reçues (*Op. cit.*). La décentralisation de 1993 témoigne d'ailleurs, de façon plus globale, de ce recul de l'intervention étatique au Mali.

Outre la libéralisation des marchés et des prix, la libéralisation de l'économie malienne se concrétisera également à travers l'adhésion à des programmes d'intégration économique sous-régionale et internationale. Membre de l'OMC depuis 1995, le Mali est également adhérent de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté des États sahélo-sahariens et de l'Autorité de Liptako-Gourma. Ce sera d'ailleurs dans cette optique de compétitivité sur les marchés internationaux que sera légitimée la deuxième dévaluation du franc CFA en 1994. Finalement, en cherchant à accroître le volume des exportations et augmenter la rentrée de devises étrangères, le

SDDR se concentrera sur la promotion des « filières porteuses, c'est à dire de celles dont les produits peuvent trouver un débouché sur les marchés et accroître le revenu monétaire du paysan » (Barbedette, 2004, p. 21). L'agriculture paysanne malienne connaîtra au cours de cette période d'importantes crises, notamment celle du coton en 1999 due à l'importante chute des prix provoquée par l'ouverture des marchés.

En somme, et tel que mis en lumière par la théorie des régimes alimentaires, il apparaît que les différentes politiques agricoles mises en œuvre au Mali jusqu'en 2006 sont globalement défavorables à la paysannerie et s'inscrivent, depuis le début de la colonisation, dans cet objectif général de développement modernisateur et d'ouverture des marchés. En effet, tel qu'avancé dans une étude de la Banque mondiale, « l'indépendance du Mali en 1960 n'a pas fondamentalement modifié les grandes orientations économiques de la période coloniale » (Samaké *et al.*, 2007, p. iv). Cette volonté d'intégration au marché, témoignée par la valorisation des cultures d'exportation, par le renoncement aux protections du marché intérieur, couplé à l'important recul interventionniste en matière d'agriculture, voire à la refonte même du rôle de l'État, révèle cette orientation vers la libéralisation économique et le développement préférentiel d'une agriculture industrielle au détriment de l'agriculture vivrière et donc par le fait même d'une agriculture productiviste au détriment de l'agriculture paysanne (Barbedette, 2004, p. 27). En effet, et nous y reviendrons plus bas, ces cultures d'exportation restent peu valorisées sur les marchés internationaux et les produits vivriers sous-évalués en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat citadin. Ainsi,

(...) [c]ette pauvreté paysanne, qui alimente l'exode rural et par conséquent la surpopulation urbaine (par rapport au marché de l'emploi), entretient la faiblesse de la production vivrière : les producteurs sont peu incités à améliorer notablement la productivité parce que l'intensification est surtout consacrée aux cultures d'exportation et parce que les prix d'achat des produits alimentaires sont faibles et doivent le demeurer de manière à préserver « l'accessibilité » de la nourriture pour les consommateurs citadins et ainsi maintenir la paix sociale en prévenant les risques de « famines » et « d'émeutes de la faim » (Janin *et al.* 2011, p. 2).

Couplé à une tradition de planification de type *top down* des politiques agricoles, et plus généralement des politiques publiques et de développement, à un affaiblissement des acteurs nationaux, à une augmentation du phénomène de dépendance face aux bailleurs

de fonds et d'interdépendance à l'économie globale, ce processus de fragilisation et de marginalisation, voire de crise de la paysannerie, participera à la naissance et à la consolidation du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali.

Nous retracerons dans ce qui suit les moments clés ayant participé à la consolidation de ce mouvement social. Cette reconstruction des étapes de la consolidation du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali s'appuie à la fois sur la littérature existante, mais également sur les entretiens réalisés lors de nos enquêtes terrain.

#### 2.4 Vers un renouveau des politiques agricoles au Mali? Structuration syndicale agricole et historicisation du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali

La transition démocratique de 1991 favorisera l'émergence du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali en raccordant aux paysans le droit à la liberté d'association. L'ouverture d'espaces de liberté, mais également la nécessité de répondre au récent désengagement de l'État contribuera en effet à cet important processus « d'éclosion associative » et donc, en milieu rural, d'émergence des organisations paysannes autonomes (Barbedette, 2004). Des dizaines d'organisations paysannes (OP) regroupées par affinités socioéconomiques de production se créent alors dans l'objectif généralisé d'améliorer les conditions de vie des producteurs du pays. Telle que mise en évidence précédemment, la crise paysanne suscitée par le processus de modernisation de l'agriculture génèrera un important processus de paupérisation de la population paysanne et suscitera « beaucoup de détresse, de mécontentement et de manifestation au sein [de celle-ci]. Cette période de crise mènera à une volonté du monde rural de s'organiser dans l'objectif de trouver des moyens concrets pour pallier à cette situation » (entretien, professeur).

Cette dernière section du chapitre se concentrera sur la présentation de moments décisifs dans la structuration du mouvement malien pour la souveraineté alimentaire.

#### 2.4.1 Processus de fédération des organisations paysannes au niveau national : la création de l'Association des organisations paysannes professionnelles (AOPP)

Il apparaîtra de plus en plus évident pour les nouvelles organisations paysannes que l'appauvrissement qui affecte les exploitations familiales est le résultat de politiques agricoles mises en œuvre par l'État malien. Le développement d'une structure à l'échelon national pour interpeler les autorités à ce sujet se révèle progressivement nécessaire pour les paysans (entretien, AOPP). En effet, dans une volonté de développement d'une vision commune des enjeux agricoles et ruraux, une Commission paysanne a été mise en place au cours de laquelle une vingtaine d'OP qui couvraient six régions du Mali échangeaient sur les problématiques que chacune d'elle rencontrait. Financées par l'association Agriculteurs français et développement international (AFDI), ces rencontres réflexives auront joué un rôle essentiel dans l'émergence du mouvement, car, en plus de jeter les bases pour la création de la plus importante fédération paysanne malienne, l'AOPP, elles auront permis aux organisations paysannes participantes de réaliser que les « enjeux auxquels les paysans faisaient face dans une région donnée dépassaient leurs terroirs, qu'ils étaient en fait partagé d'un bout à l'autre du pays » (entretien, AOPP). C'est ainsi que l'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP) sera créée en 1995, ce qui mènera le mouvement paysan à une réflexion plus profonde sur le modèle de développement au nom duquel sont mises en œuvre ces politiques de modernisation de l'agriculture, réflexion qui est à la base même du concept sur la souveraineté alimentaire (entretien, AOPP). Le premier plan triennal de l'Association s'articulera autour d'un projet de développement fondé sur une société civile malienne forte au sein duquel les producteurs et productrices sont bien représentés (entretien, AOPP). En 2004, suite à un diagnostic interne, la vision de l'AOPP sera révisée et il est affirmé alors que « tout développement agricole au Mali doit être fondé sur les exploitations agricoles familiales » (entretien, AOPP).

Comptant aujourd'hui plus de 210 organisations paysannes adhérentes, l'AOPP est une « organisation paysanne nationale dont l'objectif est de lutter pour l'amélioration des conditions socio-économiques et culturelles des paysan-ne-s axées autour de l'agriculture

familiale, de faire prendre en compte leur point de vue et leurs droits » (Jacovetti, 2010). Bien que la plus importante fédération paysanne au pays, l'AOPP, alors qu'elle cherchait à exercer une influence politique auprès de son gouvernement, s'est vue buter peu de temps après sa création à un problème de légitimité, car elle ne représentait pas l'ensemble du monde rural malien (entretien, AOPP). En effet, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCAM), instance nationale parapublique créée par le gouvernement sous le régime Traoré, se veut également être un « organe consultatif et professionnel représentant les intérêts du monde rural » (APCAM, 2013). Ainsi, dans cet objectif « d'aboutir à un espace commun de représentativité réelle, de formulation de stratégies [...], de renforcement des effets de leurs actions de lobbying et de plaidoyer », les grandes organisations paysannes du Mali, en tenant à Ségou en 1996 la « réunion des grandes OP », ont initié un processus de constitution d'un cadre national de concertation (CNOP, site internet).

#### 2.4.2 Fédération des organisations paysannes à l'échelon sous-régional : la mise sur pied du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Toujours au courant de la décennie 1990, le processus de structuration nationale des organisations paysannes s'observait dans plusieurs autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Une vision régionale de la lutte paysanne commençait également à se faire sentir. C'est ainsi qu'une première tentative de regroupement à l'échelon sous-régional, portée par les plates-formes paysannes du Comité inter-État de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, conduira en juillet 2000 à la création du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) (Barbedette, 2004, p. 6). Regroupant des organisations ou cadres de concertation de 13 pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Ghana, Libéria, Sierra Leone), le ROPPA a pour mission de « favoriser le développement des exploitations familiales et de l'agriculture paysanne tout en maîtrisant les politiques liées à la libéralisation des économies nationales et à la mondialisation des échanges commerciaux » (ROPPA, s.d.).

En fait, il est intéressant de spécifier que le ROPPA a entre autres été créé en réaction à une étude d'évaluation des impacts des PAS sur le secteur agricole qui a été réalisée par la FAO et la Banque mondiale en 1997 (McSween, 2013). Portant depuis un moment une vision régionalisée de la lutte paysanne, les acteurs du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux du Sénégal, quand ils ont pris connaissance du bilan globalement positif de cette étude, en rejetèrent les conclusions et exigèrent qu'une deuxième évaluation à laquelle les paysans de la sous-région seraient formellement associés soit engagée. Avec l'accord de la FAO et de la Banque mondiale, cette deuxième évaluation eut lieu. Ayant réussi à imposer la voix des paysans auprès de ces instances internationales de développement, l'idée de création d'une organisation sous-régionale, qui permettrait à la fois aux OP de savoir ce qui se passe dans les pays vivant des problématiques similaires en plus de pouvoir exercer une influence sur les politiques régionales, émergera. Un acteur paysan sénégalais exprimera en ce sens que : « (...) si nous voulons être efficaces en termes d'influence, nous sommes obligés de nous structurer au niveau des instances où se prennent les décisions (entrevue acteur paysan, 2011) » (McSween, 2013).

« La création du ROPPA va enclencher une nouvelle dynamique politique articulée autour de la volonté d'influer les politiques agricoles en cours de construction dans l'espace ouest-africain » (McSween, 2013). La notion de souveraineté alimentaire, diffusée depuis peu par la Via Campesina, s'avèrera alors porteuse pour les revendications du ROPPA. C'est ainsi que les OP, à travers le ROPPA, se sont engagés « directement dans le processus d'élaboration de la politique agricole commune de la CEDEAO et y ont obtenu une reconnaissance de la nécessité de soutenir les exploitations familiales dans une perspective de souveraineté alimentaire » (McSween, 2013). Toujours dans cette logique de souveraineté alimentaire, le ROPPA sera également particulièrement actif dans les négociations des accords Afrique-Caraïbes-Pacifique et l'Union européenne afin d'assurer une protection des « produits sensibles » pour la sécurité alimentaire et le développement (*Op. cit.*).

### 2.4.3 Émergence d'un mouvement paysan transnational : la Via Campesina

Parallèlement à ces processus de fédération nationale et régionale en Afrique de l'Ouest, la Via Campesina naîtra en 1993 suite à l'union de la Coordination paysanne européenne et d'associations paysannes du continent américain (Amérique du Sud, États-Unis, Canada, Caraïbe) (Hrabanski, 2011). « Peu à peu, l'organisation internationale altermondialiste va multiplier les rencontres avec des syndicats d'Asie et d'Afrique et collabore, depuis la création du ROPPA (2000), avec les représentants du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest » (Hrabanski, 2011, p. 154). Regroupant actuellement 163 organisations paysannes locales et nationales dans 73 pays différents en Afrique, Asie, Europe et Amérique, ce mouvement international représente à ce jour 200 millions de paysannes et paysans (Via Campesina, s.d.).

Dans cet objectif de différenciation de l'agenda libéral dominant en matière agroalimentaire, et donc du concept de sécurité alimentaire, la Via Campesina profitera du Sommet pour l'alimentation de la FAO à Rome en 1996 pour faire émerger la notion de souveraineté alimentaire dans le débat international, moment marquant pour ce mouvement mondial. En effet, en posant les questions de « qui produit la nourriture? » et de « comment est-elle produite? », la Via Campesina réussit « à opérer un déplacement majeur dans le « cadrage » historiquement institué » de la question de la faim en « refocalisant l'attention vers le rôle joué par les petits paysans » (Thivet, 2012, p. 69; p. 70). La diffusion et promotion de la notion de souveraineté alimentaire par ce réseau transnational est significative puisqu'elle aura contribué « à « rendre crédible » auprès d'un éventail plus large d'agents sociaux « la perspective d'un ordre alternatif » (Thivet, 2012, p. 69; p. 70).

Abordée pour la première fois dans le cadre de la deuxième conférence internationale de la Via Campesina en avril 1996 au Mexique (Desmarais, 2003), la souveraineté alimentaire réfère au droit des États et populations à définir leurs propres politiques agroalimentaires. Plus encore, la Via Campesina annonce que :

[s]e nourrir est un droit humain fondamental. Ce droit ne peut être rendu effectif que dans un système dans lequel la souveraineté alimentaire est garantie. La souveraineté

alimentaire est le droit de chaque nation de maintenir et développer sa capacité de produire ses aliments de base dans le respect de la diversité des cultures et des produits. Nous avons le droit de produire notre propre nourriture sur notre propre territoire. La souveraineté alimentaire est une précondition pour une véritable sécurité alimentaire (Déclaration pour la souveraineté alimentaire, 1996).

#### 2.4.4 Convergence nationale des organisations paysannes maliennes : la naissance de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (CNOP)

La constitution d'une délégation malienne à la convention de Cotonou où a été créé le ROPPA en 2000 donnera un second souffle au processus de convergence des organisations paysannes entamé en 1996 à Ségou, au Mali (Barbedette, 2004). En janvier 2002, alors qu'un des objectifs du ROPPA est d'engager un « vaste programme de renforcement des capacités au niveau de ses plateformes », l'AOPP, grâce à un financement du Réseau, tiendra avec les autres OP maliennes un atelier de diagnostic institutionnel au cours duquel il sera décidé de créer un cadre national de concertation. La Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) du Mali venait alors de naître.

La CNOP a été créée par les OP pour pouvoir parler des politiques agricoles d'une seule voix au gouvernement. La CNOP travaille uniquement sur la question des politiques agricoles contrairement aux fédérations qui offrent des services aux membres. La CNOP est l'instance qui représente les intérêts des OP sur toutes les questions de politiques agricoles, commerciales et alimentaires (entretien, CNOP).

Forte de l'expérience de plaidoyer politique du ROPPA, la CNOP en visant la construction d'un mouvement paysan national crédible « porteur de la promotion socio-économique durable des exploitations familiales » se donnera comme objectif général de « permettre aux organisations paysannes du Mali de contribuer à la définition d'une vision claire de l'agriculture malienne et d'une politique agricole cohérente centrée sur les exploitations familiales agricoles » (CNOP, site internet).

Depuis plusieurs années déjà, les OP du Mali avaient été les premières à poser le problème de l'inexistence de politiques agricoles au pays. Avant la naissance de la CNOP, certaines fédérations, notamment l'AOPP, avaient déjà mentionné la nécessité d'élaborer une politique agricole au Mali (entretien, CNOP a).

C'est ainsi qu'un travail de plaidoyer non officiel pour la création, de façon participative, d'une loi d'orientation agricole qui reconnaîtrait l'exploitation familiale a été entamé par



des dirigeants d'organisations paysannes auprès de la Cellule infra structures et filières agropastorales, organe directement rattaché à la présidence d'Amadou Toumani Touré (Jacovetti, 2010). Lorsque la présidence a accepté d'aller de l'avant avec un tel projet en 2005, la CNOP a été désignée pour la mise en œuvre de la concertation paysanne de cette loi-cadre.

#### 2.4.5 Élaboration de la Loi d'orientation agricole : espace de médiation entre l'État et le monde paysan malien

L'association étroite de la CNOP au processus de conception de la Loi d'orientation agricole (LOA) marquera une rupture importante avec les procédures traditionnelles en matière d'élaboration de politiques. En effet, jusqu'à ce moment, « toutes les lois étaient édictées sans la voix des concernés. Pour la première fois, une volonté forte soutenue politiquement par le chef d'État lui-même, de donner la parole aux acteurs impliqués, apparaissait » (Jacovetti, 2010). C'est ainsi que de mai à septembre 2005, la CNOP mènera, avec comme support un document d'orientation élaboré par le gouvernement, des concertations paysannes. Un responsable de la CNOP nous explique le processus d'élaboration de cette loi :

Les résultats recueillis lors des concertations paysannes menées en 2005 ont été synthétisés et validés lors d'un atelier regroupant plus d'une centaine de délégués paysans qui a eu lieu en 2006 à Ségou. Cet atelier, appelé Synthèse paysanne, a permis d'élaborer le Mémorandum paysan qui est la synthèse de l'ensemble des préoccupations des paysans du Mali concernant la politique agricole. C'est sur la base de ce document que nous sommes allés auprès des ministères qui sont concernés par la question, pour rédiger en entier le texte de la LOA. Cette loi a donc été négociée, article par article, entre les ministères et nous. Ensuite, le texte est parti dans le processus interministériel où chaque ministre avait la possibilité de donner son avis sur la cohérence des dispositions avec les autres engagements pris par l'État malien. Ce processus a mené à de petits changements dans certains articles et le texte a ensuite été déposé à l'Assemblée nationale. Pendant ce temps, nous avons engagé un processus de lobbying pour restaurer les parties que certains ministres avaient modifiées. Cela a été un travail difficile demandant beaucoup d'énergie sur plus d'une année. Il a abouti en septembre 2006 au vote de la LOA par l'Assemblée nationale. (entretien, CNOP a).

Cette LOA consacrera l'obtention d'acquis non négligeables pour les militants. En effet, en plus d'accorder une place importante aux organisations paysannes et à la concertation (article 31), cette loi adopte le concept de souveraineté alimentaire.

L'enjeu affiché de la LOA du Mali est de redonner au secteur agricole local toute son importance dans l'approvisionnement de la population. Le gouvernement malien entend par là limiter et diminuer sa dépendance aux importations. Pour cela la LOA fixe un cadre qui doit permettre au gouvernement de développer une agriculture durable, moderne et compétitive, et de valoriser le potentiel et le savoir-faire local. D'après la LOA, cela doit garantir la souveraineté alimentaire du pays et faire du secteur agricole local le moteur de l'économie nationale. La Loi d'orientation agricole du Mali réaffirme ses objectifs de réduction de la pauvreté, d'équité sociale, de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles et de protection de l'environnement (GRET, 2006, p. 5).

#### 2.4.6 Émergence d'un réseau régional de plaidoyer politique : la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN)

L'Afrique de l'Ouest a commencé à étudier la possibilité d'utilisation des biotechnologies au courant de l'année 2003 pour répondre, par une augmentation de la productivité agricole, au problème d'insécurité alimentaire auquel elle fait face (CORAF, 2010). En 2004, la CEDEAO organisa au Burkina Faso une conférence régionale sur la question dont la thématique était « La maîtrise des sciences et technologies en vue d'accroître la productivité agricole en Afrique : perspectives ouest-africaines » (CORAF, 2010, p. 2). Des acteurs de la société civile ouest-africaine se sont alors réunis en parallèle à cette rencontre pour adresser la question de l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) sur les communautés agricoles locales et il a été alors décidé de créer la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN).

Composé de neuf coalitions nationales (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Mali, Niger, Sénégal et Togo), la COPAGEN se veut un mouvement de la société civile qui œuvre « pour la sauvegarde du patrimoine génétique africain et pour une utilisation durable des ressources biologiques africaines à travers la protection des droits des communautés locales et des agriculteurs, la régulation de l'accès à la biodiversité et la gestion des risques liés au génie génétique » (COPAGEN, s.d.). Se mobilisant pour la souveraineté alimentaire, ce réseau est composé de personnes physiques (sociologues, généticiens, juristes, etc.) et d'organisations variées de la société civile (organisations paysannes, organisations de jeunes, de femmes, ONG, syndicats, mouvements des droits de l'homme, associations de consommateurs, etc.) (COPAGEN,

s.d.). Créée originalement pour prendre position face aux enjeux et risques liés aux OGM, la coalition se penche également, depuis les cinq dernières années, sur la question des accaparements de terres en Afrique, phénomène qui prend une ampleur particulière depuis la crise économique et alimentaire de 2008. La promotion de l'agriculture paysanne et la préservation de la biodiversité des cultures alimentaires représentent un autre pôle d'action de la coalition. Le plaidoyer, l'information, la sensibilisation et la mobilisation sociale sont les modes d'action privilégiés de la COPAGEN. Le point focal de la coalition nationale malienne, qui compte 29 organisations membres, est assuré par l'AOPP.

L'avènement de cette coalition est significatif pour le mouvement militant en faveur de la souveraineté alimentaire au Mali et plus généralement dans la sous-région. Ayant réussi à s'imposer dans le débat public, la COPAGEN bénéficie actuellement d'une légitimité qui l'a positionné comme interlocuteur inévitable auprès de certaines instances décisionnelles. « La COPAGEN a obtenu un siège dans la plupart des forums nationaux de réflexion sur ces questions, pesant par ses études, enquêtes et contributions. Au Togo, la loi de biosécurité a été co-rédigée par un membre de la COPAGEN. Au Mali ou au Sénégal, les autorités retiennent des propositions du réseau » (Piro, 2012). Cette coalition, en opérant une convergence et des alliances entre des acteurs d'horizons variés, aura permis de renforcer et consolider le mouvement pour la souveraineté alimentaire qui était jusque-là principalement porté par des organisations paysannes. La concertation entre ces différents acteurs, en plus de contribuer au développement d'une vision commune, aura permis aux membres du réseau d'articuler un argumentaire clair, et plus encore, de développer une expertise sur l'impact de l'introduction des OGM et des acquisitions de terres sur les communautés locales et la souveraineté alimentaire.

#### 2.4.7 Forum Nyéléni : Reconnaissance du mouvement malien

Dans une volonté de reconnaissance des développements du mouvement paysan en Afrique de l'Ouest, la Via Campesina, qui depuis 2002 avait l'habitude d'organiser des rencontres internationales sur la thématique de la souveraineté alimentaire (Rome, 2002,

2005 et 2009, Havane, 2001), approchera le ROPPA en 2005 afin d'identifier un pays africain qui pourrait être l'hôte d'un nouveau forum. Le Mali, alors engagé dans l'élaboration de la LOA, proposera alors sa candidature et en 2007 s'y tenait à Sélingué, dans la région de Sikasso, le Forum Nyéléni. C'est la CNOP qui, membre du comité pilotage international de cet événement en tant qu'organisation locale, coordonnera la tenue du forum.

Rassemblant « plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, de migrants, d'éleveurs nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements écologistes et urbains » (Déclaration de Nyéléni, 2007 a), ce forum aura été l'occasion d'assurer encore une fois un travail de convergence entre les militants issus du secteur agroalimentaire et les différentes organisations de la société civile. Cet événement contribuera également à un approfondissement des revendications pour la souveraineté alimentaire en proposant « un nouveau modèle d'alter-mondialisation inclusive » (Gurcan, 2011, p. 31). La Déclaration de Nyéléni qui en découla rend compte de cet important travail de convergence des luttes et d'alliance :

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantit un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétails et biodiversités soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalité entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations (Déclaration de Nyéléni, 2007).

Dans l'objectif de rendre plus opérationnelle la notion de souveraineté alimentaire, des réflexions stratégiques et tactiques sur les champs de luttes à mener ont conduit à la définition de six grands piliers : la priorité donnée à l'alimentation de la population; la valorisation des producteurs d'aliments; la localisation des systèmes de nourriture; le renforcement du contrôle local; la construction des savoirs et du savoir-faire; le travail avec la nature.

Selon les organisateurs de l'évènement, le Forum Nyéléni et les réflexions qu'il aura suscitées aura inspiré la mise sur pied d'initiatives importantes pour la souveraineté alimentaire dans le monde : l' Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) et Pérocaribe en Amérique latine ainsi que la révision des constitutions népalaise, équatorienne et bolivienne pour y inclure le concept de souveraineté alimentaire (Nyéléni, 2007 b). En accueillant cet évènement d'envergure internationale, le Mali obtiendra également la reconnaissance du mouvement international des luttes menées en faveur de la souveraineté alimentaire au pays. Le Comité de pilotage du Forum affirmera d'ailleurs dans le compte-rendu de l'évènement que : « [c]e beau pays occupe maintenant une place privilégiée dans la lutte pour la souveraineté alimentaire » (Nyéléni, 2007 b, p. 3).

### Commentaires de synthèse

L'objectif de ce deuxième chapitre, en plus de clarifier la définition de l'agriculture familiale, était de comprendre le contexte ayant favorisé l'émergence du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali. En s'appuyant sur la théorie des régimes alimentaires, nous avons d'abord retracé l'origine des phénomènes de modernisation et mondialisation de l'agriculture qui se sont déployés sur des politiques d'accès aux ressources naturelles et d'extraversion économique. La mise en lumière de l'évolution des politiques agricoles maliennes depuis l'époque coloniale a ensuite permis d'identifier qu'elles ont menées à la fragilisation et marginalisation de la paysannerie. Cette « crise paysanne », couplée à la démocratisation politique du pays, mènera les organisations paysannes maliennes à une volonté d'organisation et de défense de leurs intérêts aux

échelons local, national, sous-régional et transnational. La consolidation de ces organisations paysannes, la mise en place d'alliances et de convergences avec d'autres mouvements et l'investissement des sphères politiques marqueront donc l'émergence du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali.

Les deux prochains chapitres s'attarderont à la présentation des données empiriques du projet de recherche. En nous intéressant au processus de remise en question et de redéfinition du modèle agroalimentaire actuel, nous chercherons à mettre en lumière les dynamiques du pouvoir d'agir du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali.

### CHAPITRE III

#### POUR UN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE BASÉ SUR L'AGRICULTURE FAMILIALE

Construits à partir des données empiriques recueillies au Mali en 2011, les deux prochains chapitres ont pour objectif de mettre de l'avant le processus de remise en question et de tentative de redéfinition du modèle agroalimentaire dominant par les militants pour la souveraineté alimentaire au Mali. Notre argumentaire s'est développé à partir de la perspective des militants rencontrés sur le terrain. En plus de nous permettre de mettre en lumière les principaux enjeux qui se dessinent pour le mouvement, nous y soulèverons les dynamiques du pouvoir d'agir dans les discours et pratiques de ceux-ci. Rappelons que ces dynamiques seront repérées grâce à la mise en tension des analyses critiques, en termes de rapports pouvoir, de la situation actuelle, des propositions alternatives à celle-ci et de la mise en action des acteurs sociaux impliqués dans le mouvement. Ces chapitres permettront également de mettre de l'avant les implications politiques et sociales qui sont sous-tendues par les discours et les pratiques relatives à la notion de souveraineté alimentaire.

Ce premier chapitre empirique s'intéresse à la volonté du mouvement pour la souveraineté alimentaire de promouvoir un développement agricole durable, endogène et autocentré, marqué « par la recherche d'alternative au modèle de développement agricole productiviste » (Blein et Jeudy, 2007, p. 17) et par une rhétorique « paysanne » qui privilégie un développement basé sur l'agriculture familiale. Selon cette vision, et c'est ce que nous traiterons d'abord dans ce chapitre, est dénoncé l'impact de la libéralisation des politiques agricoles sur l'appauvrissement des populations paysannes et la marginalisation économique du pays. En contrepartie, est défendue la nécessité de la reconnaissance, du soutien et du renforcement de l'agriculture familiale. Nous nous intéresserons ensuite à la promotion de cette agriculture multifonctionnelle qui, selon les militants, passe par la

mise en œuvre de politiques publiques fortes impliquant sa protection et misant sur la notion du bien commun.

### 3.1 Pour la reconnaissance, le soutien et le renforcement de l'agriculture familiale

#### 3.1.1 Libéralisation des politiques agricoles, appauvrissement des populations paysannes et marginalisation économique

Les acteurs rencontrés ont tous mis en lumière le fait que le concept de souveraineté alimentaire a émergé au Mali, comme ailleurs, dans un contexte de libéralisation des politiques agricoles marqué par le retrait de l'État et l'ouverture des marchés dans la foulée de la mise en place des PAS. Ce phénomène aura comme conséquence l'augmentation des inégalités entre catégories de producteurs et mènera à une segmentation du milieu agricole. L'appauvrissement des communautés paysannes, la marginalisation économique du pays et l'accroissement de la dépendance à l'économie mondiale sont alors dénoncés. Les propos recueillis dans un article rédigé par un des militants rencontrés dans le cadre de cette étude (entretien, IRPAD) reprennent bien l'essence de cette analyse :

Du fait de la concurrence déloyale, les producteurs de céréales, de fruits et légumes, des volailles, des animaux de différentes natures sont pénalisés et croient difficilement à l'avenir de leurs productions. Les produits importés venus de « chez eux » sont moins chers que les produits locaux « de chez nous » à cause de l'ouverture des marchés suite aux programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés par le FMI, la Banque mondiale et certaines élites africaines complices de la destruction des économies de leur continent. Les subventions des États-Unis, de l'Union européenne et autre pays producteurs, accordés pour d'autres produits, cassent les prix et fragilisent les marchés des produits des pays économiquement faibles. Ce commerce injuste est source d'appauvrissement des producteurs et de nos opérateurs économiques privés qui souvent, consciemment ou inconsciemment, jouent le jeu des produits de « chez les autres ». C'est l'économie des pays qui en payent les frais incommensurables (Goïta, 2010).

Nous exposons ici plus en profondeur les implications concrètes de cette libéralisation et mettons de l'avant la manière dont les militants articulent leur compréhension du phénomène.



Précisons d'abord que la rhétorique sur la libéralisation des politiques agricoles s'appuie sur la théorie des avantages comparatifs selon laquelle la spécialisation économique permettrait une augmentation de la production totale de produits alimentaires et donc une plus grande accessibilité à ceux-ci à travers la mise en place d'un commerce international. L'efficacité, la compétitivité et la concurrence sont des principes centraux au fonctionnement du libre-échange économique. En effet,

(...) l'impératif de compétitivité – faire face à la concurrence et gagner des parts de marchés pour soutenir une croissance basée sur la division internationale du travail – implique une performance sur les coûts, les volumes et les qualités, mais aussi une capacité des acteurs d'un territoire à s'adapter aux changements de l'environnement des marchés. Ainsi, la qualité des systèmes locaux d'innovation est essentielle puisqu'elle détermine la flexibilité qui permet de valoriser au mieux les actifs spécifiques et elle permet de comprendre – avec les dotations en facteurs – quels sont les pays et régions qui gagnent (Losch *et al.*, 2003, p. 11).

Il apparaît toutefois, pour les promoteurs de la souveraineté alimentaire, qu'en fonction de cette logique, certaines catégories de population et régions du monde « moins performantes » se voient marginalisées par ce système économique. Un militant affirme que :

(...) l'État malien aujourd'hui est dans un rapport de force qui est à son désavantage par rapport aux pays occidentaux comme la France et les États-Unis. Ces États imposent leurs politiques sur les États faibles et appauvris qui contribuent au transfert des ressources du Sud vers le Nord (entretien, CAD Mali).

Tel que présenté dans le chapitre précédent, le Mali a été marqué, à partir de la fin des années 1970, par des changements importants au niveau économique et institutionnel modifiant les conditions de productions agricoles. La libéralisation des politiques agricoles et la mise en œuvre des PAS ont impliqué le désengagement de l'État malien de ces fonctions de coordination et d'appui au secteur agricole. L'abandon des crédits agricoles et des dispositifs publics qui assuraient jusqu'alors l'identification de la demande des producteurs, le contrôle de la qualité et les services de conseils et vulgarisation ont marqué le processus de démantèlement de ce dispositif de services publics. L'abolition progressive des mécanismes de protection des marchés nationaux et locaux a contribué aussi à une confrontation de plus en plus importante des agricultures africaines aux marchés mondiaux (Losch *et al.*, 2003). Ainsi,

face au double choc que constituent un ajustement extérieur – l'ouverture des frontières et la dévaluation – et un ajustement interne – la libéralisation et le resserrement du crédit », [tendent à s'opposer de façon plus manifeste une] (...) minorité d'exploitations, fortement dotées en facteurs de production et en capital social, évoluant vers une logique d'entreprise et la production de biens agricoles exclusivement destinés au marché, et [...] une agriculture plus 'traditionnelle', à cheval entre logiques d'autoconsommation et de marché, avec des dotations en facteurs plus inégales et plus fragiles (Bélières *et al.*, 2002, p. 1).

La segmentation progressive de l'agriculture se traduit alors par l'augmentation des inégalités entre catégories d'acteurs au sein du secteur agricole au niveau national, mais également à l'échelle internationale. À titre d'illustration, mondialement :

(...) pour cent actifs agricoles, il y a 18,1 animaux de travail agricole et 2,1 tracteurs. Deux tiers utilisent couramment des semences sélectionnées, des engrais minéraux, mais il y a toujours 500 millions d'actifs agricoles n'ayant toujours rien d'autre que leur force de travail. Aujourd'hui, suite aux différentes améliorations de la productivité agricole, les plus compétitifs arrivent à produire plus ou moins 2000 tonnes par travailleurs par an. Ceux étant restés à côté de toute évolution technologique et de tout soutien ne produisent qu'une tonne par travailleur par an. L'écart de productivité est donc de 1 à 2000 (Mazoyer, 2008 *cité dans* Grenade, 2010, p. 28).

Ainsi, l'augmentation de la production mondiale due entre autres aux subventions gouvernementales et aux gains de productivité générée par les agro-industries, occidentales particulièrement, a entraîné une diminution importante des prix des denrées agricoles ce qui a contribué à la marginalisation et l'appauvrissement des exploitations familiales. Ce nouveau contexte de diminution des prix n'est alors avantageux que pour les producteurs pouvant assumer l'instabilité des prix afin de continuer à investir pour finalement acquérir le plus de parts de marché possible, la majorité des agriculteurs maliens n'ayant pas ou plus cette capacité notamment en raison de l'abandon des crédits agricoles par l'État. Le renouvellement de leurs moyens de production et la conservation de leurs parts de marché se voient alors raréfiés et les économies locales s'affaiblissent.

Comme mis de l'avant par plusieurs acteurs rencontrés, la crise du coton au Mali, ressentie à partir du début des années 2000, est un exemple éloquent de ce phénomène. Tel qu'expliqué par un professeur de l'Université de Bamako, à partir des années 1970,

(...) l'économie du Mali est devenue de plus en plus extravertie, orientée essentiellement sur l'exportation, notamment des cultures de rentes comme le coton. Concomitamment avec la chute des cours mondiaux, cela a entraîné une paupérisation dramatique des paysans qui de plus en plus se sont posé des questions quant à la pertinence de l'abandon des cultures vivrières pour les cultures industrielles (entretien, professeur).

Rappelons que la filière du coton avait été mise de l'avant depuis l'époque coloniale comme moteur de développement pour le pays, cette culture faisant vivre directement, en 2006, un quart de la population malienne en plus de représenter 8% du revenu national (Behrent, 2006). Couplées à la diminution générale de la demande mondiale et à l'augmentation de la productivité, les importantes subventions injectées entre autres dans le secteur cotonnier américain contribueront à la baisse des cours d'au moins 20%, situation qui amènera des pays comme le Mali à vendre sa production à perte. Qualifiées de *dumping* « en raison de la chute des cours et de la mévente générale du coton que celles-ci occasionnent », ces subventions agricoles contribueront à la distorsion des marchés internationaux (Sanogo, 2007, p. 2-3). L'accaparement des parts de marché par les États-Unis et la vente de coton très près, voire sous son prix de production entrainera alors un appauvrissement direct d'une partie importante de la population malienne en plus d'avoir un impact plus large sur l'économie nationale, la croissance du PIB se voyant ralentir (Sanogo, 2007). « Le Comité consultatif international du coton estime à 191 millions de dollars la perte subie par les pays ouest-africains producteurs de coton. Selon les mêmes estimations, les pertes enregistrées au Mali et au Bénin, par exemple, dépassent l'aide au développement que leur accordent les États-Unis » (Sanogo, 2007, p. 2). Notons ici d'ailleurs que la Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire (COFERSA), organisation que nous présenterons plus en détail plus bas, s'est entre autres développée afin de « lutter contre les effets de l'appauvrissement provoqué par l'industrialisation de la production cotonnière au Mali » (Newfield Foundation, s.d.).

Les importations massives et le dumping de produits alimentaires sont d'ailleurs les problématiques qui ont été les plus abordées par les acteurs rencontrés. Un militant nous raconte :

On a maintenant plus de pâtes venant d'Italie ou de riz venant de la Thaïlande que de produits locaux dans nos marchés. Même si nous produisons nationalement suffisamment de céréales pour nourrir la population, on continue à importer des denrées alimentaires ce qui a pour effet de diminuer de façon importante le prix à la vente des aliments. Le paysan s'en voit alors perdant, car son coût de production est souvent plus élevé que le prix auquel il réussit à le vendre. En achetant des produits importés, on soutient des paysans à l'extérieur du cadre national au détriment de la paysannerie malienne (entretien, IRPAD).

La chute des prix des denrées agricoles ne s'est toutefois pas traduite par une réduction des prix à la consommation. Au contraire, la crise alimentaire nous a révélé que les prix des aliments pour les ménages tendent plutôt à évoluer à la hausse. Cette situation est entre autres le résultat d'une série de chocs collatéraux engendrés par le développement des agrocarburants, par la hausse des prix du pétrole, par les changements climatiques, par l'émergence et le changement d'habitudes de vie des populations des pays émergents et plus structurellement, par l'augmentation du rôle des intermédiaires dans la commercialisation des denrées alimentaires. À ce titre, un acteur rencontré nous indique qu'un sac de cinq kilos de mil, acheté auprès du producteur à environ 3 500 francs CFA, peut être revendu au prix de 22 000 francs CFA en milieu urbain (entretien, professeur). L'importante marge de profit engrangé par ces intermédiaires se fait encore une fois au détriment de la population paysanne, mais également, des consommateurs urbains. Combiné à la diminution du revenu en raison de l'abaissement de la rémunération de l'exploitation des produits agricoles, l'augmentation considérable des prix à la consommation contribuera à la paupérisation des communautés ouest-africaines. À titre d'illustration, l'indicateur du prix international des denrées alimentaires a subi une augmentation de 82% entre 2006 et 2008 (Banque mondiale, 2013), l'Afrique de l'Ouest ayant suivi cette tendance générale. Bien que moins dépendant des importations alimentaires que d'autres pays de la sous-région, le Mali a tout de même été affecté par cette hausse importante puisqu'en plus de subir l'augmentation du coût du transport et des intrants agricoles, la hausse s'est répercutée sur le prix des céréales produites localement (OXFAM international et Save the Children, 2008, p. 5).

Ajoutons que le discours qui justifie ces politiques tend à opposer l'agriculture de type productiviste, susceptible de nourrir les populations, et l'agriculture familiale, moins efficace économiquement (Bélières *et al.*, 2002, p. 6). Ainsi, dans le contexte post-ajustement marqué par le retour à des investissements dans le secteur agricole<sup>5</sup>, les appuis consentis favorisent une minorité d'opérateurs généralement engagés dans les filières d'exportation spécialisées. Un représentant de la CNOP nous explique qu'alors que 55%

---

<sup>5</sup> En effet, les « crises alimentaires de 2005 et de 2008 ont réactivé la peur de manquer au Mali et, de ce fait, ont revivifié le vieux projet colonial d'en faire un pays non seulement durablement autosuffisant, mais également exportateur de riz en Afrique de l'Ouest » (Roy, 2010, p. 87).

des exploitations familiales n'ont même pas accès à une charrue et à une paire de bœufs, le gouvernement malien privilégie la mise en œuvre de programmes tels qu'*Opération 300 tracteurs* visant la mécanisation de quelques grandes exploitations (entretien, CNOP). Il renchérit en affirmant :

(...) qu'au lieu de soutenir les efforts des paysans qui composent la majorité de la population agricole malienne, on est en train d'amener d'autres modes de production comme l'agro-business et les entreprises agricoles. On amène une sorte de nouvelle élite dans l'agriculture, totalement en déphasage avec la réalité locale, qui accapare les ressources de la paysannerie (*Op. cit.*).

À ce sujet, en rappelant que l'agriculture malienne repose à 68% sur des exploitations familiales de petite taille, c'est-à-dire cultivant moins de cinq hectares de terres, notons que seulement 2% des superficies cultivées au Mali ont bénéficié de semences améliorées, 26%, de fumure minérale et 28% ont été labourées avec traction animale (Samaké *et al.*, 2007, p. xi). Les autres superficies, qui représentent donc la grande majorité des exploitations agricoles maliennes, sont alors encore cultivées manuellement sans l'utilisation de facteurs d'intensification (Samaké *et al.*, 2007, p. iv). Toutefois, les filières de coton et de riz, cultures phares d'exportation pour le Mali, auront quant à elle bénéficié de la majorité des ressources publiques affectées au développement agricole. En effet, « environ 30% des exploitations agricoles vont concentrer près de 70% des investissements publics » (Samaké *et al.*, 2007, p. vii), ces appuis ayant d'ailleurs contribué à l'augmentation considérable de la productivité de ces deux cultures, certains parlant même de « révolution blanche » pour le coton et de « *success story* de l'intensification rizicole » dans le cas de l'Office du Niger (Samaké *et al.*, 2007, p. vii).

Dans un même ordre d'idée, alors que le commerce international se base essentiellement sur des produits à haute valeur ajoutée, les produits manufacturés, le Mali n'a à peu près pas changé de spécialisation depuis la division du travail imposé lors de la colonisation. Elle demeure exportatrice de produits primaires et importatrice de produits manufacturés et alimentaires (Hugon, 2003). La mince rentabilité de ces matières premières provoquerait alors une perte de compétitivité du Mali. En effet, comme le précise Mc Michael,

*the current restructuring of world agriculture intensifies a global division of agriculture labor, where trade in low-value temperate cereals and oils seeds has been historically*

*dominated by the North, and trade in high-value products has been distributed increasingly to corporate agro-exporters producing in the South* (Mc Michael, 2000, p. 23).

Le secteur primaire, qui occupe au Mali 80% de la population active, contribue à près de 45% du PIB du pays. Le secteur secondaire y étant encore très peu développé, ce sont principalement des produits à l'état brut qui sont actuellement exportés du pays (Samaké *et al.*, 2007, p. iv.). En effet,

(...) l'or constitue le principal produit d'exportation (environ 75 % des recettes d'exportation en valeur en 2012 et les revenus tirés de l'or représentent quelque 25 % du PIB). Quant au coton, il compte 15 % des recettes totales d'exportation et environ 1 % du PIB en 2012. L'économie est fondamentalement assise sur le secteur primaire (36 % du PIB), même si la part du secteur tertiaire (35 % du PIB) est de plus en plus importante (Konaté et Diarra, 2014, p. 3).

Un militant rencontré nous explique cette situation en ces mots : « nous produisons le coton et le vendons dans sa version brute à bas prix sur les marchés mondiaux pour enfin le racheter transformé à prix beaucoup plus élevé » (entretien, IRPAD). En plus de rester largement tributaire d'un marché international de plus en plus volatil, la structure économique des échanges du Mali s'en voit conséquemment fragilisée. Il apparaît d'ailleurs que le taux de dépendance aux importations a connu une croissance considérable depuis la deuxième moitié de la décennie 2000. En raison entre autres du processus d'urbanisation de la population et de la croissance démographique que connaît le pays, « le taux de dépendance [aux importations alimentaires] est passé de 16% à 24% entre 1995-1999 et 2005-2008 » (RESAKSS, 2011, p. 38) et ce, malgré la hausse de la production de céréales connue à cette même période. De ce fait, l'économie malienne reste « polarisée sur les économies européennes qui représentent plus de deux tiers de leurs zones d'échanges commerciaux et de l'origine de leurs capitaux » (Hugon, 2003, p. 405). Ainsi, le Mali se trouve actuellement dans une situation de marginalisation économique tout en étant à la fois de plus en plus dépendant de l'économie mondiale. En effet, « la part de l'Afrique dans les flux nets vers les pays du nord est passée de 27 à 8 % en moins de 20 ans et les revenus moyens par habitant ont régressé de 10% entre 1980 et 2000 » (Bosc et Losch, 2002, p. 4). « Le mouvement international de fusions-acquisitions parmi les firmes de l'industrie et du négoce, qui se traduisent par l'émergence de macro-acteurs privés dans les filières agricoles africaines » et les politiques libérales post-ajustement favorisant la promotion du secteur privé renforceront cette situation

d'asymétrie entre les différents acteurs du secteur agricole mondial (Bélières *et al.*, 2002, p. 5).

En somme, les militants dénoncent ces processus de segmentation des agricultures, de marginalisation économique des exploitations familiales et d'appauvrissement d'une part de plus en plus importante de la population malienne. La polarisation économique et la dépendance accrue à l'économie mondiale sont aussi des risques adressés par le mouvement de la souveraineté alimentaire au Mali.

### 3.1.2 Promotion de la multifonctionnalité et de la modernité de l'agriculture familiale

Face à ce constat, en plus de contribuer à la remise en question du modèle agricole productiviste que la libéralisation des politiques agricoles sous-tend, les défenseurs de la souveraineté alimentaire font la promotion de la reconnaissance, le soutien et le renforcement de l'agriculture familiale, qui représente pour eux la « production idéale pour un développement agricole équilibré » (entretien, AOPP). En effet, bien que défavorisés par les politiques agricoles mises en place depuis l'époque coloniale, les acteurs rencontrés avancent que cette forme d'agriculture s'est maintenue et adaptée dans le temps. Un représentant de l'IRPAD et membre de la COPAGEN explique en ce sens dans un article qu'il a écrit que :

(...) la production [malienne] des céréales sèches (mil, sorgho, maïs, fonio) a constamment augmenté sauf pour la campagne 2004/2005 qui a connu des attaques des criquets pèlerins ayant causé des dégâts dans les exploitations. Il faut signaler que pendant toutes ces années, la production globale a toujours été excédentaire avec une moyenne de plus de 500.000 tonnes d'excédents par rapport aux besoins en céréales du pays. La production des céréales au Mali a été estimée à plus de 4 millions de tonnes en 2008 – 2009 et elle a atteint le seuil de 6,3 millions de tonnes pendant la campagne 2009 – 2010, selon les chiffres officiels donnés par les services du ministère de l'Agriculture du pays. Il est vrai que certaines zones sont chroniquement déficitaires, mais la production globale du pays est suffisante pour nourrir l'ensemble de la population. Le problème à ce niveau reste alors la question de l'accessibilité d'une partie de la population à la nourriture, mais aussi la faiblesse de l'organisation des marchés locaux avec la non-valorisation des produits locaux (Goïta, 2010).

L'analyse micro-économique de l'impact de la libéralisation économique sur les exploitations familiales réalisée par Bélières *et al.*, a en ce sens révélé l'importante

capacité d'adaptation des exploitations familiales : « les producteurs ont su réduire leurs charges, améliorer leur productivité et ajuster leurs surfaces en fonction d'un niveau minimal de rentabilité, avant de regagner ensuite des marges de progrès » (Bélières *et al.*, 2002, p. 15). La pérennisation de ce phénomène est toutefois menacée par la segmentation de l'agriculture qui implique un risque important « d'accaparement des nouvelles opportunités de croissance » (*Ibid*, p. 30). La mise en œuvre de politiques de soutien aux exploitations familiales est alors revendiquée par les militants.

En mettant en lumière le rôle important que l'agriculture joue dans la sécurité alimentaire des populations, mais également au niveau du développement social et de la gestion des ressources et territoires, les acteurs rencontrés renforcent cet argument de la nécessité d'un appui à l'agriculture paysanne. « Ossature du système économique du pays, l'agriculture familiale emploie plus de 70% de la population malienne. Imaginez-vous un pays où plus de la moitié de la population ne demande pas au gouvernement de leur trouver du travail, ça c'est le rêve de tous les pays développés », nous explique un représentant de la CNOP (entretien, CNOP). En plus d'employer une majorité de la population, les militants ajoutent qu'il s'agit de la forme d'agriculture qui nourrit encore actuellement la grande majorité des habitants. « Miner l'agriculture familiale représente alors un risque important pour la sécurité alimentaire de la population malienne » (entretien, IAD). Une militante affirme en ce sens que :

(...) malgré la modernisation et la technicisation de l'agriculture, jusqu'à présent ce sont les paysans qui contribuent à produire la majorité de ce que les humains mangent. Nous avons compris aussi que plus ces paysans sont en danger, plus nous sommes en danger. Ce ne sont pas les multinationales dont le principal objectif est de générer des profits qui vont assurer notre sécurité alimentaire. En plus de ça, les multinationales favorisent les problèmes de malbouffe, de dégradation de l'environnement et donc de problèmes de santé, de dégradation de l'environnement. Notre sort dépend de celui des paysans et c'est pourquoi qu'il faut qu'on aille vers une reconquête de la souveraineté alimentaire (entretien, IAD).

Faisant écho à la définition de l'agriculture paysanne et familiale présentée au deuxième chapitre, les acteurs rencontrés ont également mis de l'avant que le soutien à l'agriculture familiale contribuerait à la protection et consolidation du bien être et à l'autonomie des communautés. En effet, il apparaît que les exploitations familiales entretiennent des liens étroits avec le milieu et l'environnement dans lequel elles s'insèrent. La connaissance



historique d'un terroir et des conditions locales lui étant associées permet à ces exploitations d'être particulièrement résilientes, face aux changements climatiques notamment. « La notion d'agriculture paysanne met donc l'accent sur l'ancrage territorial auquel sont associées des spécificités productives et culturelles » (Grenade, 2010, p. 20). Ces systèmes de production ne peuvent non plus être dissociés de la gestion des relations humaines, la structure familiale étant au cœur des décisions y étant relatives. Dans un article, le représentant de l'IRPAD affirme que :

(...) les exploitations agricoles familiales [...] sont des entités ou entreprises socio-économiques dont le lien entre les membres est un lien familial. Les membres mettent ensemble leurs moyens en termes de savoirs, savoir-faire et savoir-devenir, mais aussi en termes de ressources financières et matérielles pour produire de la richesse avec la commercialisation du surplus. La production est, dès lors, en priorité, orientée vers l'alimentation de la famille même si elle n'exclut pas les ventes du surplus pour satisfaire d'autres besoins des membres. Elle est différente de l'entreprise agricole de type privé dont le lien entre les membres est le capital (les ressources financières sous forme de contributions de chaque actionnaire ou du seul promoteur individuel) (Goïta, 2010).

Ne fonctionnant « pas selon une logique capitaliste d'accumulation du profit [...] [l'agriculture familiale] cherche avant tout à assurer la reproduction des moyens de subsistance et des revenus de la famille » (Kroll, 2009, p. 39 *cité dans* Grenade, 2010, p. 20). L'agriculture familiale se caractérise donc « par un système économique spécifique reposant sur la famille et sur le terroir, capable de s'adapter et de préserver son autonomie; elle cherche à fonctionner d'abord dans une logique de circuit de proximité favorisant la recherche d'équilibre et de sécurité » (Devèze, 2008, p. 391 *cité dans* Grenade, 2010, p. 20).

« L'organisation socio-économique de l'agriculture familiale est intégrée au tissu économique. Elle implique également une organisation culturelle qui crée des repères, qui fonctionne selon sa propre logique, et qui permet la pérennisation d'un système » affirme une militante (entretien, IAD). Ainsi, alors que l'agriculture familiale est souvent présentée comme arriérée et inefficace, les promoteurs de la souveraineté alimentaire mettent plutôt de l'avant ses bienfaits aussi bien au niveau de la production que de la redistribution des ressources :

Il semble qu'il n'y ait pas d'exemples où, à productivité agroécologique comparable, la valeur ajoutée par hectare d'une petite agriculture maraîchère à forts intrants en travail

physique humain, à faibles intrants en rémunération du travail physique humain, et à fort ratio superficie récoltée par superficie arable, ne soit largement supérieure à la valeur ajoutée à l'hectare d'une grande exploitation. Avec une préparation des terres constantes et adaptées, le travail physique humain préserve les sols. » (Colomb, 2009, p. 79-80 *cité dans* Grenade, 2010, p. 21).

L'exploitation agricole familiale s'avère également une stratégie efficace et peu onéreuse pour créer des emplois, diminuer le chômage et participer davantage au développement économique local que l'agriculture industrielle mécanisée (Ziegler, 2003, p. 110 *cité dans* Grenade, 2010, p. 21).

Enfin, puisqu'adaptée aux enjeux sociaux, alimentaires, économiques et écologiques contemporains, l'agriculture paysanne, loin d'être dépassée, est présentée par les militants, et ce, en opposition aux conceptions classiques, tant libérales que marxistes, du développement, comme « profondément moderne » (entretien, IRPAD, entretien, IAD).

### 3.1.3 Stratégies et expériences d'appui et de consolidation à l'agriculture familiale

En plus de faire un travail important de défense et de promotion que représente cette forme de production agricole, plusieurs organisations rencontrées travaillent à « l'appui et à la consolidation de cette agriculture paysanne, familiale et multifonctionnelle » (entretien, AOPP) dans une perspective de souveraineté alimentaire.

Une des stratégies mises de l'avant face à l'ouverture des marchés, à l'arrivée massive des produits importés et à l'affaiblissement des économies locales est la revalorisation des produits issus de cette agriculture. Ainsi, afin de « contribuer à la souveraineté alimentaire à travers la valorisation et la commercialisation des produits locaux de transformation » (BEDE, s.d.), un réseau de coopératives de femmes cultivant, transformant et commercialisant des produits issus de la biodiversité locale a décidé de se regrouper à l'échelle nationale dans l'objectif de contribuer à l'amélioration des capacités techniques et organisationnelles des membres. La Convergence des femmes rurales pour la souveraineté alimentaire (COFERSA) regroupait lors de notre passage au Mali, 16 coopératives représentant plus de 700 femmes dans six régions du pays. La COFERSA,

par un projet d'ouverture de boutiques dans les différentes régions du pays, cherche également à mettre sur pied un système de commercialisation visant à rééquilibrer l'accessibilité à des produits locaux transformés entre les zones agricoles productives et les zones déficitaires du pays. La COFERSA, qui a développé un argumentaire sur les avantages et inconvénients des produits locaux et importés, élabore également des outils de communications pour sensibiliser la population à ces enjeux. Des livres de recettes d'aliments locaux mettant l'accent sur les bienfaits nutritionnels, mais également écologiques, sociales et politiques de l'utilisation de ces produits ont été distribués dans les régions où se situent les coopératives. Des cassettes d'information sur les aliments locaux toujours, enregistrées en différentes langues locales, ont également été distribuées dans des radios locales des six régions où la COFERSA est présente. « Les produits locaux sont souvent boudés aux profits des produits importés en raison de leur prix parfois plus avantageux, mais également, car ils représentent un mode de consommation occidentale, signe souvent de réussite sociale », nous explique une représentante de la COFERSA (entretien, COFERSA). « Notre défi est de présenter à nos populations, les différents risques d'un tel mode de consommation tout en travaillant à la revalorisation de notre culture agricole et culinaire » (*Op. cit.*).

Dans un même esprit, l'Institut Africain pour l'alimentation et le développement durable (IAD) inscrit dans sa série d'activités, un programme d'éducation alimentaire, présenté comme alternative aux stratégies de mise en marché des multinationales agroalimentaires, qui consiste à sensibiliser les enfants en milieu scolaire aux enjeux nutritionnels, sanitaires, écologiques, économiques, politiques et culturels liés des produits alimentaires (entretien, IAD). À titre d'exemple, la directrice de l'IAD, nous explique comment est abordé l'haricot (en langue bambara *niébé*) dans le cadre de ce programme d'éducation alimentaire :

L'un de nos produits phares pour faire de l'éducation alimentaire c'est le haricot. Nous présentons d'abord les différentes variétés et les zones d'origines de cet aliment. Nous expliquons comment est acheminé l'haricot des zones rurales aux grandes villes du pays et nous mettons en lumière les difficultés que peuvent rencontrer les paysans au moment de la semence, mais également, au niveau de la conservation de la production. L'on fait ensuite une comparaison entre tous ces efforts et le prix dérisoire auxquels le *niébé* est vendu sur le marché. Nous faisons la comparaison également entre l'accessibilité à cet aliment et au riz importé d'Asie. Des ateliers de cuisine et de dégustation sont ensuite réalisés avec les

enfants. C'est une manière de leur apprendre des recettes culinaires qui sont en voie de disparition. Ensuite, on parle des traditions associées à la culture et à la consommation de cet aliment. Par exemple, lors de décès, il est de mise de préparer et distribuer le *niébé* lors du 3<sup>e</sup> jour et du 7<sup>e</sup> jour suivant l'évènement (entretien, IAD).

Tel que présenté dans le chapitre précédent, l'émergence et la consolidation qu'a connue le mouvement paysan ouest-africain est également déterminante en matière de promotion et consolidation de l'agriculture paysanne. En effet,

(...) [l]e changement du rôle de l'État promu par les programmes d'ajustement structurel, la démocratisation de la vie publique et la reconnaissance de la liberté d'association vont donner naissance à de nouvelles formes d'organisations, à la fois plus professionnelles, plus autonomes et plus revendicatives (Magha, 2010, p. 244).

Avec le soutien de partenaires du Nord et d'ONG diverses, les organisations paysannes, dont la mission première est l'amélioration des conditions de vie de leurs membres, mettront progressivement en place « de véritables systèmes de délivrance de biens et services de qualité à leurs membres » (Magha, 2010, p. 246). L'accompagnement des paysans dans l'amélioration de leur productivité et dans le développement d'opportunités commerciales s'inscrit dans cette volonté de mettre sur pied un système agricole orienté prioritairement sur les besoins alimentaires nationaux et qui s'appuie sur l'agriculture paysanne et familiale. Un représentant de l'AOPP nous explique qu'il s'agit pour l'Association « de voir tous les créneaux possibles permettant l'amélioration la disponibilité alimentaire au plan national en s'appuyant toujours sur l'agriculture familiale » (entretien, AOPP). La lutte pour la souveraineté alimentaire sur le terrain se traduit donc entre autres par « l'accompagnement technique et opérationnel de l'agriculture paysanne afin d'en assurer son efficacité et sa pérennité » (entretien, AOPP).

La mise sur pied d'instances de représentation politiques paysannes est aussi déterminante dans le processus de reconnaissance de cette forme d'agriculture. À l'échelle nationale, la CNOP a été reconnue pour son travail de plaidoyer et de prises de position politique alors qu'à l'échelle sous-régionale, c'est la ROPPA qui s'est imposé par sa volonté de changer les politiques agricoles et commerciales en Afrique de l'Ouest. D'ailleurs, les militants rencontrés nous ont tous mentionné que « pour survivre, les paysans ont besoin de soutien et de protection » (entretien, CNOP). En cherchant à aller plus loin que la diffusion d'un argumentaire étayé des avantages de l'agriculture paysanne ou de la mise

en place des conditions nécessaires pour permettre aux paysans d'assurer « la capacité à saisir des opportunités du marché » (Lallau, 2012 a, p. 7), les enjeux externes de la pauvreté et de la dépendance sont aussi adressés par les militants. L'important travail de plaidoyer politique pour l'élaboration de la Loi d'orientation agricole (LOA), que l'on abordera plus en profondeur au chapitre suivant, s'inscrit dans cette volonté d'avoir une prise structurelle sur ces causes externes. « La réalisation de la souveraineté alimentaire se concrétisera grâce à la mise en œuvre et l'élaboration de politiques de développement favorable à l'agriculture familiale » (entretien, CNOP). Considérée par les majorités des acteurs rencontrés comme le texte politique traduisant le mieux les revendications des promoteurs de la souveraineté alimentaire, la LOA aurait la capacité d'impulser cette vision particulière du développement. Qui plus est, et nous y reviendrons dans le prochain chapitre, notons que l'essence même de la souveraineté alimentaire est associée à sa traduction en politiques publiques favorisant le développement agricole et alimentaire. En effet, tel que définit dans la LOA, la souveraineté alimentaire est le

(...) droit pour un État de définir et de mettre en œuvre une politique agricole et alimentaire autonome garantissant une agriculture durable basée sur les productions locales et la responsabilisation des producteurs qui disposent, à cet effet, de moyens appropriés, notamment terre, eau, crédit, marchés (LOA, 2006, p. 2).

La prochaine partie du chapitre s'intéressera donc aux revendications d'ordre politique, qui ont été intégrées dans la LOA, et qui, selon les militants, permettrait de garantir un meilleur accès et contrôle des ressources économiques et naturelles afin de rendre effective la souveraineté alimentaire des populations. Il s'agit d'abord de la nécessité de la protection des marchés et la régularisation des échanges et finalement la nécessité de la mise en place de politiques publiques favorisant la modernisation de l'agriculture paysanne. Nous mettrons finalement en relief les différentes actions mises de l'avant concrètement par les militants face à la privatisation des ressources naturelles et intrants agricoles.

### 3.2 Politiques publiques de développement agricole et alimentaire

Alors que le secteur de l'agriculture a été délaissé des stratégies de développement dans le contexte de néolibéralisation des politiques marqué par la mise en œuvre des PAS, il apparaît qu'un certain consensus se dégage depuis peu sur la nécessité de relancer des politiques favorisant le développement agricole et alimentaire. À titre d'illustration, la Banque mondiale, qui a détenu un rôle majeur dans le désengagement de l'État du secteur agricole dans les pays du sud, a reconnu le rôle primordial que joue l'agriculture dans la lutte à la pauvreté dans son rapport sur le développement humain de 2008 (Lallau, 2012 b, p. 25). La crise alimentaire de 2008, en remettant au centre des préoccupations l'alimentation et l'agriculture, aura mis en lumière l'impact du sous-financement récurrent de ce secteur tant sur les populations urbaines que sur les populations rurales.

Toutefois, bien que « le discours de la Banque mondiale sur l'agriculture s'est fort heureusement enrichi sur plusieurs points importants depuis le début des années 1980, il n'a guère changé sur des points cruciaux, qui sont au cœur de la doctrine de cette institution » (Mazoyer, 2008, p. 118-119). Ainsi, malgré cet apparent consensus, il en ressort que la volonté de mettre en place des stratégies volontaristes au niveau agricole peut impliquer des conceptions de développement diamétralement opposées.

Voyons ici comment les militants maliens se positionnent et se mobilisent face au modèle dominant pour favoriser la reconquête de la souveraineté alimentaire.

### 3.2.1 Pour la protection des agricultures et la régulation des échanges

Une dimension constitutive du discours sur la souveraineté alimentaire est la revendication pour la protection de l'agriculture et la régulation des échanges économiques que celle-ci engendre. Dans les termes de militants rencontrés, cette revendication se traduit ainsi : « Protéger sa production, lui donner la chance de voler sur ces propres marchés locaux et nationaux, c'est à la base de toute politique de souveraineté alimentaire » (entretien, CNOP). Les militants sont clairs, ils refusent « de laisser le marché international réguler l'agriculture et l'alimentation mondiale » (entretien, CNOP). Rappelons que pour ces derniers, c'est le « démantèlement progressif des instruments

d'une politique intégrée et autonome de développement agricole [...] et une tendance progressive à l'ouverture au commerce international des produits alimentaires » qui aura conduit à la situation actuelle (Grenade, 2010, p. 23).

Ainsi, à la conception dominante d'un développement alimentaire s'appuyant sur la libéralisation des échanges agricoles internationaux, s'oppose une vision priorisant plutôt la satisfaction des besoins et des débouchés locaux. Alors que la rhétorique sur la libéralisation suggère que l'ouverture commerciale permet une diminution du prix des denrées alimentaires et donc un recul de la pauvreté et de la faim, les militants pour la souveraineté alimentaire dénoncent plutôt « le caractère insensé de vouloir confronter directement, sur un marché mondial unifié, des paysans travaillant en agriculture manuelle et des exploitants disposant d'un pack chimique et motorisé » (Lallau, 2012 a, p. 7). Ces importants écarts de productivité condamnent plutôt les paysans à accepter des prix dérisoires et donc leur appauvrissement ou leur réorientation vers d'autres secteurs d'activités, ce qui semble assez improbable considérant l'état actuel de développement des secteurs secondaires et tertiaires au Mali (entretiens, CNOP, IRPAD, AOPP).

D'ailleurs, les militants rencontrés réfutent, ou du moins, nuancent, l'hypothèse selon laquelle la libéralisation de l'agriculture en Afrique de l'Ouest pourrait suivre le « processus issu de la révolution industrielle, qui a structuré les économies des pays du Nord et qui articulait gains de productivité liés au progrès technique et transfert d'actifs de l'agriculture vers d'autres secteurs » (Bosc et Losch, 2002, p. 405). À cet effet, plusieurs nous rappellent que le processus de modernisation agricole des pays occidentaux, qui sont ceux qui bénéficient actuellement d'avantages comparatifs sur les marchés internationaux, ont tiré parti par le passé d'outils de régulation et de soutien à la production qui, en plus d'être actuellement bannis par les règles commerciales mondiales, nécessite des transferts budgétaires importants impossibles à mettre en œuvre dans un contexte d'endettement structurel (entretien, IRPAD; CNOP). « Nous souhaitons protéger notre production agricole, lui donner la chance de se développer sur ces propres marchés locaux et nationaux, comme on put le faire les pays occidentaux après la Deuxième Guerre mondiale », nous dit un militant (entretien, CNOP).

De plus, il apparaît que malgré l'adhésion à l'idéologie néolibérale, plusieurs pays de l'OCDE maintiennent les subventions et les droits de douane aux produits agricoles à un niveau élevé : « le taux moyen de droits de douane pour les produits agricoles dans les pays de l'[Organisation de coopération et de développement économiques] OCDE est de 60%, contre 5% pour les autres produits (Parmentier, 2007, p. 249-250 *cité dans* Grenade, 2010, p. 36). « Si on ne met pas de barrières, nos marchés locaux ne peuvent pas s'en sortir, ils ne peuvent pas résister à la concurrence déloyale des pays occidentaux à travers leurs multinationales » (entretien, professeur). Les défenseurs de la souveraineté alimentaire remettent également en question le postulat, défendu par le directeur général de l'OMC, selon lequel « le commerce international n'est en fait qu'une courroie de transmission entre les terres d'opulence et les terres de pénurie. Il jette un pont entre l'opulence et la rareté » (Lallau, 2012 a, p. 7). La crise alimentaire de 2008 est, pour eux, l'illustration que le commerce n'assure pas nécessairement l'accessibilité alimentaire : « La crise mondiale ne fait que confirmer qu'il est anormal que nous soyons à ce point lié à d'autres pays du point de vue alimentaire » (entretien, CAD Mali). Un militant nous dit de façon imagée : « Si ce que tu mets dans ton ventre dépend de l'extérieur, tu n'es pas à l'abri de la famine. Si tu te fâches contre moi, je ne mange pas. Je suis toujours obligé de faire ce que tu veux pour être assuré de manger » (entretien, CNOP b).

Les militants pour la souveraineté alimentaire défendent plutôt l'idée d'un « modèle alternatif promouvant le développement agricole local par des protections renforcées aux frontières et des systèmes de régulation des échanges » (Grenade, 2010, p. 36). L'objectif ici est de mettre en place les conditions nécessaires au développement des productions agricoles locales et donc de créer une égalité des chances entre les producteurs aux niveaux national et mondial. La LOA prévoit à cet effet à l'article 58, un rôle d'intervention de l'État sur le marché :

L'État, en collaboration avec les collectivités territoriales, assure, dans sa stratégie d'approvisionnement, la coordination et l'appui aux opérations commerciales dans les zones structurellement déficitaires, apporte des appuis complémentaires spécifiques dans les zones à risques et veille à la régulation des importations et exportations des produits agro-alimentaires (Article 58, LOA).



Il est même spécifié, à l'article 187, que « l'État, au besoin et en concertation avec la profession agricole et les autres acteurs du secteur privé, prend des mesures appropriées pour protéger les marchés nationaux de produits agricoles » (Article 187, LOA).

Toutefois, il est important de mentionner que la souveraineté alimentaire ne signifie pas, pour les acteurs rencontrés, d'une vision encourageant l'autarcie et le repli total sur l'espace national. En se concentrant sur le bien-être des populations, à partir d'une stratégie de développement endogène, « la politique de développement agricole s'appuie sur la promotion volontariste de la modernisation de l'agriculture familiale et de l'entreprise agricole, pour favoriser l'émergence d'un secteur agro-industriel structuré, compétitif et intégré dans l'économie sous-régionale » (Article 1<sup>er</sup>, LOA).

### 3.2.2 Bien commun et accès équitable aux moyens de production

En complémentarité avec ce projet de régulation et protection des agricultures au niveau national, la souveraineté alimentaire implique également la mise en place de politiques publiques favorisant le développement du secteur agricole malien. Toutefois, la nature de ces investissements est essentielle pour les partisans de la souveraineté alimentaire : « (...) il ne s'agit pas simplement de consentir des efforts pour promouvoir l'agro-business comme le soutient l'idéologie dominante. Les paysans ont besoin d'être soutenus et appuyés afin d'avoir accès aux intrants agricoles » (entretien, CNOP).

Il apparaît en effet que les politiques de libéralisation économique contribuent actuellement « à privatiser et multinationaliser le développement agricole » (Lallau, 2012 b, p. 34). Ces réformes et cette façon de concevoir les politiques agricoles et l'atteinte de la sécurité alimentaire des populations engendrent également de « nouveaux modèles d'allocation des ressources et du pouvoir » (Campbell, 2010). Dans un contexte de « déclin relatif de l'espace et des pouvoirs publics face à la montée du marché et des pouvoirs privés, [l'on assistera au phénomène] de la marchandisation et privatisation de domaines d'intérêts collectifs » (Hugon, 2013, p. 40). Tel qu'explicité plus haut, la diminution importante de l'intervention étatique, la réduction considérable des budgets

gouvernementaux alloués au secteur agricole, la déréglementation d'une économie autrefois planifiée et la promotion du développement du secteur privé contribuera à restreindre l'accès, le contrôle et souvent l'usage des moyens de production. L'accessibilité aux ressources physiques nécessaire à la production agricole y est donc diminuée et l'exclusion du processus décisionnel visant à circonscrire les règles d'allocation de ces mêmes ressources est de plus en plus réalité. L'appropriation dont ces ressources font l'objet et la mise à l'écart des populations de la participation à ces processus décisionnels suscitent alors une double exclusion et mettent en évidence les processus d'appropriations-exclusions, voire d'accumulation par dépossession (Harvey, 2010) qui peuvent se jouer au niveau de la gouvernance des ressources.

Un militant s'exprime sur ce phénomène de privatisation des ressources agricoles :

Aujourd'hui ce sont les multinationales qui contrôlent aussi bien les intrants agricoles que la commercialisation des produits agroalimentaires. L'amont et l'aval de la production agricole sont donc détenus par le secteur privé. Le mouvement pour la souveraineté alimentaire est alors une alternative non seulement pour assurer l'alimentation des populations de façon décente en faisant un lien entre l'alimentation et la culture, mais aussi c'est une alternative pour le développement socio-économique des pays. On n'a pas le choix, si l'Afrique veut aujourd'hui développer une industrie agroalimentaire, que le contrôle du dispositif de production soit dans les mains de l'État et des producteurs eux-mêmes. Si on n'a pas ça, on n'a aucune maîtrise sur notre destin (entretien, IRPAD).

Les phénomènes d'acquisition massive des terres et de diffusion des semences génétiquement modifiées illustrent bien cette situation.

### 3.2.2.1 Luttres aux accaparements de terres

L'important sous-investissement qu'a connu le secteur agricole au Mali a amené les autorités et les partenaires financiers à valoriser les investissements privés et publics, par des acteurs nationaux et étrangers, pour assurer une intensification de la production. Bien que les investissements agricoles à grande échelle font partie de l'histoire coloniale du Mali et des pays de la sous-région, la nature et l'ampleur du phénomène le rendent plus que jamais actuel. La récente crise alimentaire a en effet amené plusieurs pays à repenser et délocaliser leurs productions alimentaires et la mise en place de la politique

énergétique de l'Union européenne, qui a favorisé l'émergence d'un marché d'agro carburants, ont contribué à accélérer les demandes internationales en terres arables (Cissé *et al.*, 2013). En manque de moyens financiers pour la mise en place de mesures visant la modernisation et l'extension de la production agricole, le Mali a décidé de lancer, au début des années 2000, un appel aux investissements privés, s'engageant ainsi vers la promotion d'une agriculture de type intensive.

Publiée en novembre 2012, une étude de la FAO portant sur les tendances et impacts des investissements étrangers rapporte que ce sont 871 267 hectares de terres qui ont été acquises au Mali entre 2004 et 2009 (FAO, 2012). Bien que des cas d'acquisitions aient été répertoriés dans d'autres zones du pays, c'est en grande majorité dans l'Office du Niger, périmètre de cultures irriguées aménagées sur le fleuve Niger, que les terres ont été cédées. Parmi les 44 cas d'acquisitions massives répertoriés dans le cadre d'une étude d'inventaire mené au nom de la COPAGEN, deux retiennent particulièrement l'attention. Négociée directement entre les chefs d'États malien et libyen, une cession de 100 000 hectares a été donnée en bail à Malibya, une filiale de *Libya Africa Investment Portfolio*, pour la production de riz hybride destinée essentiellement à la population libyenne. Le groupe malien Tomota/Huicoma a également acquis 100 000 hectares dans la même région dans l'objectif déclaré de produire de l'huile alimentaire, mais prévoirait également s'engager dans la culture du *Jatropha* vouée au marché des agro carburants (Cissé *et al.*, 2013). Sans surprise, cette vague de cessions de terres aura suscité de vives réactions de la part des paysans et de la société civile qui ont dénoncé les conséquences d'un tel processus.

Alors qu'elle avait elle-même fait la promotion des investissements fonciers comme stratégie de développement agricole, la Banque mondiale (BM), après la parution de plusieurs études, a dû reconnaître les effets négatifs des acquisitions massives de terres en soulignant notamment la faiblesse de leurs impacts macro-économiques. En cherchant à minimiser les conséquences de ces acquisitions et à défendre le principe de coexistence entre agriculture familiale et agriculture productiviste, et ce, sans remettre en question la libéralisation des échanges et l'investissement libre que celle-ci implique, la BM fera la

promotion de sept « principes de base pour des investissements responsables respectueux des droits, des moyens de subsistance et des ressources » (FAO *et al.*, 2010). Sur une base volontaire, ces principes, qui s'apparentent à la « déclinaison agricole de la rhétorique de la responsabilité sociétale des entreprises » s'appuient sur la capacité et bonne volonté des investisseurs à s'autoréguler de manière à restreindre les relations déséquilibrées qu'ils peuvent créer avec les communautés locales (Lallau, 2012 a, p. 8). Cette recherche d'un modèle de développement responsable « pose les bases de la « nouvelle » conception du développement agricole, associant l'usuelle conviction technico-productiviste, la doxa libre-échangiste et [...] l'approche « gagnant-gagnant » fondée sur le principe de responsabilité des parties » (Lallau, 2012 b, p. 15).

Toutefois, pour les militants en faveur de la souveraineté alimentaire, « ces principes sont plutôt un écran de fumée pour tenter de légitimer l'acquisition de terres à grande échelle » (Via Campesina *et al.*, 2010). « En raison du caractère prédateur du modèle économique qui est promu par ce scénario gagnant-gagnant », la position des acteurs rencontrés est claire : « il ne peut y avoir d'accaparement des terres qui soient responsables » (entretien, CNOP). La soutenabilité écologique du modèle agricole soutenu par ce type d'investissement foncier est d'abord remise en question. Arguant que ces investissements visent en premier lieu l'augmentation des potentialités productives, ils impliquent par nature l'utilisation intensive de techniques et d'intrants chimiques qui contribuent à la simplification et la fragilisation des écosystèmes. Parmi les externalités négatives documentées, notons la :

(...) pollution chimique (des eaux, de l'air et des sols) occasionnée par l'usage inconsidéré de pesticides et d'engrais chimiques; [les] invasions intempestives d'espèces concurrentes ou prédatrices ; [les] épidémies provoquées par de nouveaux agents pathogènes, [la] perte considérable de biodiversité, [la] dépendance accrue à l'égard des énergies fossiles, [les] émissions croissantes de gaz à effet de serre (gaz carbonique, méthane et protoxyde d'azote), [l']érosion ou salinisation accélérée des sols, [la] surexploitation des ressources en eau, etc. (Lallau, 2012 b, p. 17).

En plus des impacts environnementaux qu'elles impliquent, le recours à ces techniques agro-industrielles contribue également, et nous y revenons au prochain chapitre, à la marginalisation des techniques paysannes, savoirs qui ont pourtant fait leur preuve à travers le temps (Altieri, 2002; Griffon, 2006 *cité dans* Lallau, 2012 b).

C'est toutefois essentiellement autour des impacts socio-économiques que se polarise la critique des acquisitions massives de terres. Qualifié de spoliation foncière par les militants, il est d'abord intéressant d'exposer les modes d'acquisitions foncières dans le cadre de ces investissements afin de mettre en évidence le fait que les droits des populations directement affectées sont peu pris en compte en plus de remettre en question la prémisse largement répandue selon laquelle les terres acquises sont généralement vierges d'activités humaines. Trois cas types, souvent combinés, caractérisent les acquisitions et les discours qui les légitiment :

Dans le premier cas, les terres convoitées par les investisseurs sont déclarées non mises en valeur par les populations, au mépris des usages traditionnels de ces terres (agriculture à jachère longue, élevage extensif, chasse, cueillette, etc.). [...] Dans les faits, on constate davantage de concurrence que de complémentarité, car les plantations [...] doivent être établies sur des terres fertiles pour obtenir des rendements jugés acceptables par les investisseurs. [...] Dans le deuxième cas, les investisseurs profitent du flou des règles foncières en « immatriculant » des terres faisant auparavant l'objet de « simples » droits fonciers coutumiers, droits reconnus par l'État jusqu'au moment où il décide du contraire. [...] Enfin, d'autres spoliations s'appuient sur l'ancienne rhétorique du développement et de sa violence légitime : il s'agit alors de passer d'une agriculture familiale archaïque à une agriculture modernisée, pour le bien de la Nation et au prix de quelques sacrifices immédiats. Ainsi, le projet de l'entreprise Malibya, financée par le fonds souverain libyen *Lybia Africa Investment Portfolio*, dans la région de Ségou (Mali), vise essentiellement au développement de cultures de riz hybrides devant permettre un quadruplement des rendements à l'hectare (Lallau, 2012 b, p. 17).

Les militants dénoncent également qu'en plus d'être rarement viables économiquement et contribuant peu au développement national des pays hôtes, ces investissements fonciers à grande échelle « aggravent le phénomène d'appauvrissement des communautés rurales » (entretien, CAD Mali). En effet, ces acquisitions, en suscitant des expulsions et en diminuant les ressources disponibles, diminuent l'accès à la terre, moyen de production essentiel des communautés directement affectées. En créant une pression foncière supplémentaire sur les terres arables, ces acquisitions ont également des impacts sur les populations rurales en raison de l'augmentation du prix des titres fonciers qu'elles engendrent. Cette perte des moyens d'existence et la diminution de l'accessibilité au patrimoine foncier appauvrissent, marginalisent et accroissent la vulnérabilité des populations paysannes (Lallau, 2012 b). À titre d'illustration, les communautés affectées par certains projets ont confié aux chercheurs de la COPAGEN ne plus être en mesure de

cultiver suffisamment depuis trois ans et être actuellement dans une situation préoccupante d'insécurité alimentaire. « Des jeunes de certaines localités commencent à partir en exode rural, faute d'occupation, leurs terres ayant été leurs occupations principales avant qu'elles ne soient retirées au profit de grands investisseurs » (Cissé *et al.*, 2013). « D'une manière ou d'une autre, les terres agricoles et les forêts sont soustraites au contrôle des petits producteurs [...], des pêcheurs et des éleveurs à des fins commerciales, ce qui conduit à leur déplacement, à la faim et à la pauvreté » (Via Campesina *et al.*, 2010).

En plus de ne pas contribuer à la sécurité alimentaire des populations locales, car généralement axés sur les cultures d'exportation, ces investissements occasionnent :

(...) la destruction nette d'emplois liés au remplacement d'agricultures familiales intensives en travail par des agricultures intensives en capital, fondées sur l'économie du facteur travail [...] et la faiblesse des recettes fiscales puisque les investisseurs bénéficient de multiples exonérations, et payent, au final, souvent moins de taxes que les exploitations familiales (Adamczewski *et al.*, 2012, p. 3).

Pour les militants, ces pratiques de captation foncière participent à une privatisation du développement agricole et sont qualifiées par plusieurs, de « néocolonialisme agraire » : « les accaparements de terres ne sont pas un phénomène nouveau; ils ressemblent au processus de colonisation ainsi qu'à l'expansion des grandes plantations sur les terres paysannes au cours des siècles » (Via Campesina, 2012, p. 2). Plus encore, pour certains, ces accaparements représentent « un système de vol organisé, une forme de banditisme qui prend des terres aux paysans pour les donner à des soi-disant investisseurs étrangers » (entretien, CNOP).

On ajoute qu'en plus d'être en contradiction avec la Convention des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes, « promouvoir ou permettre l'accaparement de terres à grande échelle est une violation du Pacte international relatif aux Droits économiques sociaux et culturels » (Via Campesina *et al.*, 2010). Ainsi, en plus de remettre en question le caractère volontaire des principes pour des investissements « responsables », c'est le modèle agricole qui est favorisé par les acquisitions massives de terres qui est discuté par les militants en faveur de la souveraineté alimentaire.

En contrepartie, en argumentant que l'accès à la terre agricole est un élément central de la production et redistribution des revenus en milieu rural (Adamczewski *et al.*, 2012, le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali revendique « la sécurisation foncière de l'exploitation familiale paysanne et de la gestion décentralisée du foncier rural et des ressources naturelles » (AOPP, 2004, p. 5). En effet, « maintenir la terre entre les mains des communautés locales [à travers] la mise en œuvre d'une véritable réforme agraire afin d'assurer un accès équitable à la terre et aux ressources naturelles » permettrait de résoudre les enjeux liés à l'appauvrissement des populations et à l'insécurité alimentaire de celles-ci (Via Campesina *et al.*, 2010).

La lutte aux accaparements de terres s'organise depuis les cinq dernières années au Mali, mais également aux échelons sous-régional et mondial. À titre d'exemple, dans l'objectif de développer et faire connaître leurs « argumentaires politiques afin de dénoncer et discréditer le modèle économique qui est à l'origine de l'accaparement des terres ainsi que les différents acteurs et initiatives visant à promouvoir et légitimer ces pratiques », la Via Campesina, FIAN, Land Research Action Network et GRAIN, appuyé en Afrique de l'Ouest par la COPAGEN et le ROPPA, ont tenu à Washington le 26 avril 2010, en parallèle à la conférence annuelle de la Banque mondiale sur le foncier, une conférence de presse pour dénoncer le projet d'accaparement des terres gagnant-gagnant de la Banque (Déclaration de la Conférence Nyéléni, 2011).

À l'échelle nationale, la société civile s'active aussi depuis plusieurs années face à cet enjeu. Alors que les organisations et syndicats paysans souhaitaient outiller et informer leurs membres qui étaient confrontés aux acquisitions sur leurs droits à la terre, à la consultation et à l'indemnisation, ils se sont vus confrontés à d'importants déficits de transparence et d'information de la part du gouvernement malien. Les transactions foncières ayant été négociées à huis clos, « les autorités maliennes tiennent tous les documents des baux en dehors du domaine public » et aucune étude d'impact environnemental et social n'a été diffusée (Baxter, 2011, p. 3). Ainsi, ne pouvant mettre la main sur des informations satisfaisantes par la voie officielle, l'AOPP, la CNOP, le

SEXAGON et le ROPPA mèneront leurs propres études afin de documenter les cas d'acquisitions. C'est ainsi qu'en novembre 2010, s'est tenu le « Forum des agriculteurs de Kolongotomo sur les accaparements de terres au Mali » au cours duquel 2000 représentants ont dressé un bilan des acquisitions, une liste des enjeux que posent les importantes cessions foncières et ont revendiqué aux autorités plus de transparence et de consultation des paysans. Ce Forum était aussi l'occasion d'informer les victimes, mais également la population en général, de leurs droits : « pour nous la première des choses était de sensibiliser les populations qui étaient victimes, mais aussi tous les autres producteurs et citoyens qui seront affectés tôt ou tard par ces acquisitions. Il fallait que les gens sachent qu'ils ont la possibilité de revendiquer leurs droits » (entretien, SEXAGON). En discours d'ouverture, le président de la CNOP a d'ailleurs déclaré,

(...) [qu']organiser notre propre conférence pour résoudre ce douloureux problème est notre seule solution. Nous avons été battus, emprisonnés, assassinés. Individuellement, nous ne pouvons rien faire, et ce problème ne concerne pas que les paysans, mais tous ceux qui ont une sensibilité humaine. L'exclusion est à l'origine de tous ces problèmes (Via Campesina, 2012, p. 1).

Ajoutons ici que la question de la criminalisation des luttes et mobilisations pour la défense des droits des communautés est également adressée par les militants et fera partie des axes de travail du plan d'action qui émergera lors de la conférence internationale organisée à Selingué à l'automne 2011. En effet, tel que rapporté par une chercheure,

[e]n juin 2010, des hommes, femmes et jeunes de la communauté Samaná Dougou Bamana ont protesté contre le déploiement de bulldozers et la coupe de plusieurs centaines de leurs arbres. Environ 70 gendarmes ont été déployés pour réprimer les protestations. Les manifestants ont ainsi été battus et environ 40 personnes ont été arrêtées dont 14 femmes (Baxter, 2011, p. 2).

Plusieurs témoignages de paysans victimes de ces abus et violences auront d'ailleurs été rapportés lors du Forum de Kolongotomo (Via Campesina, 2012).

Afin de poursuivre des actions de mobilisations et de sensibilisation, mais également de convergence des luttes dans l'objectif de créer un large mouvement de résistance aux accaparements de terres, de nombreux ateliers sur la question ont été organisés lors du Forum social mondial de Dakar en 2011. C'est ainsi qu'une assemblée de convergences sur la question des accaparements de terres, organisées par la Via Campesina et le



ROPPA, s'est clôt par la rédaction de l'Appel de Dakar. Parmi les revendications de cet appel, notons la restitution, par les parlements et gouvernements nationaux, des terres spoliées et la demande d'un arrêt des accaparements fonciers massifs en cours. La mise en place de mesures de « sécurisation des droits fonciers des usagers et de relance des processus de réformes agraires basés sur un accès équitable aux ressources naturelles et le développement rural pour le bien-être de tous » y sont également évoqués (Appel de Dakar, 2011).

Dans cette volonté, toujours, de continuer à créer des alliances entre les régions touchées et acteurs de différents secteurs, mais également dans l'objectif de renforcer les mouvements qui font la promotion de la souveraineté alimentaire, la Via Campesina et la CNOP, ont décidé d'organiser en novembre de la même année à Sélingué, au Mali, une conférence internationale sur la question. L'invitation qui a été lancée jetait les bases des grands objectifs poursuivis par cette rencontre :

(...) Il est temps de renforcer les alliances et d'élaborer des stratégies avec d'autres acteurs pour être efficaces sur le terrain et dans les instances. [...] Il s'agit de sortir avec une feuille de route des organisations paysannes et ONG, pour combattre ces accaparements au niveau local, national et international (Via Campesina et CNOP, 2011).

Près de 300 personnes venues de différentes régions du monde se sont rassemblées à cette conférence et ont participé à l'élaboration d'une déclaration dans le cadre de laquelle est élaboré un plan d'action et de mobilisation s'appuyant sur six grands objectifs :

- Organiser les communautés rurales et urbaines afin de lutter contre les accaparements de terres sous toutes leurs formes.
- Renforcer les capacités de nos communautés et de nos mouvements à revendiquer, récupérer et défendre nos droits, nos terres et notre accès aux ressources naturelles.
- Obtenir et pérenniser, au sein de nos communautés, les droits des femmes pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles.
- Sensibiliser le public au fait que l'accaparement des terres est une source de crises qui affectent l'ensemble de la société.
- Construire des alliances entre les différents secteurs, les groupes de population, et les régions afin de mobiliser nos sociétés en vue de mettre fin à l'accaparement des terres
- Renforcer nos mouvements afin de mieux promouvoir et parvenir à la souveraineté alimentaire ainsi qu'à une véritable réforme agraire.

(Déclaration de la Conférence Nyéléni, 2011).

Dans la continuité du travail engagé, la COPAGEN a entamé en 2012 un projet d'« Étude participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest et son

impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales » (COPAGEN *et al.*, 2012). En partenariat avec l'ONG Interpares et le Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC), ce projet, qui vise une « meilleure compréhension de l'ampleur des acquisitions de terres en Afrique de l'Ouest, ainsi que de son impact sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existences des populations locales » souhaite favoriser la mise en place d'observatoires citoyens pour surveiller les transactions foncières et mettre en place des stratégies de défense des droits des communautés (COPAGEN *et al.*, 2012). L'information et la sensibilisation de l'opinion publique quant aux risques et impacts de ces acquisitions est un autre objectif du projet. Un inventaire des acquisitions massives a donc été mené dans les neuf pays membres de la COPAGEN et une étude d'impact a été réalisée dans six communautés affectées par des cas d'acquisitions en Guinée, Guinée-Bissau et en Côte d'Ivoire. Un documentaire, « La fièvre verte - Acquisition massive de terres en Afrique de l'Ouest », explorant trois de ces cas a également été produit afin de faciliter la dissémination de l'information et l'éducation populaire.

### 3.3.2.2 Résistances à la diffusion des OGM et à la privatisation des semences

Le modèle agroindustriel s'appuie également sur le recours à un « pack technique » de plus en plus uniforme caractérisé notamment par la diffusion de semences génétiquement modifiées (Lallau, 2012 a). Ce phénomène fait écho à celui des accaparements de terres en ce sens qu'il contribue aussi à la privatisation et multinationalisation du développement agricole (Lallau, 2012 b). Pour les firmes œuvrant dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la pharmaceutique, la biotechnologie se présente comme une opportunité d'accroître les rendements des récoltes et donc diminuer les coûts de production, la biodiversité devenant alors un bassin de ressources qu'il faut être en mesure de contrôler (Métay, 2005, p. 55). C'est ainsi qu'en 1994, l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce sera adopté dans le cadre du cycle de l'Uruguay, négociations internationales qui donneront naissance à l'OMC. Cet accord stipule que « les États membres de l'organisation doivent adopter des modèles

juridiques reconnaissant la brevetabilité de toute invention de produit ou de procédé, dans tous les domaines technologiques sans discrimination, y compris les inventions de la matière vivante » (*Ibid*, p. 57).

Pour plusieurs acteurs rencontrés, l'émergence de droits de propriété sur le vivant achève le processus d'accumulation par dépossession qui avait été entamé à l'époque coloniale à travers l'appropriation foncière (entretien, AOPP; entretien, IAD; Vercellone, 2004). En soumettant la biodiversité à la brevetabilité, l'on contribuerait « à son appropriation et donc à sa privatisation » (entretien, IAD). « Le brevet est un titre qui confère à son titulaire un monopole limité dans l'espace et dans le temps sur une invention » (Frouart, 2013, p. 77). Malgré l'opposition de l'industrie semencière, il était jusqu'à maintenant toléré que des paysans conservent une partie de leurs récoltes issues de semences améliorées brevetées (obtenues par croisement et sélection) pour la prochaine culture. Ce privilège se voit toutefois menacé avec l'arrivée des semences transgéniques qui, issues de manipulations génétiques, détiennent un brevet d'invention (Métay, 2005, p. 60). Des entreprises américaines se sont d'ailleurs exprimées en ce sens en faisant un plaidoyer pour l'application stricte des droits de propriétés intellectuelles (Métay, 2005, p. 61). Notons également que certaines variétés de semence, surnommée Terminator, ont été modifiées de manière à ce qu'elles soient stériles à la seconde génération. Ainsi, alors que les communautés paysannes ont su préserver et sélectionner la biodiversité semencière, la brevetabilité restreint la capacité de reproduction agricole qui devient le monopole des firmes agroindustrielles (Vercellone, 2004). Pour les militants, cette situation est vécue comme l'instauration d'une relation de dépendance et donc une importante perte d'autonomie des paysans face à ces multinationales. Les propos d'un militant illustrent bien cette perception : « Imaginer qu'un bateau en direction de la région qui transporte ces semences soit attaqué par des pirates... Cela voudrait dire que nous ne mangerions pas pour une année?! » (entretien, REDECOMA).

Également, bien que la semence comporte une dimension matérielle immuable, il apparaît qu'elle implique également des dimensions immatérielles que le brevetage ne prend pas en compte. En effet,

(...) loin d'être un simple objet, inerte, le vivant dans son acception génétique est un ensemble d'informations dotées de la capacité de se reproduire et source de variations. Si les ressources génétiques intègrent une dimension matérielle incontestable, caractérisée par leur valeur scientifique et financière, elles supportent également une dimension immatérielle que le brevet néglige totalement. De fait, [le brevet] confère un monopole exclusif sur l'invention déposée, laquelle peut consister en 'une matière biologique isolée de son environnement naturel'. [...] Si la source de toute variation devient un objet marchand, support de droits patrimoniaux, son utilisation constante par les tiers est empêchée (Métay, 2005, p. 55).

Ainsi, en plus de contribuer à l'appropriation de la ressource matérielle, la brevetabilité des semences contribuerait également à une forme d'appropriation des savoirs paysans associés à la biodiversité affectée. Qualifié de « biopiraterie » par les militants, ce processus est défini par ces derniers comme :

(...) un vol, sous le couvert d'un brevet, de savoirs traditionnels médicinaux portant sur le produit, fruit d'un travail de bioprospection, associant recherche de nouveaux principes actifs à potentialités commerciales pour différents secteurs de l'industrie du vivant dans des écosystèmes jusqu'alors peu explorés (Dumesnil, 2012, p. 325).

Une militante généticienne nous expose à ce titre son analyse de la situation:

Les banques de gènes modernes, je les compare à des sarcophages : on prend les semences, on les met dedans et on le ferme. Ils sont coupés de l'interaction semence-environnement qui joue beaucoup sur la qualité et le dynamisme de la semence. La semence est un objet vivant, c'est la vie. Il faut la laisser interagir avec son environnement pour qu'elle puisse garder sa potentialité sous différentes formes. Les scientifiques vont les conserver dans l'azote liquide dans les chambres froides et de temps en temps on les sort. Ce n'est pas à faire. Les paysans, avec tout ce que cela comporte comme difficulté, entretiennent chaque année ce dynamisme en maintenant les semences dans leur environnement. Chaque année, ils regardent, trient, conservent. Le jour où ils vont arrêter de faire ça, c'est fini, l'agro-biodiversité tombe. Et c'est avec ces ressources que nous faisons de la recherche, mais nous ne reconnaissons jamais leur apport. Il faut arrêter! (entrevue, IAD).

Finalement, la transformation génétique des semences, loin de n'être qu'un processus neutre et seulement d'ordre technologique, impliquerait également le choix d'un système agricole et donc par ricochet, d'un mode de développement (Tordjaman, 2008, p. 1343). En effet, l'obtention de variétés impliquant le plus haut rendement possible « adaptées à la mécanisation et supportant de fortes doses d'engrais chimiques et de pesticides » suppose le choix d'une agriculture moderne et productiviste (*Op. cit.*).

Notons finalement le rôle de l'État malien dans ce processus de diffusion des OGM et de privatisation des semences agricoles. L'adoption du projet de loi sur la biotechnologie le 13 novembre 2008 par les députés de l'Assemblée nationale contribue, bien que les décrets d'application n'ont toujours pas vu le jour en raison entre autres d'une mobilisation de la société civile à ce sujet, à mettre en place un système harmonisé de réglementation pour les OGM. La diffusion des semences génétiquement modifiées pose également la question de la souveraineté des États dans le choix de leur politique, ce sur quoi nous reviendrons au chapitre suivant.

La mise sur pied en 2004 de la COPAGEN, marque un tournant important dans la structuration de la résistance aux organismes génétiquement modifiés et à la privatisation du vivant en Afrique de l'Ouest et au Mali. Cherchant notamment à faire un travail de plaidoyer auprès des décideurs en faveur des droits des communautés locales, cette coalition s'associe « aux communautés de base pour engager une campagne en faveur de la protection et de la valorisation de leur héritage plus que jamais exposé aux dangers de la spoliation et de la contamination génétique » (COPAGEN, s.d.). C'est ainsi que la COPAGEN Mali émettra une « Déclaration concernant le projet de loi de biosécurité soumis par le gouvernement du Mali au vote de l'Assemblée nationale lors de sa Session ordinaire du mois d'avril 2008 » dans le cadre de laquelle elle revendique notamment :

- La suspension et le retrait du processus d'étude et de vote du projet de loi sur la biosécurité soumis par le gouvernement du Mali à l'Assemblée nationale en sa Session d'avril 2008 ; [...]
- L'élaboration d'un document consensuel de biosécurité avec la participation effective de tous les acteurs concernés notamment la COPAGEN et ses membres sur la base des Traités et Conventions sous régionaux, régionaux et internationaux signés par le Mali ; [...]
- La prise de dispositions nécessaires, en collaboration avec des organisations citoyennes intéressées pour mieux informer toute la population malienne sur les enjeux (analyse risque/bénéfice) et les défis liés aux OGM en accord avec notre héritage et notre culture, afin de recueillir leurs réactions de façon transparente ;
- La mise en place d'un moratoire de cinq (5) ans au moins sur les OGM afin de se donner le temps d'informer la population, de mieux approfondir les connaissances sur la question et de prendre des décisions concertées en « connaissance de causes » conformément à un principe majeur de la Convention sur la Biodiversité et du Protocole de Cartagena ;
- Le renforcement des systèmes nationaux de recherche particulièrement dans le domaine des biotechnologies afin d'assurer l'autonomie de notre pays en termes de connaissance, de contrôle et de choix des produits issus de la biotechnologie ;

- La traduction en justice, pour crime contre le peuple malien, de tout chercheur ayant été impliqué, de loin ou de près, à des tentatives d'introduction des OGM de quelque façon que ce soit, sans qu'une autorisation légale lui soit notifiée conformément aux lois et décrets en vigueur en la matière

(Déclaration de la COPAGEN, 2008).

La diffusion d'informations concernant les risques associés au recours aux OGM, à travers notamment la diffusion de capsules radiophoniques en langues locales est l'une des actions menées en concertation entre les membres de la COPAGEN Mali. « L'élaboration d'une stratégie de sécurisation des acquis du patrimoine semencier national » fait également partie des perspectives de la coalition pour les prochaines années (COPAGEN-Mali, 2014).

À travers son programme Semences de la survie, l'ONG canadienne USC Afrique occidentale appuie également 31 communautés de la région de Mopti dans le renforcement de la résilience des systèmes agricoles locaux et d'approvisionnement communautaire en semences. C'est dans cet objectif qu'en novembre 2006 a été organisée une caravane et une foire des semences auxquelles participeront 130 paysans de 68 villages entre les villes de Douentza et de Mopti. La valorisation des semences locales dans un contexte d'érosion génétique et l'échange de variétés pour contribuer au dynamisme de la biodiversité représentaient les principaux objectifs de cette activité (entretien, USC-Canada). La banque de semence du village de Badiari est une autre initiative qui a été développée dans l'objectif de contribuer à la conservation, aux partages et à l'accessibilité des semences paysannes. Le principe est simple : y déposant chaque année un échantillon de leurs meilleures graines, les membres de cette banque communautaire mettent en commun leurs ressources semencières. Ces semences sont accessibles à tous gratuitement, mais doivent être systématiquement remplacées l'année suivante. S'enrichissant d'année en année de nouvelles variétés toujours adaptées aux conditions locales, car issues de processus de sélection et de croisement, cette banque comptait à notre passage en 2011, 136 variétés de 11 espèces différentes.

Commentaires de synthèse

À la lumière de ces informations, la question se pose : comment le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali cherche-t-il à redéfinir les modalités d'accès et de contrôle des ressources économiques? Le pouvoir d'agir des militants est à voir ici tant dans les critiques radicales qu'ils proposent du modèle de développement actuel que dans les tentatives à exercer une contrainte sur celui-ci.

Mentionnons d'abord que l'argumentaire que les militants construisent, qui met en lumière l'impact de la libéralisation des politiques agricoles sur l'appauvrissement des populations rurales et sur la marginalisation économique du pays, contribue à la remise en question de la rhétorique du projet néolibéral de sécurité alimentaire et de sa prétention à nourrir le monde. En effet, la sécurité alimentaire des populations n'est plus à chercher dans l'augmentation mondiale de la productivité de denrées alimentaires, mais bien dans le développement des capacités de production des paysans et dans l'instauration et la consolidation d'un marché interne assurant un revenu adéquat aux agriculteurs (Hrabanski, 2011, p. 155). De même, le mouvement, en accordant également une importance aux conditions sociales, politiques et environnementales de production des aliments, porte également une critique des modèles productivistes, voire extractivistes, de développement. La dénonciation des impasses de ces modèles de développement se traduit par la démonstration, par les militants, des processus de dépossession de la capacité des paysans à produire, que ce soit en raison de leur étranglement économique ou de la captation des ressources agricoles par leur privatisation. Ainsi, en plus de se prononcer contre cette approche du développement, le mouvement malien met en œuvre des solutions concrètes pour s'en affranchir. À titre d'exemple, les actions visant tant la valorisation et la commercialisation des produits locaux que la construction de rapports de force pour contester les phénomènes d'accaparements de terre et de diffusion des OGM sont autant de réponses à ces modèles. En plus des analyses des politiques de dépossession de la paysannerie, le mouvement pour la souveraineté alimentaire adresse également l'approfondissement et la complexification du système capitaliste qui, organisé autour de la propriété intellectuelle, permet l'appropriation du vivant, de biens intellectuels et culturels. La mise sur pied de projet tel que les banques de semences traditionnelles, les caravanes et foires semencières

paysannes sont d'autres réponses concrètes à ce phénomène de marchandisation du vivant et des savoirs.

La revendication d'un modèle de développement basé sur l'agriculture familiale représente également une remise en cause du postulat selon lequel la modernité est caractérisée par la transition des sociétés rurales agricoles vers des sociétés urbaines industrialisées. Les militants, qui vont encore plus loin en suggérant que l'agriculture paysanne est en fait foncièrement moderne, rejettent cette vision uniforme et prédéterminée qui présente le processus de dépaysement comme horizon indépassable. Le réenchaînement de la dimension économique de l'agriculture dans ces aspects sociaux, culturels et écologiques s'inscrit aussi dans une volonté de dépasser le modèle de développement capitaliste dominant caractérisé par ses fondements idéologiques utilitaristes réduisant ce processus à la croissance économique (Peemans, 2007, p. 42). Les actions de consolidation des organisations paysannes qui travaillent concrètement au renforcement et la pérennisation des agricultures familiales et les tentatives de mises sur pied d'un système agricole orienté vers les besoins et ressources nationales sont autant d'expériences visant la transformation de cette vision capitaliste utilitariste dominante. Le travail de plaidoyer politique en faveur de la protection et régulation de l'agriculture familiale peut également être perçu comme une négation de la prétention historiquement déterminée de la modernité qui, elle, présente une version préétablie de ce que doit devenir une société alors que ceci, d'après les militants, devrait résulter d'un choix collectif. La critique de la pratique du *dumping* dépasse en ce sens la dénonciation de politiques commerciales déloyales et participe également à cette remise en question de la prémisse selon laquelle la paysannerie est vouée naturellement à sa disparition.

Ajoutons qu'en revendiquant la protection, régulation et soutien de l'agriculture paysanne, le mouvement pour la souveraineté alimentaire remet également en question l'économie politique globale qui s'appuie actuellement sur la division internationale du travail. La relocalisation des besoins et marchés agroalimentaires, sans pour autant prôner l'autarcie économique, se pose en alternatives au développement inégal et aux processus de



dépossession/accumulation que cette économie politique crée. La souveraineté alimentaire est alors une revendication pour la mise en œuvre d'une économie morale globale qui s'organise autour des avantages coopératifs, en contrepoids aux avantages comparatifs qui s'appuie sur un système de compétition entre unités et régions de production (Mc Michael, 2008).

En somme, en posant comme horizon un projet de société basé sur l'agriculture familiale, la couverture des besoins essentiels de la population malienne et la relocalisation de l'économie, le mouvement pour la souveraineté alimentaire remet en cause le modèle de développement dominant, questionne la trajectoire des sociétés dites modernes et repense l'économie politique globale.

## CHAPITRE IV

### AUTODÉTERMINATION, DÉMOCRATISATION ET HORIZONTALITÉS DES SAVOIRS

Ce deuxième chapitre empirique aborde la dimension « autonomie de décision » qu'implique la notion de souveraineté alimentaire, qui, rappelons-le, insiste sur la capacité des États et des citoyens à décider de l'orientation du développement de son agriculture. Ce sont les réflexions et actions mises de l'avant par le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali en matière de transformation des institutions ou structures que représentent la recherche agronome, l'État et plus généralement les arènes politiques, qui y sont présentés.

Nous nous intéressons d'abord au fait que cette approche insiste « sur la nécessité de reconnaître la souveraineté des pays et des régions dans le choix des politiques qu'ils jugent souhaitables » (Blein et Jeudy, 2007, p. 17). Il apparaît en effet que l'aide internationale, en fonction des conditionnalités qu'elle implique généralement, empiète souvent sur la souveraineté traditionnelle des États (Sindzingre, 2003). Nous nous intéressons en deuxième lieu au fait qu'en plus de revendiquer la souveraineté externe des États, le concept de souveraineté alimentaire suppose aussi une démarche visant la démocratisation des prises de décisions collectives et des espaces publics. Ainsi, en remettant au cœur de la question alimentaire des enjeux d'ordre politique, la souveraineté alimentaire propose une repolitisation des questions de faim et de pauvreté. Finalement, nous nous penchons sur la volonté du mouvement à défendre une recherche agronome indépendante en plus de s'intéresser aux efforts consentis pour la valorisation des savoirs locaux. Encore une fois, nous mettons en lumière les formes de mobilisation élaborées par les militants à l'égard de ces enjeux.

#### 4.1 Pour le retour à un État souverain et indépendant

La notion de souveraineté fait référence au « pouvoir suprême reconnu en droit international à chaque État, qui implique l'exclusivité de sa compétence sur le territoire national et son indépendance dans l'ordre international » (Thivet, 2012, p. 75). Cette notion est employée par les militants pour faire référence à ce projet de réhabilitation du rôle de l'État dans un contexte où celui-ci est en perte de légitimité et donc de plus en plus marginal et instrumentalisé. En effet, l'analyse du processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques agricoles au Mali, situation commune aux autres pays de la sous-région, démontre une perte d'autonomie des acteurs nationaux dans la conception et réalisation de leur propre développement. Tant la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel que l'aide internationale extérieure continuent d'influencer de façon importante l'orientation économique et politique du pays. Cette réflexion critique, au cœur du discours sur la souveraineté alimentaire au Mali, suppose alors une volonté de réhabilitation d'un État indépendant et démocratique.

Tel qu'exposé dans les chapitres précédents, le Mali, touché par d'importantes difficultés financières au début des années 1980, aura été contraint à adhérer aux PAS qui avaient pour effet de contribuer au désengagement de l'État et à la libéralisation économique du pays. Ribier affirme que :

(...) [d]e toutes les influences externes, les PAS auront été sans conteste ceux qui ont le plus marqué et façonné les politiques récentes en Afrique. Ils ont contribué au vaste mouvement de libéralisation des filières agricoles, de désengagement de l'État des activités de commercialisation et de transformation, et de recomposition institutionnelle des filières (Ribier, 2007, p. 86).

Cette situation de fortes influences politiques est dénoncée par les promoteurs de la souveraineté alimentaire au Mali. Une militante rencontrée qualifie ce phénomène « d'agressions politiques, car elles imposent de façon autoritaire des orientations politiques et économiques qui ont des impacts importants dans la vie des populations locales » (entretien, IAD). Un autre acteur rencontré nous explique quant à lui qu'il considère que la dette a été utilisée par les créanciers « comme une arme géopolitique pour pouvoir imposer au Mali des politiques qui étaient élaborées en fonction de leurs propres intérêts. Ils ont fait de la dette une arme de domination » (entretien, CAD Mali).

Devenant le « cadre unique de ses politiques et stratégies à moyen terme et le principal document de négociation avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers », le Gouvernement malien a plus récemment adopté, en 2002, le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté qui a été prolongé jusqu'en 2011 par le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCRP, 2006). La mise en application des Documents de stratégies de réduction de la pauvreté, pierre angulaire des « nouvelles » approches du développement depuis 1999, « sont [en effet] aujourd'hui une précondition de la plupart des prêts concessionnels des 78 pays les plus pauvres » et, à la manière des PAS, impliquent également des réformes institutionnelles importantes s'inscrivant directement dans la lignée des politiques d'ajustement précédentes (Campbell, 2005, p. 13; p. 198). Ces réformes, issues essentiellement du Consensus de Washington sont les suivantes : « politiques fiscales conservatrices; privatisation; libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux; la stabilité des prix, qui est une préoccupation majeure des politiques économiques » (Campbell, 2003, p. 487). Tel qu'illustré précédemment, les réformes institutionnelles mises en place par les PAS et plus récemment par les DSRP ont impliqué un affaiblissement important des capacités financières et techniques des administrations publiques dans la mise en œuvre et le pilotage des politiques publiques. Qui plus est,

(...) les objectifs macro-économiques sont dès lors standardisés, ce qui encourage les gouvernements à restreindre la mise en œuvre des politiques, souvent confiée à des experts. Ceci peut contribuer, [selon une étude de l'UNRISD], à isoler les institutions clefs de l'examen démocratique et affecter la démocratisation (Campbell, 2003, p. 487).

La mise en œuvre de ces stratégies et politiques pensées de l'extérieur et données d'avance entraîne alors une importante perte d'autonomie des acteurs nationaux :

(...) un rapide constat de la manière dont se déroulent les processus de politiques publiques est suffisant pour établir [la] fragilité des pays d'Afrique de l'Ouest et surtout leur dépendance à l'égard de forces extérieures qui opèrent l'expression d'un leadership national (Ribier, 2008, p. 238).

Notons que le Mali est considéré comme l'un des pays les plus dépendants de l'aide internationale (Dante *et al.*, 2002), l'aide publique au développement reçue entre 1993 et 2002 représentant en moyenne annuelle 10% de son produit intérieur brut (PIB). Ainsi, « les agences d'aide extérieure, par leur mandat, leurs conditionnalités et leurs flux

financiers, rentrent en confrontation avec la souveraineté traditionnelle des États » (Sindzingre, 2003, *cité dans* Grenade, 2010, p. 14) ».

Couplés à cette perte d'autonomie des administrations publiques, les engagements internationaux et les accords multilatéraux à l'OMC restreignent la marge de manœuvre des États en matière de politiques nationales (Ribier, 2006, p. 87). En effet, rappelons que l'accord agricole de l'OMC implique la réduction de la protection nationale face aux importations, la diminution des soutiens à la production interne et l'abaissement des subventions à l'exportation.

Ainsi, selon un responsable paysan, le principal défi du Mali n'est pas lié à une pauvreté économique, mais est plutôt issu du fait :

(...) qu'il est très difficile d'avoir de véritables leaders politiques qui peuvent prendre des décisions courageuses, car nous sommes trop dépendants, nos politiques sont trop dépendantes de l'extérieur. Ceci inhibe toute possibilité de faire des choix politiques forts et responsables. C'est ça qui plombe notre développement. On n'est pas sous-développé parce qu'on est pauvre ou incapable, mais c'est parce qu'on n'a pas de leadership politique (entretien, CNOP).

Dû à l'affaiblissement et à la perte de légitimité de l'État malien, il apparaît aussi que le « domaine de la lutte contre la faim est [actuellement] caractérisé par une inflation des dispositifs institutionnels » et par une démultiplication des acteurs impliqués dans l'élaboration des politiques agricoles au nom entre autres de la démocratisation et de la décentralisation (Janin *et al.*, 2011, p. 8). En effet, les différents ministères (ministère de l'Agriculture, des Finances, du Commerce, etc.), les services déconcertés ou décentralisés de l'État, les organisations de producteurs, les ONG nationales et internationales, les opérateurs privés, les bailleurs de fonds sont des acteurs qui sont potentiellement impliqués, à divers degrés selon les pays, dans ce processus (Ribier, 2006). Un militant nous explique en effet que considérant que « l'État ne peut plus jouer son rôle depuis les PAS, les paysans sont abandonnés à eux-mêmes et c'est ce qui explique la présence d'autant d'ONG d'horizons divers s'impliquant dans le milieu rural au Mali » (entretien, USC-Canada). Cette multiplication d'acteurs engendrera une surabondance de documents stratégiques de politique alimentaire et agricole et nourrira une certaine confusion au niveau des orientations à adopter, chacun des acteurs ayant des objectifs, intérêts et

perspectives leur étant propre (Ribier, 2006). « Il [devient alors] difficile d'y discerner une stratégie claire, correspondant à une vision de développement collectivement choisie » (Ribier, 2007, p. 79).

Un paysan pose quant à lui la question de l'aide internationale et de l'impact de celle-ci sur le développement du continent :

Personne ne fera l'Afrique à la place des Africains. Les Américains, les Européens, les Chinois disent qu'ils aident l'Afrique et pourtant l'Afrique est toujours là. Est-ce que le monde entier est incapable ou si c'est l'Afrique qui est incapable? Moi je pense qu'il y a trop d'interférence dans les projets et certains ne correspondent pas à nos réalités ceci expliquant qu'il y a de véritables blocages. Les Africains doivent eux-mêmes se lever et jouer la partition. Ce n'est pas les autres qui pourront faire décoller l'Afrique, personne! (entretien, SEXAGON).

Le cas de l'adoption de la Loi sur la biosécurité en 2008, qui est une bonne illustration de cette forte influence extérieure, a été évoqué par plusieurs acteurs rencontrés pour illustrer cette situation. Bien que le monde paysan s'était clairement positionné contre l'utilisation des OGM lors de la concertation pour la Loi d'orientation agricole en 2006<sup>6</sup>, l'Assemblée nationale votait en 2008 la Loi sur la sécurité en biotechnologique en permettant la diffusion :

Article 1 : la présente loi s'applique à l'importation, l'exportation, le transit, l'utilisation confinée, la libération ou la mise sur le marché de tout organisme génétiquement modifié (OGM) qu'il soit destiné à être libéré dans l'environnement ou utilisé comme denrée alimentaire, aliment pour bétail de transformation, ou d'un produit dérivé d'organisme génétiquement modifié. Elle s'applique également aux OGM à double fonction pharmaceutique et alimentaire d'intérêt agricole (Loi sur la biosécurité, 2008).

Pour les défenseurs de la souveraineté alimentaire, le gouvernement américain aurait eu « recours à des traités bilatéraux et multilatéraux de libre-échange et à une pression diplomatique à un haut niveau pour pousser les pays [comme le Mali] à adopter de nombreux éléments clés des réglementations favorables aux multinationales concernant les cultures GM » (Grain, 2005, p. 1). En effet, un militant affirme que :

La loi de la biosécurité au Mali a été financée par des multinationales avec l'appui de certains gouvernements comme l'USAID. Ils ont donné du financement au ministère de l'Environnement et ont donc directement soutenu l'élaboration de cette loi. Même chose

---

<sup>6</sup> La proposition formulée par les producteurs dans le mémorandum paysan s revendique que « [l']État adopte une législation anti-pollution sur l'utilisation de pesticides et insecticides. Il interdit l'utilisation des OGM » (CNOP, 2005, p. 23).

pour les multinationales qui ont financé une franche de la société civile pour participer aux discussions sur la question. Ça se manifeste comme ça la complicité entre l'État et le marché (entretien, IRPAD).

Notons qu'encourager l'utilisation des OGM fait effectivement partie officiellement des mandats de l'USAID, l'agence des États-Unis pour le développement international, qui a créé en 1991, le Projet de soutien aux biotechnologies agricoles. Comme l'expliqua l'ancienne directrice de ce projet, Catherine Ives :

Nous travaillerons avec les pays afin de les aider à développer des systèmes de réglementation en matière de biosécurité et des systèmes de gestion de la propriété intellectuelle qui promouvront l'accès à la biotechnologie agricole et son développement (Grain, 2005, p. 4).

Il est important d'ajouter que les « programmes de formation et de sensibilisation de l'USAID fourniront, comme le révèle son site web, des opportunités à des entreprises comme "Syngenta, Pioneer Hi-Bred et Monsanto" d'opérer un "transfert technologique" » (Grain, 2005, p. 3). Un militant rencontré nous explique sa façon de concevoir la situation :

Les États du nord soutiennent les multinationales, car elles sont les bras armés de ces États, ils les enrichissent. Il y a une complicité entre les États du nord et ces compagnies qui organisent le transfert des ressources du sud vers le nord. L'État malien aujourd'hui est dans un rapport de force qui est à son désavantage par rapport à la France et les USA. Ces États imposent leurs politiques sur les États faibles, appauvris. La politique agricole du Mali n'est pas définie de façon autonome par l'État (entrevue, CAD Mali).

Dans l'objectif d'interpeller les élus, mais également de sensibiliser la population malienne face à cette situation, les organisations paysannes, à l'initiative de la CNOP, organiseront le 13 novembre 2008 un sit-in en face de l'Assemblée nationale en prélude au vote de cette loi sur la biosécurité. Voici quelques-uns des slogans scandés lors de cette manifestation : « Halte à la corruption et à l'achat des élites contre les intérêts des masses laborieuses » ; « OGM : sans transparence = destruction de notre pays » ; « USAID : *go home* -OGM au Mali = preuve de corruption avérée » ; « OGM : ni dans mon champ, ni dans mon assiette » ; « Introduction des OGM brevetés = Mali vendu à Monsanto » (CNOP, s.d.).

Plus globalement, l'important travail de plaidoyer que les organisations paysannes ont exercé pour l'élaboration de la LOA se voulait une tentative de démonstration d'une volonté politique forte de reprise de contrôle de l'orientation des politiques de développement du pays. D'ailleurs,

(...) les organisations paysannes maliennes, avant même la création de la CNOP, avaient mentionné le besoin de formulation nationale de politiques agricoles dans l'objectif à la fois d'harmoniser les différentes stratégies mises en œuvre dans ce secteur, mais surtout de reprendre contrôle de celui-ci et de le soumettre aux besoins réels de la population (entretien, CNOP).

Ainsi, « la formulation des politiques agricoles par les Africains eux-mêmes [contribuent à renverser] la prédominance actuelle de l'offre des bailleurs de fonds sur les stratégies agricoles » (Ribier et Baris, 2014, p. 156).

Il est également important de souligner tout le travail des organisations se mobilisant en faveur de la souveraineté alimentaire qui vise le renforcement des « capacités nationales d'argumentation et de justification de l'intervention publique » (Ribier, 2007, p. 88). Pensons par exemple à l'Institut africain pour l'alimentation (IAD) dont la mission, entre autres, est de mener des activités d'éducation populaire auprès des citoyens et consommateurs sur les conditions de production et de transformation des aliments. Le Regroupement pour la défense des consommateurs du Mali (REDECOMA) organise également chaque année, dans le cadre des festivités de la Journée mondiale du consommateur, des activités de réflexions collectives sur des enjeux politiques parfois en lien avec la souveraineté alimentaire : cherté de la vie, impact de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM), services financiers équitables pour tous, etc. Une campagne d'éducation populaire sur le contenu de la Loi d'orientation agricole aura aussi été pilotée par l'Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement (IRPAD). Dans une volonté de rendre accessible aux communautés ce contenu juridique, des activités d'analyse politique avec des paysans ont été organisées à Ségou et Sikasso et des enregistrements audio dans les différentes langues nationales ont été réalisés dans le cadre de cette campagne. Des ententes avec des radios communautaires ont été créées et le contenu de cette loi, sous forme de feuilleton, a été



diffusé à travers le pays. Ceci n'est qu'un bref exemple des différentes actions menées en ce sens.

Pour revenir à la question de la Loi d'orientation agricole, il apparaît pour plusieurs acteurs rencontrés que les importantes difficultés de mise en application de cette loi sont une démonstration évidente du peu de marge de manœuvre politique des acteurs nationaux (entretien, CNOP; AOPP). Un responsable de la CNOP, qui a été à l'avant-plan du processus d'élaboration de cette loi, nous confie même être surpris par ce changement de contexte politique :

Selon moi, il y avait une volonté politique de la part du chef de l'État de forcer un peu les choses, mais la réelle politique rattrape toujours les choses. J'ai l'impression que le chef de l'État n'est pas en force d'imposer quoi que ce soit. La Loi n'est plus sa priorité. Je ne sais pas, je me pose des questions et je suis vraiment déçu. La CNOP et les paysans aussi, car tout le monde avait pensé que nous venions de poser les bases d'une véritable révolution au niveau du secteur rural malien (entretien, CNOP a).

Comme rapporté par Jacovetti (2011), en plus de l'érosion du pouvoir interne du Président Amadou Toumani Touré (ATT), l'État malien est

(...) endetté de près 1000 milliards de FCFA (1.53 milliards €), c'était la moitié au début des années 80. Confronté à la corruption et à de maigres rentrées fiscales, n'ayant pas les « coudées franches » ATT se presse de « puiser » dans les programmes comme le Cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté ou le Projet de développement économique et social qui s'achèvent entre 2010 et 2012, à la fin de son mandat. Ceux-ci supplantent les politiques agricoles, orientées largement sur les grands travaux d'infrastructures, avec peu de composantes agricoles prévues hormis l'initiative riz et l'irrigation de périmètres. Ces projets et programmes sont de plus en plus pilotés par les Partenaires au Développement. Sous couvert de sécurité alimentaire et de mise en place de Banques de céréales, la Belgique a la main sur le blé et l'élevage, le Canada sur le blé, le riz et la micro-finance toujours les mêmes zones agricoles « privilégiées » du Mali. Le Mali perd de plus en plus de sa souveraineté (Jacovetti, 2011).

Ainsi, considérant cet affaiblissement important de l'autonomie des administrations nationales et la forte influence extérieure dans le développement des politiques publiques, le recours à cette notion de souveraineté fait alors référence à ce projet de remise en cause du phénomène de dépendance des États et aux droits des peuples à l'autodétermination. La souveraineté alimentaire suppose alors une

réappropriation locale - nationale, sous-régionale - de la définition et de l'orientation des politiques publiques, et ce, après vingt années durant lesquelles les acteurs locaux ont eu le

sentiment de devoir courber l'échine face à la communauté internationale incarnée par la communauté des bailleurs et les institutions de Bretton Woods (Grenade, 2010, p. 14).

La souveraineté alimentaire ne réfère donc pas nécessairement ici à l'autarcie ou à l'autonomie alimentaire, mais revendique plutôt le droit des États de définir leurs propres politiques alimentaires en rupture avec celles sous-tendues par la ratification des différents accords économiques.

#### 4.2 Démocratisation des prises de décisions collectives et de l'espace public

Les activités d'éducation populaire, la revendication pour la prise en compte de la volonté paysanne lors du vote de la Loi sur la biosécurité et plus généralement, la mise en place d'un large processus participatif lors de l'élaboration de la LOA sont des illustrations démontrant que ce mouvement met également de l'avant la nécessité que la souveraineté soit celle du peuple et non seulement d'une élite politico-économique nationale. La souveraineté alimentaire suppose alors une forme partagée d'exercice du pouvoir et pose donc comme objectif politique la mise en place d'une démocratie participative à travers le renforcement de la participation citoyenne à la prise de décision politique et la démocratisation de l'espace public. À ce titre, rappelons un élément de la Déclaration pour la souveraineté alimentaire de 1996 :

Chacun a le droit à une information vraie et honnête, à un processus de prise de décision libre et démocratique. Ces droits forment la base pour une bonne gouvernance, responsabilité et juste participation à la vie économique, politique et sociale, libre de toute forme de discrimination (Déclaration pour la souveraineté alimentaire, 1996).

Par ailleurs, bien que l'application et la mise en œuvre de la Loi d'orientation agricole restent toujours difficiles, son élaboration, de façon inclusive, est un gain important pour le mouvement militant en faveur de la souveraineté alimentaire au Mali. En rupture avec les approches précédentes, cette loi aura été élaborée de façon participative et le processus de concertation qui en découle, piloté par les principaux intéressés, les organisations paysannes. Bien que la

(...) législation malienne encourage la participation continue de la société civile au processus décisionnel local, [...] [il apparaît que] le concept de "Participation" dans la

tradition politique malienne traduit essentiellement les stratégies et moyens visant à amener la population à endosser les politiques du gouvernement (Felber *et al.*, 2006, p. 23; p. 22).

En confiant le budget, l'organisation et l'animation de la concertation à la CNOP, organisation paysanne autonome, « le gouvernement d'alors cherchait certainement à répondre aux déficits démocratiques des processus habituels d'élaboration des politiques publiques », nous explique un militant (entretien, CNOP b). Un responsable de la CNOP nous raconte que la première campagne contre la diffusion des OGM menée par l'organisation en 2004 aura permis à ce groupe de se positionner dans la sphère politique et de gagner en crédibilité :

Cette première campagne nous a permis de nous faire connaître sur l'échiquier national. Nous avions des petits slogans, dans les réunions on embêtait les gens du ministère même si nous n'étions pas les bienvenus. Au cours de la campagne présidentielle, nos délégués lui faisaient de la pression pour qu'il nous reconnaisse. Il a été élu et a honoré son engagement face à nous. À partir de cet instant, le Président a tenu ses promesses électorales et a envoyé des groupes d'explorations en France pour s'inspirer des expériences françaises. Ils se sont rendu compte qu'au sortir de la guerre, de Gaulle mettait en œuvre la première Loi d'orientation agricole qui s'était développée en concertation avec les jeunes agriculteurs. Il s'est dit alors quand ils sont revenus que la seule structure nationale qui a des capacités de propositions, car vu ce que nous avons fait sur les OGM, et qui est autonome, c'était la CNOP. Le président a donc décidé de nous confier personnellement l'élaboration de la LOA (entretien, CNOP b).

Des responsables paysans interviewés ont souligné le rôle du président ATT dans ce processus de reconnaissance de la société civile autonome et donc de démocratisation des prises de décision collective en nommant la CNOP comme interlocuteur du monde paysan :

Le Président lui-même avait le souci d'engager les paysans dans ce processus pour, d'une part, respecter un engagement politique, mais aussi parce que, lorsqu'il était jeune, il avait été vexé : il partait à Mopti chez son oncle en vacances et de jeunes moniteurs, encadreurs venaient voir son oncle dans le champ pour lui dire quoi faire. Tout ce qui a été fait depuis les indépendances en agriculture a été fait sans le paysan. Il a voulu changer cette situation afin de permettre aux paysans de définir comment vivre de leur métier. À partir de ce moment, c'est parti comme sur des roulettes (entretien, CNOP b).

C'est ainsi qu'entre mai et septembre 2005 se sont tenues 24 concertations locales, neuf ateliers régionaux, huit ateliers thématiques (foncier, statuts des exploitants et des exploitations, recherche, financement, développement des milieux ruraux, filière/formation) et une synthèse nationale (entretien, CNOP b) auxquels auront participé plus de 4000 paysans dans tout le pays. Un responsable paysan rappelle que « tout le

monde était invité aux débats, mais les cadres de l'État n'en étaient pas propriétaires. C'était une première! Parfois les OP étaient en proie à des batailles internes, mais à la fin chacun s'y retrouvait! » (citation tirée de Jacovetti, 2010). « Un plan de communication [avait également] été budgétisé et élaboré afin que les débats parviennent dans tous les foyers via les radios, télévisions, presse et même un forum sur le net ce qui a donné encore plus de poids aux concertations » (*Op. cit.*). Une déclaration politique, le Mémoire paysan, a été rédigée lors de la synthèse nationale et les propositions de cette déclaration ont été validées par les paysans lors d'une rencontre à Ségou. Un avant-projet de loi issue de cette déclaration a été soumis au gouvernement et, après plusieurs rencontres interministérielles, un texte proposé au Conseil des ministres a été adopté en décembre (*Op. cit.*). Toutefois, plusieurs modifications qui n'allaient pas dans le sens du mouvement paysan, ni du gouvernement avaient été apportées par des parlementaires. C'est ainsi qu'en préparation d'une séance d'écoute des paysans à l'Assemblée nationale le 16 juin 2006, la CNOP a organisé de janvier à août, des rencontres préparatoires au sein du mouvement afin d'outiller les paysans à un travail de lobby auprès des élus. « C'était la première fois que les paysans étaient en contact avec les institutions de la République », raconte un responsable paysan (citation tirée de Jacovetti, 2010). Un représentant de la CNOP nous explique :

Notre stratégie consistait en des diners débats avec les députés pour leur expliquer, articles, par articles, ce que cela représentait. Nous avons fait du plaidoyer personnalisé en liant des représentants de la CNOP à chacun des élus, en leur disant que s'ils ne votent pas pour cela, les paysans, soit 80% de la population, ne vont pas voter pour eux. Pendant 4 mois, tous les lundis, mercredi et vendredi, nous étions dans les corridors de l'Assemblée nationale avec des petits documents sur tous les articles. Le vote a été reporté trois fois pour pouvoir nous écouter. On a fait un document avec des argumentaires pour les députés et les députés ont accepté à 100% nos amendements. Au jour du vote de la loi, on a fait venir 600 paysans des alentours et on leur a donné des bonnets paysans pour les distinguer dans l'Assemblée. La loi a été votée à l'unanimité sans débat. C'était une première au Mali! (entretien, CNOP b).

Le succès de cet important processus de concertation et de plaidoyer mené par la CNOP n'est pas étranger au travail de mobilisation de l'AOPP auprès de ces membres. En effet, un responsable paysan raconte que « l'AOPP même avant les concertations officielles avait organisé des concertations internes pour expliquer aux leaders de chaque OP sur le

terrain l'importance d'aller aux concertations. L'AOPP a préparé le terrain, et la CNOP s'est moulée dedans pour les concertations » (Jacovetti, 2010).

Il est important d'ajouter que ce processus de concertation aura été piloté par des acteurs issus de la société civile autonome des autorités publiques, au détriment d'organisations traditionnellement privilégiées pour ce type de procédure. En effet, « officiellement engagé depuis la fin des années 1990 dans un processus de lutte contre la pauvreté soutenu par l'ensemble des agences de coopération internationale, le Mali doit mettre en œuvre des politiques de développement élaborées en concertation avec les acteurs sociaux » (Cissoko et Touré, 2005, p. 142). Les organisations de la société civile qui ont été mises au premier plan de ce processus participatif auront été les structures qui étaient déjà fortes et influentes et celles qui étaient ancrées dans l'histoire politique du pays (*Op. cit.*). Ainsi, pour traiter de la question du développement rural, l'État interpellera l'APCAM, qui rappelons-le est un établissement public, au détriment des organisations paysannes et syndicats de producteurs agricoles. L'institutionnalisation de ce processus participatif aura d'ailleurs été dénoncée par des acteurs sociaux marginalisés « accusant l'administration de ne s'appuyer que sur de grosses structures urbaines financées par les bailleurs de fonds internationaux » (*Ibid*, p. 145). Les représentants du mouvement paysan affirment à l'opposé que leurs organisations, loin d'être dictées par des intérêts externes « fonctionnent autrement [ce sont] des organisations autonomes qui pensent et agissent par elle-même » (SOS Faim, 2014, p. 11). Bien que les organisations paysannes maliennes reçoivent une partie de leur financement d'organisations de coopération internationale, elles ne portent effectivement pas la vision néolibérale du développement des bailleurs de fonds.

Ainsi,

(...) à la différence des stratégies de développement rural, des lettres de politiques de développement, des stratégies de sécurité alimentaire, cette loi d'orientation s'appuie sur une double légitimité démocratique : une première légitimité qu'elles tirent des processus de concertation suffisamment décentralisés pour prendre en compte les préoccupations des producteurs pour lesquels ces lois sont définies en priorité ; une deuxième légitimité qu'elles tirent de la représentation parlementaire. La combinaison de ces deux légitimités leur donne une force incontestablement plus grande que les exercices habituels (Blein et Jeudy, 2007, p. 27).

Le concept de souveraineté alimentaire fait alors référence à un État « qui est l'émanation du peuple qu'il gouverne et doit agir dans son intérêt, notamment avec la participation active des acteurs concernés » (Grenade, 2010, p. 15). La souveraineté alimentaire exprime alors un triple souci : « retrouver des marges de manœuvre et la capacité de définir des politiques qui répondent prioritairement aux attentes des citoyens; réduire les interdépendances internationales et développer des agricultures centrées sur les besoins nationaux ou régionaux » (CSAO, 2006, p. 7).

Par ailleurs, en plus d'avoir réussi à mener une démarche d'élaboration politique plus inclusive, il apparaît que le mouvement pour la souveraineté alimentaire contribue également à créer des espaces de délibération, voire des espaces publics de prise de parole pour des acteurs habituellement ignorés des processus politiques. En effet, différents forums sur des enjeux liés à la souveraineté alimentaire sont fréquemment organisés. Ces espaces de réflexions, d'information et de mobilisation aboutissent généralement à des revendications collectives et permettent aux acteurs présents de s'introduire dans le jeu politique. Bien que ces espaces soient des lieux de discussion et non de décisions, ils contribuent néanmoins à faire reconnaître et à donner voix à ceux qui sont généralement marginalisés politiquement. En plus de favoriser l'éducation populaire et la participation citoyenne, ces forums sont également des moments générateurs de réflexion et de délibération permettant la convergence des luttes et souvent, l'émergence d'un agenda commun de mobilisation. À titre d'exemple, le forum de Kolongotomo, piloté par la CNOP et la Coalition du forum des organisations de la société civile, qui s'est déroulé en novembre 2010, avait pour objectif de :

(...) définir une vision concertée commune sur les impacts de l'accaparement des terres et d'aboutir à une synergie d'actions. À l'issue de ces deux journées, un mémorandum a été élaboré à destination du gouvernement malien : il l'exhorte à adopter une politique foncière agricole, lui rappelle que chaque malien/ne a droit à la propriété foncière et que les ressources naturelles sont inaliénables, l'encourage à geler les travaux d'aménagement de l'Office du Niger dans les sites litigieux, et l'exhorte à engager un dialogue politique avec la profession (CNOP, s.d.).

Un professeur de l'Université de Bamako impliqué dans le mouvement nous confirme que « de plus en plus, les paysans prennent la parole, donnent leurs positions face aux

politiques agraires, face aux OGM. Il y a une prise de conscience qui s'est accentuée au fil des années ce qui a amené souvent des débats sur la question de l'orientation de la politique agricole » (entretien, professeur).

La démocratisation de l'espace public qu'implique le projet de souveraineté alimentaire suppose également, pour les militants rencontrés, une plus grande participation des femmes à la vie politique et économique. Lors du Forum Nyéléni en 2007, les femmes présentes ont déclaré que :

(...) la garantie du droit à l'alimentation passe par la priorité de la production locale pour nourrir les populations et par l'accès des agricultrices et agriculteurs ainsi que des sans-terres, à la terre, à l'eau, aux semences et aux crédits. Elle passe aussi par la prise en compte du travail invisible des femmes qui préparent et distribuent la nourriture, mais pas dans le sens que lui donnent les organisations comme la Banque mondiale, c'est-à-dire en mettant sur la femme le fardeau et la responsabilité de la santé et du bien-être familial dans un contexte de réduction, de la part d'États et des entreprises, des salaires et des droits des travailleuses et travailleurs. Notre voie est celle de la reconnaissance du fait que la durabilité de la vie humaine, pour laquelle l'alimentation constitue une partie fondamentale, doit être au cœur de l'économie et de l'organisation sociale (Nyéléni, 2007 a).

En effet, des recherches menées au Mali ont permis de mettre en évidence l'importante tendance à l'exclusion des femmes du système de production agricole dominant (Monimart et Dacko-Maïga, 2009). Spécifions qu'en fonction des lois coutumières, les femmes n'héritent généralement pas de la terre et donc, en ont rarement le contrôle en tant que propriétaire. Bien qu'elles aient un rôle essentiel au niveau agricole, « elles représentent 51,6 % de la population dans les campagnes, constituent 60 % de la main-d'œuvre agricole et apportent environ 80 % de la production alimentaire » (Nardonne, 2008), leur accès aux terres est donc habituellement indirect et se fait par l'intermédiaire des hommes de sa famille. Dans un contexte où la majorité des transactions foncières en milieu rural relève encore du droit coutumier, les femmes restent exclues de l'accès à la propriété foncière bien qu'elles participent largement à la production agricole. De plus, alors que la grande majorité de la production des cultures vivrières au Mali est assurée par des femmes, l'importante perte de vitesse de cette production dans un contexte de modernisation des politiques agricoles contribue également à leur marginalisation.

Face à cette réalité, la Fédération nationale des associations des femmes rurales (FENAFER) travaille récemment, à travers des actions de plaidoyer, sur ces questions d'accès des femmes à la terre. À titre d'exemple, la FENAFER « siège à la Commission nationale d'attribution des terres, qui gère les terres aménagées par l'État. Sur toutes les terres aménagées au niveau national, 10 % des terres sont désormais réservées aux femmes dès le départ » (Nardonne, 2006). Dans cette même perspective, la COFERSA, membre de l'AOPP et de la CNOP, travaille à « l'amélioration du statut social et politique et du pouvoir économique des femmes rurales membres » (entretien, COFERSA). Organisées en coopérative, ces femmes en plus de travailler dans une perspective de lutte à l'insécurité alimentaire, cherchent à améliorer leur situation économique afin disent-elles de « s'indépendantiser des hommes et donc, d'avoir ainsi un meilleur droit de parole » (entretien, COFERSA). Ainsi, en plus de travailler à l'amélioration de la production agricole, la COFERSA soutient, à travers différentes activités de formation et de réflexion collective, la capacité de ses membres dans des actions de plaidoyer, deux éléments essentiels pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire.

Ainsi, il apparaît que la souveraineté alimentaire dépasse les enjeux de marché et de revenu paysan et pose comme idéal l'alimentation de « relations sociales sans oppression et inégalités entre les hommes et les femmes » (Nyéléni, 2007a).

#### 4.3 Pour une repolitisation des enjeux de faim et de pauvreté

Pour les acteurs interviewés, l'élaboration et la mise en place d'une politique agricole et alimentaire cohérente basées sur le développement et la consolidation de l'agriculture familiale représentent en fait l'opérationnalisation même du concept de souveraineté alimentaire. En effet, et comme soulignée dans le chapitre précédent, la souveraineté alimentaire implique la capacité des États et leurs citoyens à décider comment ils souhaitent développer leur agriculture.

Ainsi, en revendiquant le retour d'un État indépendant et démocratique et en favorisant la démocratisation des espaces publics, il apparaît que le mouvement pour la souveraineté



alimentaire contribue à la repolitisation des enjeux de faim et de pauvreté. En effet, tel que souligné précédemment, les stratégies qui ont été mises de l'avant à travers les époques en matière de politiques agricoles et de sécurité alimentaire au Mali se sont appuyées largement sur une vision techniciste de la question alimentaire en privilégiant l'augmentation de la production à la redistribution à la fois des denrées disponibles, mais également des moyens de production. « [D]éfinie comme le résultat d'un déséquilibre entre les niveaux de production agricole insuffisants et une croissance démographique excessive, [la faim dans le monde] favorise dès lors des solutions centrées sur l'augmentation de la production et de la productivité » (Thivet, 2012, p. 71). Ce discours sur l'amélioration de la performance et de l'efficacité du secteur privé et la mise en place d'un système concurrentiel mondial évoque en effet une « tendance vers une 'technicisation' des enjeux de la pauvreté, de l'exclusion sociale » et donc, par conséquent, de la faim en les présentant comme apolitiques (Campbell, 2005, p. 28). Cette technicisation s'inscrit « dans un déni du politique (des rapports de pouvoir, des conflits d'intérêts catégoriels et des inégalités sociales) sous l'égide d'une idéologie d'inspiration techno-libérale » (Janin *et al.*, 2011, p. 9). En mettant l'accent sur le droit de propriété pour favoriser l'investissement et le développement du secteur privé, ces politiques agricoles laissent supposer une « conception particulière de l'État, une notion fonctionnaliste et instrumentaliste qui privilégie ses fonctions économiques, 'créer un environnement favorable aux forces du marché', et subordonne ou met en marge ses fonctions redistributives » (Campbell, 2005, p. 23). Cette tentative de dépolitisation de ces problématiques aurait pour objectif de limiter les contentieux et donc d'assurer la stabilité politique et par ricochet, la stabilité économique.

Toutefois, en affirmant que « nous produisons suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir près du double de la population mondiale actuelle » (entretien, CNOP), les acteurs militant en faveur de la souveraineté alimentaire identifient bien les limites sous-tendues par cette perspective techniciste du phénomène de la faim. En effet,

(...) en un demi-siècle, la croissance de la production agricole a été supérieure d'environ 8 % à la croissance démographique, elle est néanmoins insuffisante et trop inégale pour subvenir aux besoins de l'humanité de façon convenable et neuf millions de personnes meurent de faim chaque année (Mazoyer, 2008 *cité dans* Grenade, 2010, p. 16).

Plus du trois quarts des personnes souffrant actuellement d'insécurité alimentaire dans le monde sont ceux qui vivent dans des zones rurales majoritairement agricoles (PAM, 2014) et, selon le mouvement pour la souveraineté alimentaire, la faim est engendrée par la marginalisation économique et politique de cette catégorie de population.

« La faim ne constitue pas qu'un problème technique, elle est avant tout un problème politique et est le résultat des choix du passé qui ont gravement accru les inégalités entre les pays et au sein de chaque pays » (Grenade, 2010, p. 16). Voilà pourquoi une militante nous explique que la reconquête de la souveraineté alimentaire se fera par la déconstruction des rapports de pouvoir inégalitaires entre pays et régions du monde, mais également entre les différentes catégories de population au Mali. « Aujourd'hui, il s'agit d'une lutte politique, d'une reconquête politique de la question alimentaire » (entretien, IAD). Le mouvement pour la souveraineté alimentaire propose alors, face à cette lourde tendance de donner la primauté à la croissance économique comme solution en matière de lutte à la pauvreté, d'aborder la question de la redistribution des richesses et d'un partage équitable des ressources.

Finalement, « sortir le problème de la faim et ses causes du domaine technique pour le replacer dans le domaine du politique conteste l'idée d'une évolution inéluctable et rend le changement possible, c'est la voie choisie par les partisans de la souveraineté alimentaire » (Grenade, 2010, p. 16).

#### 4.4 Horizontalités des savoirs : valorisation des savoirs locaux et plaidoyer pour une recherche indépendante

Dans cette volonté de démocratisation de l'espace public toujours, mais également en opposition à cette approche techniciste et technocratique de la question alimentaire, la valorisation des savoirs locaux paysans est une autre dimension importante que les militants maliens adressent dans leur lutte pour la souveraineté alimentaire. En effet, la technicisation de la question alimentaire,

(...) par le biais d'une 'nouvelle imagination scientifique' [...], aura également comme conséquence de légitimer l'absence de prise en compte cognitive et pratique des expériences et savoir-faire locaux adaptés aux conditions pédologiques et climatiques (par exemple en matière de réserves semencières et de diversité culturelle (Janin *et al.*, 2011, p. 8).

La « surabondance technocratique » générée par la mise en œuvre d'un ensemble de savoirs experts et de techniques spécifiques (recensements, outils statistiques, prévisions, enquêtes, etc.) » (Thivet, 2012, p. 71) contribue à l'invisibilité et donc encore une fois à la marginalisation des gens directement impliqués par la question de par leur expérience d'insécurité alimentaire ou leur rôle de producteurs (*Op. cit.*). Cette dévalorisation à la fois de l'expérience quotidienne, mais également des savoirs paysans locaux aux profits d'experts de la question a des implications sociales et politiques importantes puisque sont privilégiés les avis de conseillers techniques à ceux des personnes et communautés directement touchées par la question, une telle démarche pouvant être perçue comme s'inscrivant dans un processus où l'on réduit des acteurs sociaux à des bénéficiaires de services.

De même, la valorisation et la dépolitisation des données techniques au détriment de prises de décisions issues d'un débat politique entre les citoyens d'un pays semblent encore une fois contribuer « au rétrécissement des espaces démocratiques » (Campbell, 2005). En effet, en confiant ce domaine aux experts et en le sortant de « l'examen démocratique [l'on exclue] certains groupes sociaux de la gestion et de la participation aux affaires publiques, on crée des problèmes de délégitimation [et] de résistance » (Campbell, 2005, p. 29). Comme Campbell le souligne, il semblerait que nous nous éloignons de plus en plus « d'un modèle libéral pluraliste basé sur un idéal participatif, en faveur d'un modèle plus autoritaire basé sur un idéal technocratique » (Campbell, 2005, p. 38). Un militant nous raconte :

C'est bon de vouloir révolutionner l'agriculture, mais pas de cette façon. Les chercheurs ignorent les paysans dans ce travail. Ils ne rencontrent même pas les gens pour leur demander ce qu'ils aimeraient voir comme changement. On prend les chercheurs, on leur donne beaucoup d'argent, ils réfléchissent et les paysans sont à la touche (entretien, USC-Canada).

Les auteurs postcoloniaux et dé-coloniaux parleraient de cette situation en termes de colonialité du savoir et même de violence épistémique (Grosfoguel, 2006; Hurtado Lopez, 2009; Spivak, 1988). En opposant savoirs dits experts et savoirs locaux, la technocratisation des questions alimentaires contribuerait à ordonner, et donc hiérarchiser, les connaissances humaines « selon une échelle épistémique qui va du traditionnel au moderne, de la barbarie à la civilisation, de la communauté à l'individu, de la tyrannie à la démocratie, de l'Orient à l'Occident » (Castro-Gomez, 2006, p. 34)

Pour illustrer cette absence de prise en compte des expériences paysannes et du caractère autoritaire de cette approche, Mamadou Cissokho, président d'honneur du ROPPA, explique le rapport qu'entretient l'État face à la paysannerie depuis l'époque coloniale. Avant les indépendances, les paysans n'étaient que :

(...) des ouvriers agricoles dans leurs propres exploitations, des gens qui grattaient la terre pour semer et que l'on « encadrait » pour leur dire comment faire, que l'on « disciplinait » pour améliorer des productions destinées à la colonie [....]. C'était les autres qui nous disaient qui nous sommes, ce qu'il faut faire : il y avait un consensus pour dire que nous ne savions rien faire (SOS Faim, 2014, p. 14).

Après les indépendances, les sociétés coloniales furent nationalisées et l'encadrement paysan s'est alors accéléré (*Op. cit.*). Encore une fois, il était impossible « pour le paysan de faire éclore des idées en dehors du paquet technologique qui lui était imposé » (*Op. cit.*). Il était également dépendant de l'État qui lui fournissait intrants et outillages agricoles. « Tout cela s'est fait au profit de la "nouvelle autorité", pour "bâtir un nouveau pays", et il y a eu "détournement" de la plus-value agricole au profit des villes » (*Op. cit.*). Ainsi, en plus de discréditer les savoirs-faires des populations agricoles, il apparaît que la masse paysanne s'est vue instrumentalisée au profit du développement économique du pays. La recherche et vulgarisation agricole fonctionne alors sur « un modèle centré sur les transferts aux agriculteurs de technologie élaborés par les chercheurs puis diffusés via des agents de vulgarisation dans le cadre d'un appareil fortement centralisé et public » (Grain de sel, 2004, p. 9). La naissance du mouvement paysan autonome et la montée du discours sur la souveraineté alimentaire s'inscrivent dans une volonté de rupture avec cette tendance de dévalorisation et d'instrumentalisation de la population paysanne (SOS-Faim, 2014).

Un élément qui a également été abordé par la majorité des acteurs rencontrés concerne le fait que la recherche agronomique nationale, qui reste encore majoritairement tributaire de l'aide internationale, est de plus en plus investie par le secteur privé. Un militant dénonce la porosité entre les milieux de la recherche nationale et des multinationales au Mali : « le directeur actuel de la fondation de l'entreprise Syngenta, [société suisse spécialisée dans la production de semences et pesticides], est l'ancien directeur général de l'Institut d'économie rurale et il a donc beaucoup d'influence aujourd'hui sur l'orientation de cette recherche » (entretien, IRPAD). En effet, au cours de la période 2004-2008, la recherche et le développement agricole au Mali ont été financés à hauteur de 53 % par les bailleurs de fonds (Stads et Maïga, 2011). Au nom de la modernisation de l'agriculture africaine, de grandes fondations privées, qui « préconisent une approche axée sur le marché pour augmenter de manière durable la productivité et les possibilités dans le secteur agricole », font la promotion de partenariats public-privé avec de grandes industries semencières ou d'intrants agricoles (Binet, 2014). Parmi les fondations actives au Mali en matière de recherche et développement, notons la Fondation Rockefeller et la Fondation Bill et Melinda Gates qui travaillent à l'introduction des organismes génétiquement modifiés à travers leur programme d'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et la Fondation de l'entreprise Syngenta, société suisse spécialisée dans la production de semences et pesticides. Ajoutons qu'au-delà du financement dans le secteur de la recherche agricole, la Fondation Bill et Melinda Gates finance d'autres partenariats public-privé avec des multinationales agroalimentaires « (DuPont, Cargill, Unilever, Nestlé, Coca cola, Olam, etc) dans des projets visant à transformer l'agriculture africaine » (Binet, 2014, p. 34). Pour les promoteurs de la souveraineté alimentaire « c'est une véritable filière de semences hybrides et d'intrants » que ces programmes de recherche contribuent à structurer (Binet, 2014, p. 33). Un militant nous raconte :

La fondation Syngenta supporte financièrement tout un centre de recherche agronomique au Mali, aussi bien les salaires des chercheurs que les recherches qui y sont menées. Vous voulez qu'une fondation affiliée à une multinationale aille saper ses propres intérêts pour les intérêts nationaux? Il n'y a donc pas une souveraineté dans cette recherche, car elle est portée par des entreprises privées ou même des états qui font passer les intérêts de leur entreprise en avant de leurs intérêts nationaux. Il faut la liberté d'orienter la recherche en

fonction de nos besoins et assurer une utilisation publique des résultats. Pas une utilisation avec des droits de propriétés intellectuelles ou des brevets (entretien, IRPAD).

Le questionnement de Lallau (2012 a) résume bien la nature des réflexions que posent les militants pour la souveraineté alimentaire face à cette situation :

(...) est-il légitime que Bill Gates finance, par le biais de sa puissante fondation, la diffusion des semences génétiquement modifiées en Afrique, en concertation avec Monsanto, et par le biais d'institutions de promotion telles que la Fondation africaine pour les Technologies agricoles ? Et ce, en dehors de tout débat public et démocratique ? Autrement dit, est-ce à un mécène de décider ce qui est bon pour les paysans, alors même que ce nouveau pack technique risque d'accroître la dépendance de ces paysans vis-à-vis des agro-fournisseurs ? (Lallau, 2012 a, p. 9).

Bref, « les risques afférents à l'introduction de la logique de compétitivité au principe de l'aide, qui tend à s'aligner sur le jeu capitaliste, et mettent en cause l'objectif affiché de sécurisation alimentaire de ces projets de modernisation de l'agriculture africaine » sont aussi dénoncés (Binet, 2014, p. 25).

Ainsi, face à une approche autoritaire et à une recherche agronome descendante, coupée des connaissances paysannes et de plus en plus investies par le secteur privé, plusieurs pratiques visant la valorisation de ces savoirs et même la mise en œuvre de recherche-action à partir d'une approche paysanne sont mises de l'avant. Organisée dans le cadre du Forum des peuples depuis 2002, la Conférence populaire paysanne se veut un véritable espace de prise de parole paysanne. Aussi appelée « l'école des paysans », cette conférence est un lieu où ces agriculteurs, « qui se sentent souvent dévalorisés et instrumentalisés, se font écouter par les universitaires, les experts, les grands spécialistes. Ils sont invités, lors de cet événement, à identifier les problèmes qui les concernent et y proposer leurs solutions » (entretien, CAD Mali). Un acteur rencontré nous explique sa vision de la situation :

Généralement, on pense que les paysans sont illettrés et que ce sont les chercheurs qui détiennent les connaissances. Nous, notre culture est orale, mais cela ne veut pas dire que les paysans n'ont pas de connaissances. Face à cette situation, nous avons décidé de faire une prospection pour voir quels paysans avaient une bonne expertise spécifique et lors de ces conférences ce sont eux qui animent devant les chercheurs et engagent des débats avec ceux-ci. Cela a permis aux chercheurs de changer leur façon de voir les paysans, de leur accorder plus de respect et de mieux comprendre certaines choses. Cette initiative contribue aussi à revaloriser le paysan lui-même (entretien, USC-Canada).

En 2011 par exemple, des paysans ont abordé la situation des accaparements de terres à partir de leur réalité afin que l'assemblée cerne cet enjeu depuis une perspective paysanne. En plus d'être « un espace d'analyse des préoccupations majeures de l'agriculture paysanne familiale » (*Op. cit.*), la conférence populaire paysanne, qui a également lieu au Burkina Faso, se veut aussi un processus de prise en charge des paysans et donc, de remise « en cause du rôle traditionnel que certaines ONG et acteurs gouvernementaux se sont arrogé pour parler au nom des paysans ou prétendre « les représenter » dans le débat public sur les questions locales, nationales et internationales engageant [leur] vie » (COFSB, 2007, p. 13). Cette pratique s'inscrit donc tant dans un processus de renforcement de la participation des paysans aux affaires qui les concernent qu'une démarche d'autonomisation par rapport aux acteurs ayant tendance à les « encadrés ». La valorisation de la perspective paysanne contribue également à défendre un mode de vie, à légitimer une conception particulière du monde. L'un des organisateurs du forum nous dit :

On ne peut jamais résoudre le problème de l'agriculture malienne en marginalisant les paysans, en les mettant à l'écart et en allant chercher des solutions dans des bureaux entre quatre murs. C'est notre conviction et c'est pourquoi nous avons créé cette espace pour dire aux dirigeants, du Mali, de l'Afrique et du monde entier que c'est de cette façon que l'on peut résoudre le problème de l'agriculture malienne (entretien, CAD Mali).

Notons ici que pour certains acteurs rencontrés, la lutte pour la souveraineté alimentaire en est une de réappropriation et de revalorisation culturelle : « Depuis trop longtemps nous travaillons avec les ressources, mais également avec les idées d'autrui. Nous consommons doublement les fruits de l'extérieur : le produit de leurs réflexions et leurs produits manufacturés » (entretien, CAD Mali). Pour ces militants, travailler « à faire comprendre aux gens que nos pratiques, nos produits, nos traditions ont de la valeur, c'est être dans un processus de récupération culturelle » (entretien, AOPP).

Partant de l'idée que la science agronomique gagnerait à valoriser davantage les connaissances paysannes, plusieurs acteurs rencontrés nous ont souligné que la souveraineté alimentaire impliquait aussi que la recherche scientifique devait prendre comme point de départ les savoirs endogènes. C'est ainsi que l'AOPP, en partenariat avec Inter-Réseaux, le Fonds international de développement agricole et le Centre technique

de coopération agricole et rurale ACP-UE, a organisé à Ségou en 2004 la toute première édition de la Foire-Atelier de l'innovation paysanne. En plus des paysans innovateurs, cette foire s'adresse aux fédérations paysannes, aux chercheurs et aux bailleurs de fonds. Préalablement à cet événement, les fédérations d'organisations paysannes ont piloté le processus de repérage, de sélection et de valorisation des innovations qui seraient présentées à la Foire. Dans l'objectif de démontrer qu'un soutien adéquat à l'agriculture paysanne contribuerait à relever les défis de l'accroissement de la productivité et de la lutte contre la pauvreté rurale, cette initiative met de l'avant la nécessité de rapprocher la recherche et le développement agricole des paysans.

Dans cette volonté toujours de créer des ponts entre les milieux de la recherche et du monde paysan, mais également, afin de valoriser le caractère novateur et profondément moderne des savoirs endogènes, une professeure et généticienne à l'Université de Bamako a décidé de créer l'Institut Africain pour l'alimentation et le développement durable (IAD). « Structure tampon entre les communautés paysannes et les universitaires », l'IAD mène des projets de recherche-action dont la finalité est l'amélioration du bien-être des communautés locales. La directrice de l'Institut nous explique qu'« en opposition aux projets de recherches qui ne servent que les intérêts des multinationales, l'IAD travaille à ce que les processus de développement des termes de références émergent de préoccupation des communautés paysannes » (entretien, IAD). Cette démarche, qui poursuit la volonté que la recherche scientifique réponde prioritairement aux besoins des populations, travaille à l'appropriation des résultats des études menées par les communautés en co-construisant les problématiques de recherche directement avec elles. Cette professeure nous explique que cette forme recherche est subordonnée à la résolution d'un problème donné et « que les recommandations et pratiques qui en émergeront risquent donc d'être beaucoup plus durables puisqu'elles sont issues du discours des communautés elles-mêmes » (entretien, IAD). Déplorant la nature souvent extractive de la recherche traditionnelle, l'IAD travaille également à rendre visible et reconnaître l'apport des connaissances paysannes aux savoirs dits scientifiques et modernes:

(...) la recherche agricole en matière d'amélioration variétale trouve ses sources auprès des communautés paysannes. En effet, les premières informations desquelles nous partons sont



celles qui sont développées par les paysans. Ce sont des savoirs dynamiques contrairement à ce que l'on peut penser. Quand on va coller à ces savoirs le qualificatif de traditionnel, on a l'impression que ce sont des savoirs qui sont figés alors qu'ils sont profondément modernes. Les informations sur les semences, les plantes ce ne sont pas les scientifiques qui les développent, nous partons plutôt timidement demander aux paysans et c'est avec ces données que nous démarrons nos programmes de recherche. La recherche agricole moderne est généralement menée à partir d'une approche extractive : une fois que nous avons les informations dont nous avons besoin, nous partons et nous nous les approprions en les brevetant (entretien, IAD).

Dans un même ordre d'idée, l'Institut de recherche et de promotion des alternatives en développement (IRPAD), est une ONG autofinancée à caractère scientifique et académique qui a été créée dans l'objectif d'arrêter de « dépendre d'une coopération éphémère et de comité d'administration non localisés en pays africain qui a des intérêts et des conceptions différentes » (entretien, IRPAD). Cette structure fait donc « des travaux de recherches dans différents domaines en lien avec le développement en plus de faire de l'accompagnement des organisations paysannes » (*Op. cit.*) Notons que l'IRPAD, par l'entremise de la participation de son directeur exécutif à l'équipe de recherche, a été impliqué dans l'« Étude participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest et son impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales ».

Ainsi, à la fois dans une démarche de prise de parole, mais également de valorisation d'un mode de vie et d'un modèle de développement, les militants pour la souveraineté alimentaire « revendiquent une reconnaissance sociale et heuristique [des paysans] dans l'exercice de leur métier » (Mongbo, Kanouté et Koura, s.d.). Ce travail pour la reconnaissance et l'acceptation d'autres formes de production de connaissance est également considéré par certains militants comme une démarche de libération d'une forme de domination culturelle (entretien, AOPP, IAD, CAD-Mali).

## Commentaires de synthèse

Ainsi, comment le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali adresse-t-il sa volonté de transformer des institutions et structures qui renforcent et maintiennent les rapports de pouvoir existants? Les dynamiques de pouvoir d'agir sont à voir ici dans les revendications et stratégies de renforcement de «l'autonomie de décision» que portent les militants maliens.

Nommons d'abord la dénonciation, par les militants, de la perte d'autonomie de l'État en raison de la dépendance du pays à l'aide internationale, de l'engagement du Mali à différents accords économiques et de la démultiplication des acteurs impliqués dans l'élaboration des politiques agricoles. L'ingérence du secteur privé dans l'élaboration des programmes de recherche agronomique du pays est un autre enjeu abordé par le mouvement. La mise en lumière des tactiques de promotion d'un modèle de développement agricole bien précis et des processus d'imposition de réformes institutionnelles pour la libéralisation politico-économique du pays s'inscrit dans cette volonté de révéler les formes de domination qu'entretiennent des nations et multinationales face au Mali. La repolitisation des enjeux de pauvreté et d'insécurité alimentaire se positionne ici dans cette volonté de mettre en lumière les idéologies qui contribuent à masquer ces dominations qui s'opèrent. Cette analyse critique soutient la revendication du mouvement au droit des peuples à l'autodétermination, principe qui implique que chaque peuple détient la liberté de déterminer son régime et ses orientations politiques indépendamment de toute influence étrangère. Les actions de renforcement des capacités d'argumentation en faveur de la nécessité de l'intervention publique menées par les différents groupes rencontrés ainsi que l'important travail de plaidoyer politique de la CNOP en faveur de l'élaboration d'une loi d'orientation agricole et les revendications pour une recherche indépendante sont des stratégies concrètes vers une volonté de réappropriation des pouvoirs de l'État malien sur les forces extérieures représentées par les bailleurs de fonds et le secteur privé.

Toutefois, plus qu'une question de gouvernance visant la restauration du pouvoir des autorités publiques sur les bailleurs de fonds et le marché, le mouvement pour la souveraineté alimentaire dénonce le rôle de complicité de l'État malien dans la mise sur pied d'un modèle de développement néolibéral. Ainsi, bien que cherchant à faire reconnaître l'autorité juridique de l'État, les militants travaillent aussi à transformer cette même autorité en la défiant de concéder aux populations une partie de ce pouvoir. En plus d'exiger une garantie formelle de l'exercice des droits de souveraineté alimentaire - droit de soutenir et protéger son agriculture paysanne par exemple - le mouvement soutient que le contenu de ces droits doit être déterminé par les populations elles-mêmes. Les militants revendiquent alors une forme partagée d'exercice du pouvoir par la mise en place entre autres d'une démocratie participative. La vaste concertation mise en œuvre par la CNOP pour l'élaboration de la LOA témoigne de cette ambition. Ajoutons que l'organisation de forums divers traitant d'enjeux en lien avec la souveraineté alimentaire, mais également d'actions visant une plus grande participation des femmes à la vie politique et économique contribue également à la mise en place de démarches visant le renforcement du caractère démocratique des arènes politiques et de l'espace public malien. Ces actions peuvent également être analysées comme une internalisation et une concrétisation des principes de démocratie qui animent la souveraineté alimentaire (Mc Michael, 2008).

Ajoutons qu'aux approches autoritaires et descendantes (*top down*) de la recherche agronome, coupées des connaissances paysannes et de plus en plus investies par le secteur privé, les promoteurs de la souveraineté alimentaire opposent une vision plus horizontale des savoirs, ouverte aux connaissances et expériences endogènes. Ainsi, le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali met également au cœur de sa lutte, une forme de domination plus subtile qui se traduit par une technocratisation des questions agroalimentaires. Légitimé par un discours sur la supériorité technique et intellectuelle des savoirs modernes, cette technocratisation, en rendant invisible et en marginalisant les savoirs paysans, participe au rétrécissement des espaces démocratiques. Les militants soulèvent également les risques que pose le noyautage, par des multinationales, de la recherche agronomique nationale qui risque de servir davantage des

intérêts privés à ceux des populations maliennes. Le travail de plaidoyer pour une recherche indépendante, mais également les pratiques de valorisation des savoirs locaux et la mise en œuvre d'institutions à caractère scientifique travaillant à partir de la méthode recherche-action sont autant de tentatives de se soustraire à ces formes de domination culturelle et intellectuelle. Toutefois, et cette réalité apparaît clairement dans le cas malien, ce processus de recontextualisation de la production des savoirs et la mise en lumière des rapports de pouvoir s'y rattachant, ne s'inscrit pas dans la célébration d'une approche binaire opposant savoirs modernes et savoirs locaux, mais propose plutôt une démarche de développement de connaissances hybrides et novatrices.

En somme, ces démarches laissent paraître une volonté d'approfondissement par le mouvement malien du caractère démocratique de la souveraineté alimentaire en misant à la fois sur l'importance de l'autonomie de l'État malien, mais également sur le pouvoir d'influence de sa population sur celui-ci en plus de chercher à s'affranchir du caractère hégémonique des savoirs dits modernes et techniques.

## SYNTHÈSE ET CONCLUSION

Comme nous l'avons constaté précédemment, c'est dans un contexte de crise paysanne, qui prend sa source à l'époque coloniale, qu'un mouvement transnational citoyen revendiquant la souveraineté alimentaire émerge. Les processus de modernisation et mondialisation des systèmes alimentaires, qui s'appuient sur une vision occidendo-centrée de l'agriculture, sur des relations asymétriques de pouvoir et sur des politiques d'accès aux ressources naturelles, les terres et l'eau notamment, auront contribué à l'appauvrissement, la marginalisation et la décrédibilisation de la paysannerie à l'échelle planétaire.

Au Mali, les secteurs de l'agriculture et de la pêche, qui s'appuient encore majoritairement sur des exploitations familiales, occupent près de 80 % de la population active et garantissent en grande partie la sécurité alimentaire des populations. Il apparaît toutefois, en retraçant l'évolution des politiques agricoles maliennes depuis l'époque coloniale, que le pays s'inscrit dans cette même tendance de promotion d'une agriculture de type productiviste, et ce, au détriment de l'agriculture paysanne. Le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali, composé d'organisations variées de la société civile (organisations paysannes, associations de consommateurs, coopératives de travail, etc.), de personnes physiques (syndicalistes, professeurs, généticiens) et d'institutions de recherche, adresse les enjeux qui découlent de cette situation.

Un des objectifs de ce mémoire de maîtrise était de mettre en lumière les dynamiques du pouvoir d'agir de ce mouvement dans un contexte marqué par l'institutionnalisation et l'instrumentalisation de la société civile. En effet, le survol de la trajectoire de l'État postcolonial et de la société civile au Mali a permis d'identifier que malgré la prolifération d'organisations de la société civile, la démocratie peine toujours à s'installer comme mode de régulation du pouvoir. L'instrumentalisation du secteur associatif par les bailleurs de fonds et les autorités nationales expliquent en partie cette situation. En fonction d'une vision libérale de la démocratie, la société civile est perçue par les

organisations internationales comme l'acteur idéal pour la suppléance du rôle social de l'État que l'on considère autoritaire et corrompu. La reconnaissance croissante accordée à la société civile par les bailleurs de fonds suscitera également, dans un contexte politique de rivalité pour le contrôle de ces organisations suite aux processus de démocratisation, une compétition entre la classe politique et une frange du secteur associatif. Ainsi, il apparaît que la prolifération d'organisations associatives et politiques ne garantit pas la démocratisation politique et l'autonomisation de la société civile bien qu'il existe malgré tout des dynamiques autonomes à l'État et aux bailleurs de fonds (Roy, 2010).

En retenant ce constat, nous avons suggéré que le pouvoir d'agir des acteurs sociaux n'est jamais complètement libre, ou à l'opposé totalement déterminé, mais nécessairement influencé par le monde social dans lequel il évolue. Dans ce contexte, nous avons proposé d'étudier le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali de l'intérieur afin d'identifier comment les militants problématisent les rapports de pouvoir dans lesquels ils sont impliqués et de quelle manière ils cherchent à s'en affranchir. Les stratégies et influences de leur action collective ont donc été au cœur de notre mémoire. La notion d'*empowerment* a été retenue pour analyser la dynamique du pouvoir d'agir du mouvement parce qu'elle offre la possibilité de mettre en valeur la parole des militants et donc de comprendre comment les paysans et plus généralement les citoyens maliens, vivent, s'expliquent et se mobilisent face à des problèmes structurels comme la faim, la pauvreté et la justice alimentaire. Cette posture aura permis à la fois d'ancrer la compréhension de la notion de souveraineté dans une réalité géographiquement circonscrite, dimension peu présente dans la littérature, en plus de faire ressortir les enjeux qui se dessinent pour le mouvement malien. La mise en lumière du développement et des modalités de ce processus d'*empowerment* ouvre également la porte à une réflexion, qui suivra, sur les effets directs et indirects du mouvement social qui nous occupent.

Rappelons que l'*empowerment* est un processus de problématisation de la réalité à travers lequel l'opprimé, en rejetant l'impuissance et le fatalisme, identifie l'idéologie qui légitime les relations de pouvoir et cherche, à travers un passage à l'action, à s'en

affranchir. La notion d'*empowerment* s'inscrit également dans une volonté d'auto-organisation et propose une démarche critique du modèle dominant de développement marqué par la planification *top-down* des politiques publiques et une vision utilitariste réduisant le développement à sa dimension économique. Afin de faire ressortir les dynamiques du pouvoir d'agir des acteurs du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali, nous avons mis en tension la critique du modèle agroalimentaire dominant aux revendications et actions menées par les militants rencontrés.

En nous intéressant à la volonté du mouvement de transformation des modalités d'accès et de contrôle des ressources économiques et naturelles ainsi que des institutions qui rendent légitimes et renforcent les inégalités, nous avons mis en lumière le pouvoir d'agir des militants, c'est-à-dire la manière dont ces derniers cherchent à questionner, déplacer et redéfinir les relations de pouvoir dans lesquelles ils sont impliqués. Nous proposerons également des éléments de réponses aux questions concernant les effets directs et indirects du mouvement et de la possibilité que celui-ci se pose en contre-pouvoir aux autorités nationales et aux bailleurs de fonds.

### Dynamiques du pouvoir d'agir du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali

Le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali suppose une conception critique de la mondialisation néolibérale et remet en question « l'instauration d'un marché mondial, libre et concurrentiel des biens agricoles » (Hrabanski, 2011, p. 155). En dénonçant les processus de segmentation des agricultures, de marginalisation économique des exploitations familiales, mais également de polarisation et d'extraversion économique, les militants contestent l'ordre économique mondial dominant qui repose sur un modèle de développement extractif et hégémonique. Est dénoncée la concurrence inéquitable, voire déloyale, des échanges économiques qui profite presque exclusivement aux entreprises multinationales organisées en oligopole et qui condamne les paysans à accepter des prix dérisoires pour leur production agricole (Ricard, 2011). L'accès aux ressources naturelles et aux intrants agricoles constitue également un enjeu politique que les promoteurs de la souveraineté alimentaire mettent de l'avant. De plus en plus

déterminé par le marché et marqué par un contexte de concentration agraire, l'accès à ces ressources se voit restreint par la tendance à leur privatisation, et comme certains l'affirment, de multinationalisation (Lallau, 2012). En plus de « contester les racines de l'emprise du capital sur le vivant » (Ricard, 2011, p. 108), la lutte aux accaparements de terres et celle contre la diffusion des OGM impliquée dans la souveraineté alimentaire se présentent en opposition au mouvement de concentration du contrôle de la chaîne de production et de distribution alimentaire qui caractérise la complexification du système capitaliste avancé.

En contrepartie, les acteurs du mouvement malien proposent plutôt un projet de société fondée sur la reconnaissance, le soutien et le renforcement de l'agriculture paysanne qui se présente pour les militants comme multifonctionnelle, fondamentalement moderne, résiliente et adaptée au contexte socio-économique et écologique du pays. Dès lors,

(...) [l']agriculture n'est plus le « premier étage » de la fusée économique (le secteur primaire) : elle fournit des aliments, certes, mais aussi des services – l'entretien des paysages et des cycles écosystémiques. Elle a finalement vocation à réorganiser, autour d'elle et de ses exigences, l'ensemble de la production et de la vie sociale : flux de matière et d'énergie (écologie industrielle), transports et urbanisme, et même gouvernance des territoires (Ricard, 2011, p. 107).

Cette valorisation d'un projet de société basé sur l'agriculture familiale participe alors à la remise en question du postulat dominant selon lequel les sociétés modernes doivent s'affranchir d'une organisation sociale structurée autour d'activités agricoles. La protection de cette agriculture et la régulation des échanges, mais également la mise en place de politiques publiques visant le renforcement des exploitations familiales et l'accessibilité aux ressources naturelles apparaissent comme des éléments essentiels à la mise en place de ce projet de société. L'augmentation des investissements pour faciliter la modernisation et l'accessibilité aux intrants pour les exploitations familiales se présente comme une solution structurelle pour résoudre la pauvreté et la faim des paysans. Face au modèle dominant proposant d'assurer la sécurité alimentaire des populations par la libéralisation des échanges agricoles à l'échelle mondiale, les promoteurs de la souveraineté alimentaire priorisent la satisfaction des besoins et des marchés locaux. Dans une perspective du bien commun, la souveraineté alimentaire suppose aussi une



juste répartition des richesses et des ressources naturelles et propose de dépasser les limites du développement capitaliste défini par ses fondements idéologiques utilitaristes réduisant le développement à sa dimension économique.

En plus de proposer ce projet de société alternatif, les militants pour la souveraineté alimentaire au Mali travaillent concrètement à sa mise en œuvre. Mentionnons d'abord les démarches qui visent à outiller et appuyer les exploitations familiales afin d'améliorer leurs conditions de vie en augmentant l'efficacité de leur production. Les processus d'émergence et de consolidation qu'a connus le mouvement paysan autonome sont aussi déterminants de ce point de vue puisqu'en plus de contribuer à la structuration d'instances de représentations des intérêts paysans, ils auront permis la mise en place d'un système de délivrance de biens et services pour les membres des organisations paysannes. La revalorisation des produits issus de l'agriculture régionale, dans l'objectif affiché de redynamiser le tissu économique local, est une autre des stratégies qui est proposée par les acteurs du mouvement. En complémentarité avec ces démarches reposant sur l'action locale, la sensibilisation de la population malienne, mais également les activités de plaidoyer contre les accaparements de terres et la privatisation des semences s'inscrivent dans une volonté de transformer durablement, voire structurellement, la situation. Ainsi, inscrite dans un combat politique, la lutte pour la souveraineté alimentaire implique alors le réseautage et le développement d'alliances aux différentes échelles d'action, ce qui est particulièrement visible dans les stratégies mises de l'avant face à la situation des acquisitions massives de terres ou de la privatisation des semences. En somme, la revendication et consolidation d'un modèle de développement basé sur l'agriculture familiale participe à la fois à la remise en cause des théories classiques modernistes, au réenchassement de l'économie dans ses dimensions sociale, culturelle et écologique et au renforcement de propositions en faveur de la mise en œuvre d'un modèle d'économie politique morale s'organisant autour de valeurs de coopération.

En plus de travailler à la mise sur pied d'un modèle alternatif à celui de développement agricole productiviste, le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali revendique également la reconnaissance de l'autonomie de décision de sa population dans

un contexte marqué par une forte influence de la communauté internationale dans l'orientation des politiques publiques. Tel que constaté dans le cas de la Loi sur la biosécurité, les bailleurs de fonds financent, conçoivent et mettent en œuvre souvent les politiques publiques du Mali, et ce, au détriment des autorités compétentes nationales. La souveraineté alimentaire réfère alors à cet enjeu politique majeur que représente la sortie de la dépendance des États africains (Devèze, 2008, p. 100). Cette revendication pour le droit à l'autodétermination des peuples implique aussi une critique du modèle orthodoxe de développement centré sur l'État, marqué par la prédominance de celui-ci dans la mise en œuvre des politiques de développement (Calvès, 2009; Prévost, 2005). Trop longtemps court-circuitées et invisibilisées, les populations, à travers cette lutte pour la souveraineté alimentaire, travaillent à se réapproprier la liberté et la capacité de développer des politiques publiques qui répondent réellement aux besoins des citoyens maliens. Dans une même perspective, la mise en lumière par les militants des processus d'exclusion de l'espace public de certaines catégories de populations, les paysans et les femmes notamment, propose également une réflexion sur les possibilités qu'offre ce domaine.

Ajoutons qu'au Mali, le concept de souveraineté alimentaire suppose aussi une réflexion critique sur les processus de technocratisation et de technicisation des questions agroalimentaires. Les militants mettent en effet de l'avant qu'en privilégiant des solutions techniques aux phénomènes de faim et de pauvreté, l'on rend apolitiques ces enjeux structurels qui pourtant sous-tendent des questions sur la répartition des richesses et le partage du pouvoir. Cette technocratisation implique également que l'on priorise les savoirs dits experts à ceux développés par les agriculteurs ce qui contribue à exclure les paysans de la participation aux affaires publiques, une telle démarche s'inscrivant dans un processus où l'on réduit un acteur social au statut de bénéficiaire. Selon les acteurs rencontrés, ce rétrécissement des espaces démocratiques est amplifié par la porosité qui existe de plus en plus entre la recherche agronome nationale et le secteur privé. En effet, ce champ d'action reste encore largement tributaire de l'aide internationale, de plus en plus investie par les multinationales, et semble s'imprégner d'une vision bien particulière de l'agriculture correspondant aux intérêts de ces entreprises. Tel que rapporté par les

acteurs rencontrés, l'Institut d'économie rurale du Mali est un cas emblématique de ce phénomène.

Face à ce constat du manque d'autonomie des acteurs nationaux dans l'orientation des politiques publiques, le mouvement pour la souveraineté alimentaire revendique le droit des peuples à l'autodétermination, c'est-à-dire qu'il réclame la possibilité pour la population malienne de choisir librement son orientation politique. Cette proposition suggère une réaffirmation du rôle de l'État comme maître d'œuvre et autorité sur son territoire. Toutefois, la souveraineté revendiquée est limitée et doit être subordonnée à la volonté des citoyens maliens. Le mouvement pour la souveraineté alimentaire du Mali avance alors l'idée d'une forme partagée d'exercice du pouvoir reposant sur une plus grande participation des citoyens à la prise de décision politique. Une pluralisation et un élargissement de l'espace public, par l'incitation d'une plus grande participation des femmes et paysans aux affaires publiques, sont également des objectifs du mouvement. Dans cette volonté de démocratisation de l'espace public toujours, la valorisation des savoirs locaux paysans et la revendication pour une recherche agronomique indépendante sont d'autres dimensions importantes que les militants adressent dans leur lutte pour la souveraineté alimentaire. En opposition à une recherche autoritaire, directive et encadrante, de plus en plus investie par le secteur privé, l'on propose une approche des savoirs plus horizontale et ouverte aux connaissances expérientielles.

Cette volonté de transformation des institutions que représentent l'État, et plus largement les arènes politiques et la recherche agronome, se traduira à la fois par la mise en lumière de formes de domination et par des actions concrètes qu'elles soient locales ou d'ordre du plaidoyer politique. Le mouvement pour la souveraineté alimentaire travaille autant à la mise en expérience de leurs propositions alternatives qu'à la mise en acte politique de celles-ci. Les démarches visant l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique agroalimentaire cohérente, instituées dans le projet de la Loi d'orientation agricole, mais également les différentes activités d'éducation populaire poursuivant la sensibilisation de la population malienne à l'importance de l'intervention publique, cherchent à adresser la perte d'autonomie de l'État malien. La promotion d'une approche participative de la prise

de décision politique était également un des objectifs poursuivis par la CNOP lors de la mise en œuvre de l'importante concertation du monde paysan pour l'élaboration de la LOA. Dans une volonté toujours de démocratisation des arènes politiques, mais également plus largement des espaces publics, les promoteurs pour la souveraineté alimentaire organisent différents forums en plus de mettre sur pied des projets s'appliquant à accroître la participation des femmes et paysans à la vie politique et économique du Mali. Dans cette perspective d'horizontalité des savoirs et de rupture avec l'aspect hégémonique de la recherche dite moderne, le mouvement, en plus de revendiquer la nécessité de l'indépendance de la recherche agronome, travaille à la mise sur pied d'initiatives contribuant à la valorisation et à la reconnaissance des savoirs paysans. En travaillant de cette façon, « l'idée de souveraineté alimentaire s'inscrit à la fois dans le mouvement de protection de la biodiversité et dans celui de résistance à l'occidentalisation du monde » (Laproche Dupraz et Postolle, 2010, p. 117). Ainsi,

[i]l ne s'agit plus seulement de bâtir une mondialisation plus juste et plus humaine, mais de repenser de fond en comble le projet humaniste de la modernité, pour le rendre compatible avec la reconnaissance des autres formes de vie (sociale ou biologique). Préserver une sociodiversité et une biodiversité devient une finalité, au même titre que la justice sociale (Ricard, 2011, p. 107).

Cet exercice de mise en tension entre la relation critique qu'entretiennent les militants maliens face au modèle agroalimentaire et de développement dominant, et le processus de mise à distance face à celui-ci en discours et pratiques met en évidence le caractère réflexif du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali. Si l'exercice de l'oppression est fondé sur la marginalisation politico-économique et sur la décrédibilisation sociale et ontologique des populations paysannes maliennes, mais également sur la dépendance des acteurs nationaux dans l'orientation politique du pays, cette volonté de chercher à y échapper s'incarne dans la mise en lumière de ces rapports de pouvoir et dans la revendication et l'exercice d'un modèle alternatif. Le mouvement malien de promotion de la souveraineté alimentaire apparaît donc être à la fois dans un processus de déconstruction, mais également de reconstruction des modèles du vivre ensemble. La souveraineté alimentaire se pose alors ici comme une vision qui exprime les attentes d'une collectivité à l'égard de son développement futur et qui permet d'aborder les défis liés à celui-ci.

En travaillant à la promotion d'un développement agricole paysan durable et autocentré, mais également à la défense de la souveraineté des peuples, le mouvement qui nous intéresse oriente ses efforts à la création de conditions pour modifier les structures de pouvoir économiques, politiques et sociales. Ainsi, à la lumière des réflexions soulevées par le concept d'*empowerment*, la lutte pour la souveraineté alimentaire se traduit par une réflexion critique permettant de penser les impacts des différents systèmes d'oppression. Elle s'incarne également dans la création d'actions locales et d'expériences alternatives en plus d'enfanter des actes politiques témoignant du refus des militants de résignation, d'impuissance et d'oppression. Que ce soit dans le contenu des revendications du mouvement ou dans les démarches impulsées par celui-ci, le principe de la capacité des individus et des collectivités à s'auto-organiser, intrinsèque à la notion d'*empowerment*, est aussi fortement mobilisé. En se référant aux dimensions d'un processus d'*empowerment*, il apparaît que la dynamique du pouvoir d'agir du mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali s'exprime alors par un travail d'autoréflexivité, par les sujets vivant une situation de « déficit de pouvoir », dans un objectif affirmé de reprendre possession de sa capacité d'action et de prise en charge.

### Stratégies d'action, autonomie et retombées du mouvement

Les enjeux soulignés au niveau de la problématique concernant l'instrumentalisation et les dérives d'une partie de la société civile au Mali soulèvent une réflexion sur les stratégies d'action du mouvement qui nous intéresse. Dans certains cas, il apparaît évident que le mouvement s'impose comme contre-pouvoir à l'État et aux bailleurs de fonds en s'engageant dans des affrontements déclarés et des conflits ouverts. La lutte active qu'a menée la CNOP contre la loi sur la biosécurité dans le cadre de laquelle les manifestants ont cherché, par différentes stratégies, à sensibiliser la population à la collusion qui pouvait exister entre le gouvernement malien, l'USAID et des multinationales comme Monsanto en est une illustration. Mentionnons d'ailleurs ici que cette mobilisation a été bénéfique, à court terme du moins, puisqu'au moment de notre étude, les décrets d'application de cette loi n'étaient toujours pas parus (Roy, 2010, p. 116). En réponse à la

diminution du rôle de couverture social des pouvoirs publics, les dynamiques de prise en charge dans un effort de satisfaction des besoins des populations, paysanne particulièrement, sont aussi observables que ce soit par exemple dans la création de coopératives de travail féminine ou la consolidation des organisations paysannes autonomes pourvoyeuses entre autres de services techniques dans la gestion des filières agricoles. Ajoutons que le mouvement ne s'inscrit pas toujours dans une posture de déclaration ouverte de conflits sociaux avec les autorités et qu'il privilégie souvent une stratégie visant le partage et la négociation du pouvoir. Les actions de plaidoyer politique de la CNOP pour la réalisation, de façon participative, de la Loi d'orientation agricole et la poursuite, par la Fédération nationale des associations des femmes rurales, des mobilisations sur les questions d'accès des femmes à la terre en sont des illustrations. Cette troisième approche n'est pas sans rappeler les ouvrages de Jean-Pierre Olivier de Sardan qui, en s'intéressant au développement comme une des formes de changement social, propose « que [son] quotidien est plutôt fait de compromis, d'interactions, de syncrétismes, de négociations (largement informelles et indirectes) » (Olivier de Sardan, 1995, p. 14). Pour ce dernier, le développement, défini comme un ensemble de processus sociaux induits par des acteurs externes au milieu « à développer » peut être considéré comme une arène où se côtoient des intérêts, des logiques, voire des cultures différentes (*ibid*, p. 7, p. 14). « Mais [ici], divergences ne signifie pas nécessairement affrontements déclarés et conflits ouverts » (*ibid*, p. 14). L'acteur social vivant une relation d'oppression et de domination ne recevrait donc pas passivement la rhétorique du modèle dominant, mais ne la rejetterait pas nécessairement complètement. Pour Olivier de Sardan, l'on assisterait en fait à un processus de reconstruction, par l'acteur social, du sens des propositions de changements induites de l'extérieur, en fonction du contexte dans lequel l'acteur évolue (*ibid*, p. 20).

En regard au phénomène d'instrumentalisation de la société civile, cette multiplicité des stratégies d'action ne signifie toutefois pas pour nous que l'autonomie des groupes et militants composant le mouvement pour la souveraineté alimentaire au Mali est compromise. La dénonciation de la survalorisation des aspects techniques et gestionnaires des questions agroalimentaires et la mise en évidence constante du

caractère politique de ces enjeux sont des illustrations que le mouvement résiste « aux mécanismes multiformes de neutralisation déployés par les régimes [qui] instrumentalisent en fonction de leurs objectifs les relations inégales qu'elles entretiennent avec leurs soutiens extérieurs » (Polet, 2011, p. 5). La canalisation de l'insatisfaction accumulée des communautés paysannes et de la population malienne en générale en un « mouvement national porteur de revendications lisibles » témoigne de la capacité d'une frange de la société à créer un réel rapport de force face aux autorités et bailleurs de fonds et « d'arracher [quelques] avancées sociales et démocratiques » (*Op. cit.*).

À ce titre, soulignons les gains politiques et institutionnels que représentent par exemple la LOA et la reconnaissance de la notion de souveraineté alimentaire par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à travers sa politique agricole régionale, l'ECOWAP. Le succès de l'importante concertation qu'a menée la CNOP dans le cadre de l'élaboration de cette loi d'orientation agricole est également perçu par les militants rencontrés comme une retombée positive du mouvement en matière d'expérience de nouvelles pratiques politiques plus démocratiques. Ces avancées, en plus d'être la conséquence d'efforts visant l'ouverture et la multiplication d'espaces de participation citoyenne, sont le résultat « d'une trajectoire longue de mise en réseau [entre différents acteurs] à la fois à l'intérieur des frontières nationales et par-delà celles-ci » (McSween, 2013, p. 8). En plus de susciter une certaine écoute des pouvoirs politiques, la construction de cette voix suffisamment forte et légitime semble aussi participer à une certaine inflexion culturelle, qui, bien que ne donnant pas des résultats facilement tangibles et visibles, participe à une transformation sociale et politique. D'abord, mentionnons que la dénonciation des dérives du modèle agroalimentaire néolibéral est devenue courante et politiquement correcte, et que la perspective d'un ordre alternatif à celui-ci, non plus centré sur le pouvoir et la distribution du travail et des échanges depuis l'occident, est partagée par un éventail de plus en plus important d'acteurs sociaux. Ajoutons que la valorisation des savoirs locaux propose aussi la reconnaissance d'une pluralité épistémique qui rend légitime d'autres formes de production des connaissances, d'autres formes de voir le monde, voire d'autres cosmovisions, qui avaient été écartées par

le paradigme dominant de la modernité techniciste et technocrate. Soulignons aussi que le mouvement pour la souveraineté alimentaire repose sur l'évolution profonde de l'acteur social en sujet politique de manière à faire émerger en lui la volonté de reconquérir la maîtrise de son destin et son désir d'habiter pleinement le monde. « Parvenir à une telle conversion ne peut dépendre que d'un cheminement, un voyage tout à la fois expérientiel et intellectuel » (Ricard, 2011, p. 111).

Loin de la vision libérale et individualiste dominante du développement promue actuellement par les bailleurs de fonds et autorités nationales, le projet que sous-tend la notion de souveraineté alimentaire poserait même les bases pour la transgression des limites du système capitalisme moderne. Ainsi, et tel qu'avancé par Mc Michael, la souveraineté alimentaire, en recentrant l'alimentation et l'agriculture au cœur d'un projet de société qui se fonde sur la promotion de la diversité des formes de vie et la reproduction de relations sociales durables et démocratiques, offrirait une méthode pour le développement de formes de modernités alternatives. Le mouvement malien pour la souveraineté alimentaire témoigne alors de la possibilité de lentes, mais profondes transformations politiques et sociales par des acteurs qui, paradoxalement en dépit de leur marginalisation et domination, deviennent une importante force sociale pour l'émergence du projet collectif radical et alternatif (Mc Michael, 2008).



## ANNEXE 1

### GUIDE D'ENTRETIEN

#### **Fiche signalétique des organisations**

Nom de l'organisation:

Mission et objectifs :

Historique de l'organisation :

Structure de l'organisation :

Types d'action :

Échelles d'action (locale, nationale, régionale, internationale):

Acteurs impliqués (paysans, femmes, etc.) :

Initiatives locales ou non :

Partenaires et bailleurs de fonds :

Organisation enregistrée ou non :

Trajectoire militante :

#### **Entrevue semi-dirigée avec les militants**

Quels sont les problèmes auxquelles vous faites face au Mali en termes d'agriculture et d'alimentation et qui motivent votre engagement? Qu'est-ce qui entrave l'atteinte de la souveraineté alimentaire au Mali?

Quelles actions menées vous face à cette problématique?

Quelle est votre définition de la souveraineté alimentaire?

Quelle est votre vision du changement social souhaité? Vers quel projet social tendez-vous?

Quels acquis avez-vous obtenus jusqu'à maintenant?

## ANNEXE 2

## FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

**La souveraineté alimentaire comme processus de décolonisation – Le cas du Mali**

Dans ce projet de recherche, nous nous intéresserons au mouvement social mondial de promotion du concept de souveraineté alimentaire, cette notion pouvant être définie comme le droit des peuples à définir leurs systèmes alimentaires et agricoles dans le respect des cultures et de l'environnement. S'inscrivant dans la mouvance altermondialiste, un mouvement citoyen de promotion de la souveraineté alimentaire se consolide et s'engage dans un effort visant à repenser le modèle agricole actuel. Le besoin de rupture avec le modèle agricole et alimentaire imposé par la libéralisation des politiques agricoles promue par l'OMC s'inscrit dans la logique de revendication de l'autodétermination des peuples, de valorisation des savoirs traditionnels et de la biodiversité et de la localisation des systèmes alimentaires. À la lumière de ces revendications, nous souhaitons examiner les alternatives et actions concrètes proposées par les différents groupes militants pour la souveraineté alimentaire et analyser ces démarches dans une perspective de processus de libération.

Afin de récolter les données nécessaires à la réalisation de ce projet de recherche, nous travaillerons à la réalisation d'entrevues individuelles semi-dirigées avec les différents participants. La participation à ce projet est bien sûr volontaire et les individus impliqués ont le droit de se retirer à tout moment sans pénalité d'aucune forme. Pour ce qui est des entrevues avec les dirigeants des trois organismes choisis, nous chercherons à comprendre la problématique abordée par l'organisation, le rôle de l'organisation face à cette problématique, les différentes actions menées par celle-ci, leurs visions du changement social recherché par ces derniers et finalement les acquis observés jusqu'à maintenant. Ces entrevues dureront environ une heure et seront enregistrées avec l'accord des personnes interviewées. Des entrevues avec les acteurs impliqués au sein des trois organismes choisis seront également réalisées. Nous chercherons ici à comprendre les

motivations de leurs implications au sein de l'organisme. Ces entrevues dureront environ 30 minutes et seront enregistrées avec l'accord des personnes interviewées.

Le nom des personnes interrogées souhaitant conserver l'anonymat pourra être modifié et les sections dévoilant leur identité, retirées de la recherche rendue publique. Si nous récoltons des informations pouvant porter atteinte à la sécurité et à la liberté des individus et organisations sollicités, nous ne les divulguons pas. Les données recueillies lors de la collecte donnée seront conservées sur l'ordinateur personnel de la chercheuse impliquée au projet et elle seule aura accès à ces informations. À la fin de la rédaction du projet de recherche, les données récoltées lors des entrevues seront détruites.

Votre participation à ce projet constituera un appui concret à cette recherche scientifique portant sur le thème de la souveraineté alimentaire. Le partage des résultats de cette recherche vous permettra assurément d'avoir une meilleure idée de l'impact de votre travail et implication et appuiera certainement votre démarche. Nous vous transmettrons les résultats de la recherche via courrier électronique ou par poste lors de sa conclusion.

Élodie Rousselle, Étudiante chercheuse, Université du Québec à Montréal,  
rousselle.elodie@courrier.uqam.ca

Marie-Nathalie Leblanc, Professeure superviseure, Université du Québec à Montréal,  
leblanc.marie-nathalie@uqam.ca

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé sur plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains. Pour toute question ou commentaire, vous pouvez contacter le Président du Comité institutionnel d'éthique de la recherche, Joseph Josy Lévy, à l'adresse suivante : levy.joseph\_josy@uqam.ca ou à celle du comité : src@uqam.ca.

Je reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalités d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer le responsable du projet.

Signature du participant  
de l'étudiant

Signature

## BIBLIOGRAPHIE

Achin, C. et D. Naudier (2010). Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970. La fabrique de la puissance d'agir féministe, *Sociologie*, 1(1), 77-93.

Adamczewski, A., Jamin, J.-Y., B. Lallau et J.-P. Tonneau (2012). Investissements ou accaparements fonciers en Afrique ? Les visions des paysans et de la société civile au Mali, *Developpement durable & Territoires*, 3(3), 1-18.

Adjamagbo, A. et A-E. Calvès (2012). L'émancipation féminine au Sud : nouvelles figures, nouveaux enjeux, *Autrepart*, 2(61), 3-21.

Allen, A. (1999). *The Power of Feminist Theory, Domination, Resistance, Solidarity*. Boulder, Colorado : Westview Press.

Altieri, M. (2002). *Agroecological principles for sustainable agriculture. Agroecological innovations increasing food production with participatory development*, London : Uphoff N. editor, Earthscan.

Appel de Dakar contre les accaparements de terre (2011). Dans le cadre du Forum social mondial, février. Récupéré le 22 avril 2015 de [http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/fsm\\_appeldakarcontrelesaccaparementdeterr.pdf](http://ccfd-terresolidaire.org/IMG/pdf/fsm_appeldakarcontrelesaccaparementdeterr.pdf).

Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM) (2013). *Rôle et mission*. Récupéré le 22 avril 2015 de <http://www.apcam.org/>.

Association des organisations paysannes professionnelles (AOPP) (2004). *La question foncière. Proposition paysanne pour une gestion pacifique et durable des ressources foncières au Mali*. Récupéré le 22 avril 2015 de [http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/aopp\\_question\\_fonciere\\_Mali.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/aopp_question_fonciere_Mali.pdf).

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) (2008). *La souveraineté alimentaire : la seule option envisageable pour l'avenir*. 12<sup>e</sup> journées québécoises de la solidarité internationale. Montréal, novembre.

Ba, B. (2009). Sémantique de l'approche alimentaire et rapports aux territoires. L'évolution des politiques publiques agricoles dans les pays du sud, *Revue Économie et Solidarités*, 39(1), 114-130.

Bako-Arifari, N. et P.-Y. Le Meur (2001). Une anthropologie sociale des dispositifs du développement. Dans F. Baré (dir.), *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluri-disciplinaires*, Paris: L'Harmattan, 121-173.

Banque Mondiale (BM) (2013). *Quelles sont les principales données relatives à l'augmentation du prix des denrées alimentaires et leur effet au niveau régional ?*. Récupéré le 22 avril 2015 de <http://web.worldbank.org/>.

\_\_\_ (1994). *L'ajustement en Afrique : réformes, résultats et le chemin à parcourir*, Rapport sur les politiques de développement, Washington.

Barbedette, L. (2004). *Première approche de la dynamique des exploitations familiales au Mali*. Document d'étape, version 3, dans le cadre de l'exploration sociale « Évolution des sociétés rurales au Mali: exploitations familiales, économie rurale et politiques pour le monde rural » menée par CNOP et DDC.

Batliwala, S. (2007). Putting power back into empowerment, *Open Democracy*. Récupéré le 1 mai 2015 de [http://www.opendemocracy.net/article/putting\\_power\\_back\\_into\\_empowerment\\_0](http://www.opendemocracy.net/article/putting_power_back_into_empowerment_0).

Baxter, J. (2011). *Comprendre les investissements fonciers en Afrique*. Rapport Mali, Oakland Institute. Récupéré le 24 novembre 2014 de [http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI\\_Mali\\_FR\\_04.pdf](http://www.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/OI_Mali_FR_04.pdf).

Bayart, J.F. (2004). *La gouvernance du monde. Une critique politique de la mondialisation*. Paris : Fayard.

\_\_\_ (1989). *L'État en Afrique, la politique du ventre*. Paris : Fayard.

\_\_\_ (1983). La revanche des sociétés africaines, *Politique africaine*, (11), septembre, 95-127.

Behrent, C. (2006). Le secteur du coton au Mali : réaliser son potentiel de croissance, *Repères*, (30), Centre de développement de l'OCDE. Récupéré le 4 octobre 2014 de <http://www.oecd.org/fr/dev/38146334.pdf>.

Bélanger, S. (1992). L'ajustement structurel ou restructurer pour la croissance de l'État », *Collection cahier du Gretsé*, (8).

Bélières, J.-F., P.-M. Bosc, G. Faure, S. Fournier et B. Losc (2002). Quel avenir pour les agricultures familiales d'Afrique de l'Ouest dans un contexte libéralisé ?, *Dossier Zones arides*, Londres : IIED, (113).

Bello, W. (2009). *The Food Wars*. London: Verso.

Blais, M. et S. Martineau (2006). L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes, *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18.

Blein, R. et E. Jeudy (2007). *La souveraineté alimentaire en Afrique de*

*l'Ouest : des principes à la réalité.* Issy-les-Moulineaux : OCDE – Club du Sahel.

Binet, N. (2014). Le rôle des entreprises et des fondations privées dans la gouvernance mondiale agricole et alimentaire, *Mondes en développement*, 165, 23-36.

Bierschenk, T., J.-P. Olivier de Sardan et J.-P. Chauveau (dir.) (2000). *Courtiers en développement. Les villages africaines en quête des projets.* Paris : Karthala.

Bouission, C. (2011). La crise alimentaire 2007-2008 : opportunité pour une révision des politiques de sécurité alimentaire. Dans Kerouedan, D. (dir.), *Santé internationale. Les enjeux de santé au sud*, Paris : Presses de Science Po, Hors collection.

Bosc P.M. et B. Losch (2002). *Les agricultures familiales africaines face à la mondialisation : le défi d'une autre transition.* Publications des agents du CIRAD.

Brunel, S. (2002). *Famines et politique.* Paris : Presses de Sciences Po.

Butler J. (2006). *Défaire le genre.* Paris : Éditions Amsterdam, Hors collection.

CAADP, (sans date). *Mali. Revue des efforts de développement dans le secteur agricole.* Récupéré le 22 avril 2015 de <http://caadp.net/sites/default/files/documents/CAADP-Compacts/ECOWAS/Mali/CAADP-Stocktaking-Documents-Mali.pdf>.

Calvès, A.-E. (2009). Empowerment : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement, *Revue Tiers Monde*, 4(200), 735-749.

Campbell, B. (2010). « Bonne gouvernance, réformes institutionnelles et stratégies de réduction de la pauvreté : sur quel agenda de développement ? ». Dans J. Fisette et M. Raffinot (dir.), *Gouvernance et appropriation locale, Au-delà des modèles importés*, Ottawa : Presse de l'Université d'Ottawa, 35-56.

\_\_\_ (2005). *Qu'allons-nous faire des pauvres ? Réformes institutionnelles et espaces politiques ou les pièges de la gouvernance pour les pauvres*, Paris : Éditions L'Harmattan.

\_\_\_ (2003). « Le bien commun, le développement et la pauvreté : Quelques réflexions sur le discours et les stratégies des organisations multilatérales ». Dans C. Deblock et O. Delas (dir.), *Le bien commun comme réponse politique à la mondialisation*, Bruxelles : Les Établissements Bruylant, 475-502.

\_\_\_ (1996). Débats actuels sur la reconceptualisation de l'État par les organismes de financement multilatéraux et l'USAID. *L'État en Afrique : indigénisations et modernités*, Cahiers du GEMDEV, (24), 33-44.

Caouette, D. (2010). Éditorial : Pourquoi réfléchir et débattre de la souveraineté alimentaire?, *Revue Possibles*, 34(1-2).

Castro-Gomez, S. (2006). Le chapitre manquant d'Empire. La réorganisation postmoderne de la colonisation dans le capitalisme postfordiste, *Multitudes*, 3(26), 27-49.

Charlier, S. (2007). Les femmes contribuent à la souveraineté alimentaire. Dans S. Charlier et E. Verhaegen (dir.), *La souveraineté alimentaire – Regards croisés*, Louvain: Presses Universitaires de Louvain.

Charlier, S. et E. Verhaegen (2007). « Souveraineté alimentaire : enjeux et perspectives », dans *La souveraineté alimentaire – Regards croisés*, Louvain: Presses Universitaires de Louvain.

Chauveau, J.-P. (1993). Participation paysanne et populisme bureaucratique. Essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement. Dans J.-P. Jacobs et P. Lavigne Delville (dir.), *Les associations paysannes en Afrique : organisation et dynamiques*, Paris: Karthala.

Cissé, A. O., M. Coulibaly et S. Diarra (2013). *Inventaire des acquisitions massives de terres en Afrique de l'Ouest : cas du Mali*, COPAGEN, rapport final, janvier.

Cissoko K. et Touré R. (2005), Participation des acteurs sociaux et gouvernance d'Etat. Le cas du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté au Mali, *Politique Africaine*, (99), octobre.

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) (2006). *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : des principes à la réalité*, dans le cadre du 1<sup>er</sup> Forum régional sur la souveraineté alimentaire organisé par le ROPPA à Niamey, novembre. Récupéré le 1 mai 2015 de <http://www.oecd.org/fr/csao/publications/38525905.pdf>.

CNOP, 2005, <http://loa.penserpouragir.org/IMG/pdf/memorandumfinal.pdf>.

COPAGEN, Inter Pares et Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective (REDTAC) (2012). *Étude participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest et son impact sur l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des populations locales*. Document de présentation du projet, Ottawa, janvier.

Collins, P.H. (1990). *Black feminist thought: knowledge, consciousness, and the politics of empowerment*. New York : Routledge.

Comité d'organisation du Forum Social du Burkina (COFSB) (2007). *1<sup>er</sup> édition du Forum social du Burkina*, Ougadougou, Burkina Faso, 27-28 mars.

Commission économique africaine (CEA) (2012). *La situation au regard de la sécurité alimentaire en Afrique*. Huitième session du Comité de la sécurité alimentaire et

du développement durable et réunion régionale d'application en vue de la vingtième session de la Commission du développement durable, Addis-Abeba, Éthiopie, 19-21 novembre.

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) (2006/2007). *Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest*. Récupéré le 22 avril 2015 de [www.atlas-ouestafrique.org](http://www.atlas-ouestafrique.org).

Cornwall A. et K. Brock. (2005). Beyond Buzzwords « Poverty Reduction », « Participation » and « Empowerment » in Development Policy, *United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD)*, Programme Paper, (10).

CEDEAO (2008). *La politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest : l'ECOWAP. Faire de l'agriculture le levier de l'intégration régionale*. Réunion sur la politique agricole régionale de l'Afrique de l'Ouest, Paris, 9 décembre.

Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) (sans date). *Les organisations paysannes du mali en sit-in devant l'Assemblée nationale*. Récupéré le 23 avril 2015 de <http://cnop-mali.org/spip.php?article81>.

COPAGEN (sans date). *Pamphlet de présentation de l'organisation*.

COPAGEN-Mali (sans date). *Bilan des actions de la COPAGEN-Mali 2013-2104*. Présentation dans le cadre du Forum régional de la COPAGEN, Dakar, 4-7 novembre.

Corbeil, C. et I. Marchand (2007). *L'intervention féministe intersectionnelle : un nouveau cadre d'analyse et d'intervention pour répondre aux besoins pluriels des femmes marginalisées et violentées*. Alliance de recherche IREF/Relais-Femme. Récupéré le 23 avril 2015 de [http://www.unites.uqam.ca/arir/pdf/interventionfeminineintersectionnelle\\_marchand\\_corbeil.pdf](http://www.unites.uqam.ca/arir/pdf/interventionfeminineintersectionnelle_marchand_corbeil.pdf).

Coulibaly, C. (2010). *La décentralisation au Mali : le « transfert de compétences » en difficulté*. Fiches pédagogiques. Récupéré le 22 avril 2015 de [http://www.agter.org/bdf/\\_docs/ctf\\_coulibali\\_decentralisation\\_mali\\_fr.pdf](http://www.agter.org/bdf/_docs/ctf_coulibali_decentralisation_mali_fr.pdf).

Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) (2006). *CSLP 2ème Génération 2007-2011*, République du Mali, Bamako, décembre.

Damant, D., J. Paquet et J. Bélanger. (2001). Recension critique des écrits sur l'empowerment ou quand l'expérience de femmes victimes de violence conjugale fertilise des constructions conceptuelles, *Recherches féministes*, 14(2), 133-154.

Dante, J.-F., M. Gautier, A. Marouani et M. Raffinot (2002). Le DSRP au Mali : « gagner l'argent » ou formuler une politique de développement ? Dans J.-P. Cling, M.



Razafindrakoto et F. Roubaud (dir.) *Les Nouvelles Stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, Paris : DIAL/Economica.

Déclaration de la COPAGEN (2008). *Déclaration concernant le projet de loi de biosécurité soumis par le gouvernement du Mali au vote de l'Assemblée Nationale lors de sa Session ordinaire du mois d'avril 2008*. Bamako, 24 avril. Récupéré le 23 avril 2015 de [http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Mali\\_Declarataion\\_COPAGEN\\_08.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Mali_Declarataion_COPAGEN_08.pdf).

Déclaration de la Conférence Nyéléni (2011). *Stop à l'accaparement des terres!*, Sélingué, Mali, 19 novembre.

Déclaration de Nyéléni (2007). *Déclaration du forum pour la souveraineté alimentaire*, Sélingué, Mali, 27 février.

Déclaration pour la souveraineté alimentaire (1996). Via Campesina, Rome, 11-17 novembre.

De Schutter, O. (2008). *Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural right to development: note*. Rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur l'alimentation, Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Desmarais, A. A. (2007). *La Via Campesina: Globalization and the Power of Peasants*. Halifax and London : Fernwood Publishing and Pluto Press.

\_\_\_ (2003). *The Via Campesina : Peasants Resisting Globalisation*. Thèse doctorale, Département de géographie, University of Calgary.

Devèze, J.-C., (2008) Points en débats. dans J.-C. Devèze (dir.) *Défis agricoles africains*, Paris : Karthala, 391-404.

Dozon J.-P. (2008). *L'Afrique à Dieu et à Diable. États, ethnies et religions*. Paris : Ellipses.

Dumesnil C. (2012). Les savoirs traditionnels médicinaux pillés par le droit des brevets ?, *Revue internationale de droit économique*, (t. XXVI), 321-343.

Durand, O. (2011). *Mieux tirer parti du potentiel agricole du mali*. Conférence sur les grands défis et opportunités économiques du mali, Bamako, 17-18 mars.

Evans, P. (1997). The Eclipse of the State ? Reflections on Stateness in an Era of Globalization, *World Politics*, 50(1), 62-87.

Fairbairn, M. (2009). *Framing Resistance : International Food Regimes and the roots of Food sovereignty*. Mémoire de maîtrise, Département de sociologie, Madison, University of Wisconsin.

- Falquet, J. (2003). L'ONU, alliée des femmes ?, *Multitudes*, 1(11), 179-191.
- Farouk, S. (2010). Les causes de la crise alimentaire mondiale de 2008, *Revue Possibles*, 34(1-2).
- Favreau, L. et A. Salam Fall (dir.) en coll. avec C. Doucet (2007). *L'Afrique qui se refait Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique noire*. Québec : Presses de l'Université du Québec, Collection Pratiques et politiques sociales et économiques.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) (2012). *Trends and Impacts of Foreign Investment in Developing Country Agriculture*. Rome.
- \_\_\_ (2009). 1,02 milliard d'êtres humains souffrent de la faim. Espace presse, 19 juin. Récupéré le 1 mai 2015 de <http://www.fao.org/news/story/fr/item/20690/icode/>.
- \_\_\_ (2006). *Sécurité alimentaire: l'information pour l'action*. Guide pratique, Programme CE-FAO, Récupéré le 16 avril 2014 de <http://www.fao.org/docrep/013/al936f/al936f00.pdf>.
- FAO (sans date). *Mali. Information sur le pays*. Récupéré le 24 avril 2015 de <http://coin.fao.org/cms/world/mali/InformationSurLePays.html>.
- FAO, IFAD, UNCTAD et World Bank Group (2010). *Principles for Responsible Agricultural Investment that Respects Rights, Livelihoods and Resources*. Synoptic version, discussion note, 22 février. Récupéré le 22 avril 2015 de <http://www.fao.org/>.
- Felber, R., M. L. Müller, M. Djiré (2006). *Le rôle des organisations de la société civile dans le processus de la décentralisation*, étude exploratoire au Mali, juillet.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris : Gallimard.
- Fouilleux, È. (2009). À propos de crises mondiales... Quel rôle de la FAO dans les débats internationaux sur les politiques agricoles et alimentaire ?, *Revue française de science politique*, 59, 757-782.
- Freire, P. (1974). *Pédagogie des opprimés suivi de conscientisation et révolution*. Paris : François Maspéro.
- Friedmann, H. (1995). International political economy of food a global crisis, *International Journal of Health Services*, 25(3), 511-538.
- \_\_\_ (1993). The political economy of food: a global crisis. *New Left Review*, 197, 29-57.

\_\_\_ (1987). International Regimes of Food and Agriculture since 1870. Dans T. Shanin, (dir.) *Peasants and Peasant Societies*. Oxford: Basil Blackwell, 258–276.

\_\_\_ (1982). The Political Economy of Food: The Rise and Fall of the Postwar International Food Order, *American Journal of Sociology*, (LXXXVIII), 248–286.

Friedmann, H. et P. McMichael (1989). Agriculture and the state system: the rise and fall of national agricultures, 1870 to the present, *Sociologia Ruralis*, 29(2), 93-117.

Frouart, C.-H. (2013). Fabrication et privatisation de l'innovation par le droit des brevets. Dans B. Hibou (dir.) *La bureaucratisation néolibérale*, Paris : La Découverte, 77-102.

Grain (2005). *L'USAID : comment faire pour que le monde ait faim de cultures génétiquement modifiées*. Les rapports, avril. Récupéré le 22 avril 2015 de <http://www.grain.org/briefings/?id=192>.

Gagnon, A. et M. Paul (2010). Empowerment et diversité culturelle : quelques prolégomènes, *Pôle Sud*, (32), 47-57.

Garibay, F. et M. Séguier (dir.) (2009). *Pratiques émancipatrices. Actualités de Paulo Freire*. Paris : Éditions Syllepse, Collection Nouveaux Regards.

Gboko, Kouamé Casimir (2012). « Urbanisation en Afrique de l'ouest et ses implications pour l'agriculture et l'alimentation : Une analyse rétrospective de 1960 à 2010 », Mémoire, Agriculture, alimentation et développement durable, Université de Montpellier 1, Montpellier SupAgro et OCDE/CSAO.

Giddens, A. (1981). Agency, Institution and Time-Space analysis. Dans Knorr-Cettina K et A. Cicourel (dir.) *Advances in Social Theory and Methodology: Toward an Integration of Micro- and Macro-Sociologies*, Boston-London : Routledge, 161-174.

Goïta, M. (2010). Souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : la résistance des peuples contre les agression, *Pambazuka News*, (152). Récupéré le 26 avril 2015 de <http://pambazuka.org/fr/category/features/65563>.

Grain de sel (2004). *Foire-Atelier de l'innovation paysanne de Ségou*, Dossier spécial, trimestriel, juin. Récupéré le 26 avril 2015 de [http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf\\_Grain-de-SEL-27-BD.pdf](http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf_Grain-de-SEL-27-BD.pdf).

Grenade, F. (2010). *Le concept de souveraineté alimentaire à la lumière de la problématique du Niger*, Mémoire de master, Département des sciences de la population et du développement, Institut de Sciences Humaines et Sociales, Université de Liège.

Griffon, M. (2006). *Nourrir la planète. Pour une révolution doublement verte*. Paris : Odile Jacob.

Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) (2006). *La Loi d'Orientation Agricole du Mali*. Récupéré de le 24 avril 2015 de [http://www.reca-niger.org/IMG/pdf/note\\_contenu\\_LOA\\_Mali1.pdf](http://www.reca-niger.org/IMG/pdf/note_contenu_LOA_Mali1.pdf).

Grosfoguel, R. (2006). Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global, *Multitudes*, 3(26), 52-74.

Guèye, B. (2003). *L'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest concepts et enjeux actuels*. Récupéré le 24 avril 2015 de <http://www.ictsd.org/downloads/2008/03/bara.pdf>.

Gurcan, E. C. (2009) *La question agraire et la souveraineté alimentaire dans le système-monde: le cas du Cuba et du Mexique*, Mémoire de maîtrise, Études internationales, Université de Montréal.

Halfon, S. (2007). *The Cairo Consensus: demographic Surveys, Women's Empowerment, and Regime Change in Population Policy*. Lanham: Lexington Books.

Harvey, D. (2010). *Le Nouvel impérialisme*. Paris : Les Prairies ordinaires.

Hrabanski, M. (2011). Souveraineté alimentaire. Mobilisations collectives agricoles et instrumentalisation multiples d'un concept transnational, *Revue Tiers Monde*, (207), 151-168.

Hugon, P. (2013). *L'économie de l'Afrique*. Paris: La Découverte.

\_\_\_ (2003). Les biens publics mondiaux : un renouveau théorique pour penser l'action publique à l'échelle mondiale ?, *Politiques et management public*, 21(3), 55-72.

Hurtado Lopez, F. (2009). Pensée critique latino-américaine : de la philosophie de la libération au tournant décolonial, *Cahier des Amériques latines*, (62), 23-33.

International Fund for Agricultural Development (IFAD) (2012). *La pauvreté rurale au Mali*. Récupéré le 26 avril 2015 de <http://www.ruralpovertyportal.org/country/home/tags/mali>.

Igué, J. O. (2006). *L'Afrique de l'Ouest entre espace, pouvoir et société: une géographie de l'incertitude*. Paris: Karthala Éditions,.

Instituts d'études européennes et internationales du luxembourg (IEEIL) (2002). *Mouvements paysans et alternatives à la mondialisation néolibérale en matière agraire et rurale*. Rapport exécutif de conférence, Luxembourg, 23-24 novembre.

Issaoui-Mansouri, K. (2010). Souveraineté alimentaire : un concept en émergence, *Revue Possibles*, 34(1-2).

Jacovetti, C. (2010). *Stratégies des acteurs lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation Agricole au Mali*, Mémoire de master, Acteur de développement rural, Institut des Régions Chaudes, Montpellier SUPAGRO.

Janin, P., C. Ardit, et A. Marie. (2011). *La lutte contre l'insécurité alimentaire au Mali : réalités et faux-semblants*. Paris : Karthala.

Janin, P. (2010). Faim et politique : mobilisations et instrumentations, *Politique africaine*, (119), Octobre, 5-22.

\_\_\_ (2008). Crise alimentaire mondiale. Désordres et débats, *Hérodote*, 4(131), 6-13.

Jouve, B. (2008). *L'empowerment : à quelles conditions? Pour quels objectifs?*, note de travail, CNRS, Lyon, École nationale des travaux publics de l'État.

Jouve, B. (2006). « Éditorial. L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement. », *Géographie, économie et société*, 8, 5-15.

Konaté, A. et B. Diarra (2014). *Mali 2014*. Perspectives économiques en Afrique. Récupéré le 28 avril 2015 de [www.africaneconomicoutlook.org](http://www.africaneconomicoutlook.org).

Kroll, J.-C. (2009). Agriculture, fournisseurs, filières : les implications politiques d'une régulation des échanges. Dans Pisani, E. (dir.), *Une politique mondiale pour nourrir le monde*, France : Ed. Springer, 33-50.

Laroche Dupraz, C. et A. Postolle (2010). La souveraineté alimentaire est-elle compatible avec les négociations commerciales agricoles à l'OMC?, *Politique africaine*, (119), 107-127.

Lallau, B. (2012a). De la modernité des paysans, *Revue Française de Socio-Économie*, 1(9), 5-10.

\_\_\_ (2012b). Land grabbing versus investissements fonciers à grande échelle. Vers un « accaparement responsable » ?, *L'Homme et la société*, (183-184), 15-34.

Lacombe, D. (2011). « Entre survivance des ONG et mise en mouvement : pratiques et débats des féminismes nicaraguayens à l'heure de la globalisation du genre », *Cultures & Conflits*, (83), automne, 15-37.

Lefèvre, N. (sans date). *L'entretien comme méthode de recherche*, Master 1 SLEC, Méthodes et techniques d'enquêtes, Université de Lyon.

Losch, B., J.-F. Bélières, P.M. Bosc et F. Gérard (2003). *Ménages et marchés agricoles dans une Afrique de l'Ouest libéralisée. Éclairages contextuels, méthodologiques et politiques*. Forum mondial de l'OCDE sur l'agriculture, Élaborer et mettre en œuvre des politiques agricoles favorables aux pauvres, Paris.

Magha, M. I. (2010). Mouvement paysan ouest-africain : entre efficacité et fragilité, *Alternatives sud*, 17(4), 243-250.

Massicote, M.-J. (2009). *Learning from peasant activism challenging politics. Brazilian peasants and La Via Campesina*, LASA Congress paper, juin.

Martin, S. (2010). *Farming the margins of neoliberalism : food sovereignty in Canada*, Mémoire de maîtrise, Institute of Political Economy, Carleton University.

Mazoyer, M. (2001). *Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

Mazoyer, M. (2008). Pauvreté paysanne, sous-alimentation et avenir de l'humanité. Dans S. Desgain et O. Ze (dir.) *Nourrir la planète : Comprendre la souveraineté alimentaire*, Bruxelles : Ed. Luc Pire, 11-29.

McMichael, P. (2009). A food regime genealogy, *Journal of Peasant Studies*, (36), 139-169.

\_\_\_ (2008). Peasants make their own history, but not just as they please, *Journal of Agrarian Change*, 8(2-3), 205-228.

\_\_\_ (2005). Global development and the corporate food regime. Dans F.H. Buttel et P. McMichael (dir.) *New Directions in the Sociology of Global Development*, Amsterdam : Elsevier.

\_\_\_ (2000). The power of food, *Agriculture and Human Values*, 17, 21-33.

\_\_\_ (dir.) (1995). *Food and Agrarian Orders in the World-economy*. Westport: Praeger.

Mc Sween, N. (2013). Mouvement paysan en Afrique de l'Ouest : une action collective transnationale, *Revue vie économique*, 5(1).

\_\_\_ (2010). *Repenser l'analyse des mouvements sociaux africains*. Alliance de recherche université-communauté/Innovation sociale et développement des communautés et Chaire de recherche en développement des collectivités, Série Recherche, (32), mars.

Mendras, H. (1976). *Sociétés paysannes*. Paris: Armand Colin, Collection U.

Mésini, B. (2004). Résistances et alternatives rurales à la mondialisation, *Études rurales*, (169-170), 43-59.

Métay, P. (2005). Les régimes juridiques d'exploitation de la biodiversité à l'épreuve du développement durable, *Ecologie & politique*, (30), 55-69.

Mongbo, R.L., A. Kanouté, et D. Koura (sans date). *'Partir des solutions endogènes' ou Recherche-Action Paysanne au Burkina-Faso, Mali et Sénégal: Leçons pour la recherche et les politiques de sécurité alimentaire ?*. Récupéré le 26 avril 2015 de <https://editorialexpress.com>.

Monimart, M. et R. Dacko-Maïga (2009). L'approche genre, une valeur ajoutée pour la souveraineté alimentaire?, *Agridape*, novembre, 25(3), 15-17.

Moser C. (1989). Gender Planning in the Third World: Meeting Practical and Strategic Gender Needs, *World Development*, 17, 1799-1825.

\_\_\_ (1993). *Gender Planning and Development: Theory, Practical Training*, Londres: Routledge.

Moore M. (2001). Empowerment at Last?, *Journal of International Development*, (13), 321-329.

Mucchielli, A. (1996). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris : Arman Colin.

Mukamurera, J., F. Lacourse et Y. Couturier (2006). Des avancées en analyse qualitative : pour une transparence et une systématisation des pratiques, *Recherches qualitatives*, 26, 110-138.

Nardonne, J. (2008). *Femmes rurales » en lutte pour que leur droit d'usage et de propriété des terres soit reconnu*. Récupéré le 26 avril 2015 de <http://base.d-p-h.info/en/fiches/dph/fiche-dph-7522.html>.

Nardonne, J. (2006). *À la rencontre de paysannes maliennes. Trois témoignages de représentantes d'associations de « femmes rurales »*. Récupéré le 26 avril 2015 de <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-7523.html>.

N'Diaye, B. (2008). *Étude sur le statut des exploitants et des exploitations agricoles familiales selon les dispositions de l'article 12 de la loi d'orientation agricole*, Version provisoire.

Newfield Foundation (sans date). *Convergence des Femmes Rurales pour la Souveraineté Alimentaire*. Récupéré le 1 mai 2015 de <http://www.newfieldfound.org/fr/grants.awarded.php?group=90&action=group>.

Nyéleni (2007a). *Vers un programme d'action pour la souveraineté alimentaire*, Document de travail dans le cadre du Forum pour la souveraineté alimentaire, Sélingué, Mali, février. Récupéré le 1 mai 2015 de <http://www.nyeleni.org>.

\_\_\_ (2007b). *Forum pour la souveraineté alimentaire*, Rapport du comité de pilotage international de Nyéléni 2007. Récupéré le 1 mai 2015 de [http://nyeleni.org/DOWNLOADS/Nyelni\\_FR.pdf](http://nyeleni.org/DOWNLOADS/Nyelni_FR.pdf).

Olivier de Sardan, J.-P. (1993). Le développement comme champ politique local, *Bulletin de l'APAD*, (6).

\_\_\_ (1995). *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris : Karthala.

Otayek, R. (2002). 'Vu d'Afrique'. Société civile et démocratie. De l'utilité du regard décentré, *Revue internationale de politique comparée*, 9(2), 193-212.

Oxfam International et Save the Children (2008). *Hausse des prix des denrées alimentaires au sahel : l'urgence d'une action à long terme*. Récupéré le 28 avril 2015 de [https://oxfam.qc.ca/sites/oxfam.qc.ca/files/Oxfam\\_Save\\_crisealimentaire\\_nov08.pdf](https://oxfam.qc.ca/sites/oxfam.qc.ca/files/Oxfam_Save_crisealimentaire_nov08.pdf).

Programme alimentaire mondiale (PAM) (2014). *La faim. Qui sont ceux qui ont faim?*. Récupéré le 28 avril 2015 de <https://editorialexpress.com/cgi-bin/conference>.

Peemans, J.-P. (2007). Les politiques agricoles au fil du temps : logiques dominantes et conséquences. Dans Charlier, S. et E. Verhaegen (dir.) *La souveraineté alimentaire – Regards croisés*, Louvain : Presses Universitaires de Louvain, 29-51.

Palier, J. et B. Prevost (2005). L'empowerment : ambiguïtés théoriques et portée pratique, Université Lyon 2, Lyon. Récupéré le 28 avril 2015 de <http://www.defi-univ.org/IMG/pdf/Palier-Prevost.pdf>.

Paillé, P. (1996). De l'analyse qualitative en général et de l'analyse thématique en particulier, *Recherches qualitatives*, (15), 179-194.

Parmentier, B. (2007). *Nourrir l'humanité : les grands problèmes de l'agriculture mondiale au vingt-et-unième siècle*. Paris : La Découverte.

Patel R. et P. McMichael (2009). A Political Economy of the Food Riot, *Journal of the Fernand Braudel Center*, 12(1), 9-35.

Piro, P. (2012). *La COPAGEN, un réseau poil-à-gratter*. Récupéré le 28 avril 2015 de <http://ccfd-terresolidaire.org/>.

Prevost, B. (2005). Les fondements philosophiques et idéologiques du nouveau discours sur le développement, *Économies et sociétés*, 3(4), 477-496.

Polet, F. (2010). Les résistances africaines entre répressions et instrumentalisations. Dans Polet, F. (dir.) *État des résistances dans le Sud - Afrique*, Louvain-La-Neuve : Alternatives Sud, Centre tricontinental (CETRI), 1-5.



Quantin, P. (2008). Le rôle politique des sociétés civiles en Afrique : vers un rééquilibrage, *Revue internationale et stratégique*, 4(72), 29-38.

\_\_\_ (2009). La démocratie en Afrique à la recherche d'un modèle, *Pouvoirs*, 2(129), 65-76.

Rastoin J.L. (2008). Les multinationales dans le système alimentaire, *Projet*, (306), 61-69.

Regional Strategic Analysis and Knowledges Support System (RESAKSS) (2011). *Étude sur la consommation alimentaire en Afrique de l'Ouest*, rapport synthèse, août.

Ribier, V. (2006). *Les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques agricoles en Afrique : quelles marges de manœuvre pour les pays africains*, Communication au séminaire *Les enjeux ruraux et agraires en Afrique*, Paris, Fondation Gabriel Péri, 14 décembre.

\_\_\_ (2008). Des transitions agricoles conditionnées par des politiques publiques. Dans J.-C. Devèze, (dir.) *Défis agricoles africains*, Paris : Karthala, 238-250.

\_\_\_ (2007). Processus d'élaboration et mise en œuvre des politiques agricoles en Afrique, *Recherches internationales*, 80, 79-90.

Ribier, V. et P. Barris (2014). Vers un renouveau de politiques agricoles en Afrique ? *Déméter 2014 : économie et stratégies agricoles*. Paris : Club Déméter, 143-158.

Ricard, X. (2011). La société civile laboratoire d'alternatives, *Revue Projet*, 5(324 - 325), 104-113.

Rist, G. (1996). *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Rojas, C. (2007). International Political Economy/Development Otherwise, *Globalizations*, 4(4), 573-587.

Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) (sans date). *Mission*. Récupéré le 29 avril 2015 de <http://www.roppa-afrique.org/index.php/le-reseau/le-roppa/missions>.

Roy, A. (2013). Mali : l'illusion de démocratie, *Libération*, 24 janvier. Récupéré le 29 avril 2015 [http://www.liberation.fr/monde/2013/01/24/mali-l-illusion-de-democratie\\_876513](http://www.liberation.fr/monde/2013/01/24/mali-l-illusion-de-democratie_876513).

\_\_\_ (2010). Mali : instrumentalisation de la société civile. Dans Polet, F. (dir.) *État des résistances dans le Sud - Afrique*, Louvain-La-Neuve : Alternatives Sud, Centre tricontinental (CETRI), 111-118.

\_\_\_ (2005). La société civile dans le débat politique au Mali, *Cahiers d'études africaines*, (178).

Samaké, A., J.-F. Belieres, P.-M. Bosc et O. Sanogo (2007). *Dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural*, Programme RuralStruc - Phase I, novembre. Récupéré le 22 avril 2015 de [http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resourcess/RURALSTRUC-MALI\\_PhaseI.pdf](http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resourcess/RURALSTRUC-MALI_PhaseI.pdf).

Sanogo, Y. (2007). Coton équitable et développement durable au Mali : une étude exploratoire, *Les cahiers de la CRSDD*, collection recherche, (8).

Sardenberg, C. (2009). *Liberal vs Liberating Empowerment: Latin America*, Pathways Working Paper 7. Récupéré le 22 avril 2015 de <http://www.pathwaysofempowerment.org/PathwaysWP7-website.pdf>.

\_\_\_ (2008). Liberal vs. liberating Empowerment: a latin American Feminist Perspective on conceptualising Women's Empowerment, *IDS Bulletin*, 6(39), 18-25.

Sen, G. et C. Grown (1987). *Development, Crisis, and Alternative Visions: Third World Perspectives*. New York : Monthly Review Press.

Sen, A. (2003). *Un nouveau modèle économique*. Paris : Odile Jacob.

\_\_\_ (2001). *Éthique et économie, et autres essais*. Paris : Presses universitaires de France.

Sindzingre, A. (2003). Liberalisation, Multilateral Institutions and Public Policies : The Issue of Sovereignty In Sub-Saharan Africa, *Mondes en développement*, (123), 23-56.

Spivak, G. (1988). *In Other Worlds: Essays in Cultural Politics*. Londres : Routledge.

SOS Faim (2014). La transformation des exploitations familiales : pour une approche paysanne, Colloque international de Bruxelles, 25 mars. Récupéré le 29 avril 2015 de <https://www.sosfaim.org/>.

Stads, G.-J. et M. Aliou (2011). *Mali - Évaluation de la recherche agricole*, International Food Policy Research Institute (IFPRI) et Institut d'économie rurale (IER). Récupéré le 29 avril 2015 de <http://www.asti.cgiar.org/pdf/Mali-Fr-Note.pdf>.

Thivet, D. (2012). Des paysans contre la faim. La « souveraineté alimentaire », naissance d'une cause paysanne transnationale, *Terrains & travaux*, (20), 69-85.

Tordjman, H. (2008). La construction d'une marchandise : le cas des semences, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 6(63), 1341-1368.

Toulmin C. et B. Guèye (2003). Transformations de l'agriculture ouest - africaines et rôles des exploitations familiales, *Dossier IIED*, (123).

Vercellone, C. (2004). Division internationale du travail, propriété intellectuelle et développement à l'heure du capitalisme cognitive, *Géographie, économie, société*, (6), 359-381.

Via Campesina (2004). *Qu'est ce que la souveraineté alimentaire?*. Récupéré le 29 avril 2015 de <http://www.nyeleni.org/>.

Via Campesina, FIAN, Land Research Action Network et GRAIN (2010). *Pour un arrêt immédiat de l'accaparement de terres*, 22 avril. Récupéré le 29 avril 2015 de [http://www.grain.org/fr/bulletin\\_board/entries/4226-pour-un-arret-immediat-de-l-accaparement-de-terres](http://www.grain.org/fr/bulletin_board/entries/4226-pour-un-arret-immediat-de-l-accaparement-de-terres).

Via Campesina (2012). Conférence paysanne internationale : Stop aux accaparements de terres!, *Les Cahiers de la Via Campesina*, (3), avril. Récupéré le 29 avril 2015 de <http://viacampesina.org/downloads/pdf/fr/mali-report-2012-fr1.pdf>.

Via campesina et CNOP (2011). *Stop à l'accaparement des terres*, invitation à la conférence internationale.

Via Campesina (sans date). *Organisation. La voix des paysans et paysannes*. Récupéré le 30 avril 2015 de <http://viacampesina.org/fr/index.php/organisation-mainmenu-44>.

Vorley, B. (2002). *Sustaining Agriculture: Policy, Governance, and the Future of Family-based Farming*, London : IIED.

Wise, J.B. (2005). *Empowerment Practice with Families in Distress*. New York : Columbia University Press.